# GROUPE IMA

## RAPPORT ANNUEL 2019

GROUPE IMA

05
RAPPORT DE GESTION

| | | |
|---|---|---|
| 06 | 1.1 | Présentation du Groupe IMA |
| 10 | 1.2 | Contexte et faits marquants du Groupe en 2019 |
| 15 | 1.3 | Stratégie et objectifs |
| 16 | 1.4 | Activité et performance économique |
| 18 | 1.5 | Activités des principales entités du Groupe |
| 21 | 1.6 | Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice |
| 21 | 1.7 | Perspectives |
| 22 | 1.8 | Dispositif de maîtrise des risques |
| 23 | 1.9 | Instruments financiers |
| 24 | 1.10 | Déclaration de performance extra-financière Groupe IMA - exercice 2019 |

41
COMPTES CONSOLIDÉS 2019

| | | |
|---|---|---|
| 42 | 2.1 | Bilan |
| 44 | 2.2 | Compte de résultat |
| 45 | 2.3 | Tableau des engagements reçus et donnés |
| 46 | 2.4 | Annexe aux comptes consolidés |
| 74 | 2.5 | Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés |

## 79
## COMPTES IMA SA

80 3.1 Bilan

82 3.2 Compte de résultat

84 3.3 Annexe aux comptes

100 3.4 Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

## 105
## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 17 JUIN 2020

106 4.1 Texte des projets de résolutions

## 109
## RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

110 5.1 Information en matière de gouvernance

112 5.2 Mandats et fonctions des mandataires sociaux

120 5.3 Tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs accordées par l'assemblée générale au directoire de la SA dans le domaine des augmentations de capital

121 5.4 Observations du Conseil de Surveillance sur le rapport de gestion établi par le Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice 2019

# 01

# RAPPORT DE GESTION


1.1 Présentation du Groupe IMA 6
Le Groupe IMA : un peu d'histoire 6
Les valeurs du Groupe IMA 7
Les implantations 8
Un actionnariat homogène 8
Les sociétés du Groupe 9

1.2 Contexte et faits marquants du Groupe en 2019 10
Dynamisme 11
Audace 12
Confiance 13
Coopération 14

1.3 Stratégie et objectifs 15
Plan Stratégique 2018-2020 15

1.4 Activité et performance économique 16
Les chiffres clés 16
La performance économique du Groupe 16
L'activité en nombre de dossiers 16
Le résultat consolidé 17

1.5 Activités des principales entités du Groupe 18
IMA SA (holding) 18
Les filiales françaises 18
Les filiales internationales 20

1.6 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice 21

1.7 Perspectives 21

1.8 Dispositif de maîtrise des risques 22
Le dispositif de maîtrise des risques s'appuie sur : 22
Le système de contrôle interne 22
La gestion des risques et le contrôle permanent 22
La Conformité 22
L'actuariat 22
L'audit interne 22
La démarche Qualité 23
Le plan de continuité d'activité (PCA) 23

1.9 Instruments financiers 23

1.10 Déclaration de performance extra-financière Groupe IMA - exercice 2019 24
Note méthodologique 24
Modèle d'affaires 25
Risques sociaux, sociétaux et environnementaux 25
Autre information RSE 33
Synthèse des indicateurs sociaux requis par les articles r. 225-104 à r. 225-105 du code de commerce 34
Rapport de l'organisme tiers indépendant, sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion 36

# 1.1
# Présentation du Groupe IMA

## NOS 4 SEGMENTS D'ACTIVITÉS

- Mobilité Sécurisée
- Maison Connectée
- Santé Bien-Vivre
- Relation Client Expertise Technique

## Le Groupe IMA conçoit, assemble et met en œuvre des solutions d'assistance

Nous distribuons nos contrats auprès du monde professionnel (sociétés d'assurance, bancassureurs, mutuelles et organismes de santé, institutions de prévoyance, constructeurs automobiles, loueurs de véhicules, grande distribution...).

Selon le souhait de nos actionnaires et clients, les services et garanties d'assistance sont activés sous leur marque ou sous celle d'IMA.

De l'assistance d'urgence à l'accompagnement dans la durée des bénéficiaires, le Groupe IMA propose une offre complète dans les domaines de l'automobile, du déplacement voyage et de loisirs, de l'habitation, de la santé, des services à la personne, de la mobilité internationale, du conseil et de la relation client...

## Le Groupe IMA : un peu d'histoire

**1981**

Création d'IMA avec la volonté de mutualisation des ressources de 3 grandes mutuelles d'assurance françaises (MAAF, MAIF, MACIF) ensuite rejointes par la MATMUT, l'Assurance Mutuelles des Motards, l'AGPM, la MAPA, etc.

Issus du secteur de l'économie sociale, les actionnaires ont affirmé, dès le premier jour, leur ambition : offrir un service de haut niveau à leurs assurés, avec lesquels ils ont toujours entretenu une relation de proximité et de confiance forte.

Fidèle à nos origines et à notre histoire, IMA SA, société à Directoire et Conseil de Surveillance, conserve son siège social à Niort (France).

**CHAQUE ANNÉE, NOUS VENONS EN AIDE À PLUS DE 2 MILLIONS DE PERSONNES PARMI LES 45 MILLIONS DE BÉNÉFICIAIRES ASSURÉS CHEZ NOS ACTIONNAIRES ET CLIENTS**

## NOS CHIFFRES CLÉS 2019

**7,7 M€**
résultat net consolidé

**830 M€**
chiffre d'affaires consolidé

**3 091 887**
dossiers d'assistance traités

**55 000**
prestataires dans le monde

**4 446**
collaborateurs répartis dans 7 pays

**10"**
1 intervention toutes les 10 secondes

**+ de 45 millions**
de bénéficiaires

# Les valeurs du Groupe IMA : Dynamisme, Audace, Confiance et Coopération

## Des valeurs fortes et engageantes depuis près de 40 ans

Nous nous appuyons sur un savoir-faire historique afin de porter nos ambitions et accélérer les transformations à venir.

Les relations avec nos actionnaires, clients, bénéficiaires et prestataires qui nous accompagnent dans nos missions sont un socle qui nous aide à toujours mieux travailler ensemble entre services, directions et entités, en France comme à l'international, pour offrir un parcours et excellence client fluide.

**ELLES ANIMENT NOS ACTIONS, GUIDENT NOS DÉCISIONS ET NOS INTERACTIONS AU QUOTIDIEN ET DANS LA DURÉE, AU SERVICE DE NOTRE AMBITION PARTAGÉE**

ÉCOUTE · PROFESSIONNALISME · SERVICES
20 LANGUES PARLÉES · NOUVELLES TECHNOLOGIES
INTERVENTION 24H/24 7J/7 · DIGITAL
PRISE EN CHARGE RASSURANTE ET ADAPTÉE

SAVOIR-FAIRE · ANTICIPATION · IMPLICATION
SOLUTIONS À VALEUR AJOUTÉE · SUIVI RÉGULIER
ANCRAGE INTERNATIONAL · MAILLAGE DENSE
PRESTATAIRES AGRÉÉS · SÉLECTION EXIGEANTE

### DYNAMISME

**ÊTRE DYNAMIQUE**

C'est être en mouvement, faire preuve d'énergie et de performances individuelles et collectives.

C'est aussi être enthousiaste, démontrer la satisfaction d'entreprendre ensemble, accueillir les propositions, les projets, les suggestions avec ouverture et bienveillance.

### CONFIANCE

**ÊTRE EN CONFIANCE**

C'est pouvoir compter les uns sur les autres, se respecter, considérer l'autre.

C'est aussi inspirer confiance par la qualité de son engagement.

### AUDACE

**ÊTRE AUDACIEUX**

C'est vouloir élargir ses frontières (commerciales, techniques, managériales, géographiques...) et oser de nouvelles façons d'agir.

C'est s'autoriser à penser différemment et à expérimenter.

### COOPÉRATION

**COOPÉRER**

C'est promouvoir la solidarité et le collectif.

C'est dépasser l'intérêt individuel au bénéfice de l'intérêt du groupe.

**NOS ATOUTS**

- Une dynamique continue d'**INNOVATION**
- Une approche du métier résolument **HUMAINE**
- Un réseau **PLURIDISCIPLINAIRE** de prestataires **RÉACTIFS**

## Nos implantations

### Le Groupe IMA fédère 13 entités filiales réparties à travers le continent européen, le Maroc et les États-Unis

Ces implantations sur les marchés nationaux permettent une réelle compréhension des cultures et des attentes locales. La présence multi-sites du Groupe IMA se double d'un Système d'Information partagé.

### EN FRANCE

**IMA GIE** *(Niort et Rouen)*
**IMH** *(Niort-Échiré, Schiltigheim et Marseille)*
**Séréna** *(Angers)*
**IMATECH** *(Nantes)*
**IMA Protect** *(Nantes et Beaucouzé)*

### À L'INTERNATIONAL

**IMA Deutschland** *(Munich)*
**IMA Bénélux** *(Liège)*
**IMA Ibérica** *(Madrid & Lisbonne)*
**Mobility 24** *(Lisbonne)*
**IMA Italia** *(Milan)*
**IMA Protect Italia** *(Milan)*
**WAFA IMA Assistance** *(Casablanca)*
**Groupe IMA & Healthcase** *(Miami)*

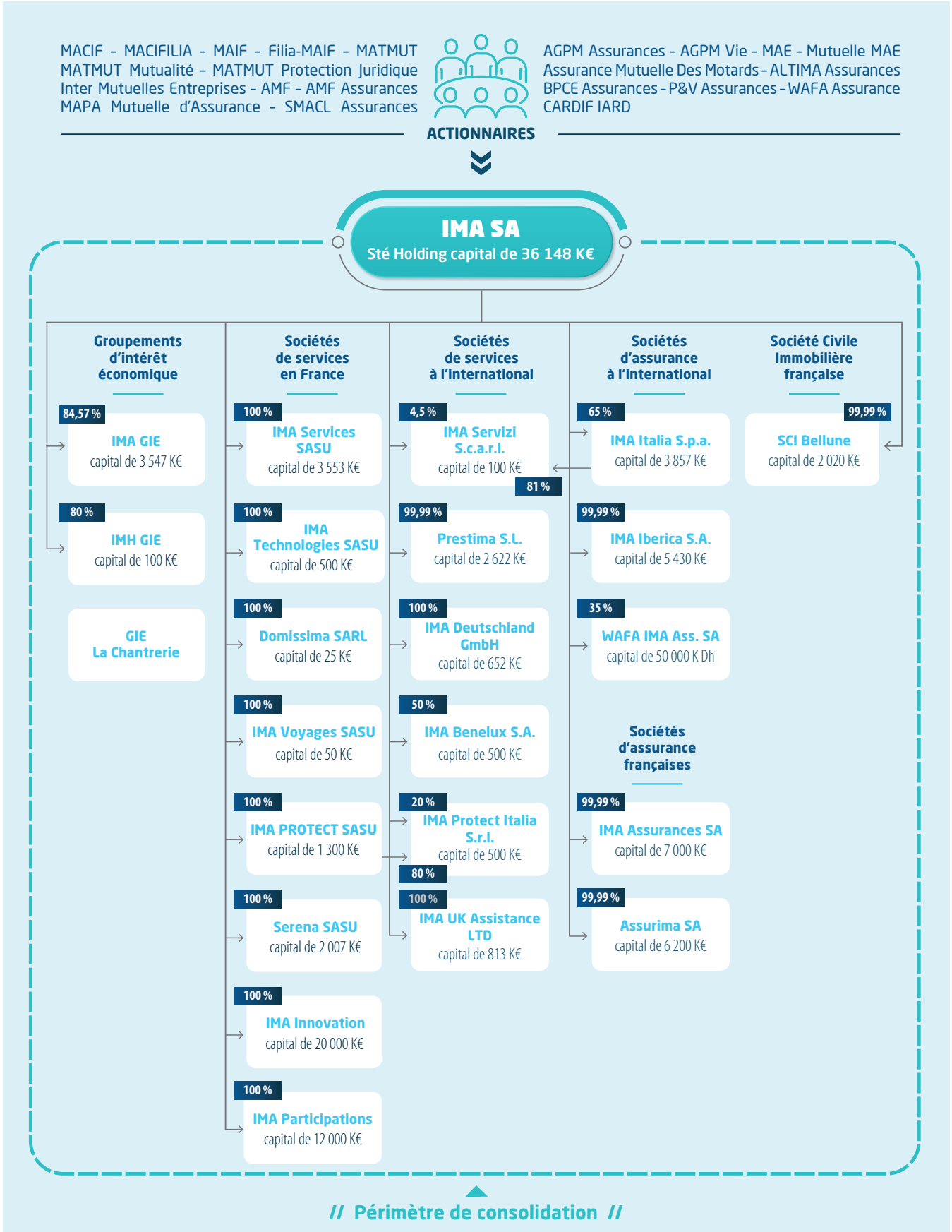
## La force d'un actionnariat multiple

### Nos principaux actionnaires sont des sociétés liées au monde de l'assurance

La croissance et le développement du Groupe IMA s'appuient sur le soutien et la confiance de nos actionnaires français et internationaux.

## Les sociétés du Groupe

Groupe à vocation internationale, IMA est structuré en 24 entités juridiques distinctes, implantées sur le continent européen, au Maroc et aux États-Unis. Rattachées à IMA SA, société holding du Groupe, ces entités participent à la dynamique commerciale du Groupe.



# 1.2
# Contexte et faits marquants du Groupe en 2019

## Nos valeurs portent les réussites d'IMA

Le Groupe IMA réalise en 2019 une belle performance avec une croissance de +7% de son chiffre d'affaires, dans un environnement économique global moins favorable.
Des résultats qui nous encouragent à poursuivre la dynamique avec nos actionnaires et à continuer la diversification de nos activités. Cette performance s'effectue alors que les modèles économiques, les comportements, et les offres sont en pleine mutation.
L'évolution du Groupe, voulue dans le cadre de notre dernier Plan Stratégique, a permis d'allier le monde historique de l'assistance proche du modèle de l'assurance, aux nouvelles tendances de consommation plus immédiates.
Cette diversité des offres via les usages nous permet de continuer à affronter un marché de plus en plus concurrentiel et d'accompagner nos actionnaires dans leurs propres évolutions.

Ils confirment également la nécessité d'un fonctionnement Groupe plus efficace pour :
- mieux maîtriser nos variations d'activité et la progression constante de notre masse salariale,
- améliorer notre compétitivité pour garder notre place sur le marché.

**Notre vision prospective est soutenue par un Projet d'Entreprise qui s'appuie sur nos fondamentaux et nos valeurs quotidiennement partagées au sein du Groupe.**

## DYNAMISME

Dans tous les domaines, nous cherchons à nous réinventer pour mieux répondre aux besoins de nos actionnaires, clients et bénéficiaires, en France comme à l'international.

**Notre Excellence Client a été particulièrement récompensée cette année :**

- Mobilité Sécurisée : Trophée fournisseur PSA valorisant notre qualité de service.
- Maison Connectée : IMA Protect élu Service Client de l'année, meilleure enseigne pour le magazine Capital, et sur le podium de la dernière étude "Que Choisir".
- Notre offre "Maia" a également été saluée par le 1er Prix Com&Medias dans la catégorie Événementiel.
- Santé Bien-Vivre : évolution du portail IMA s@nté avec de nouveaux partenaires et de nouveaux services dont l'offre oncologie ; évolution de Sérélia via la diversification des réseaux de distribution et la souscription en ligne.

**Pour s'assurer de l'excellence de nos services, les réseaux ont été mobilisés pour animer et renouveler les conventionnements avec nos correspondants.**

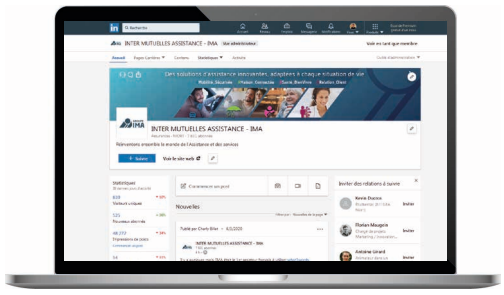
S'appuyant sur l'expérience d'IMA Italia, IMA Iberica lance, elle aussi, son offre assurance voyage IMA Way avec cinq nouveaux clients, offre qui intéresse particulièrement nos actionnaires et qui pourrait voir le jour rapidement sur le territoire français.

Au Portugal, de nouveaux contrats ont été signés avec Caravela Seguros et Zurich Seguros pour la gestion de sinistre à l'étranger.

IMA Italia a reçu le prix LE FONTI dans la catégorie "Excellence d'une opération de Fusion - Acquisition" saluant la réussite de son partenariat avec Cattolica Assicurazioni.

IMA Deutschland a reçu un prix de l'organisme "Service Value" récompensant sa qualité de gestion des sinistres. Notre filiale poursuit son extension géographique en Suisse avec la plateforme eCall et un partenariat avec la startup Thinxnet.

Autre marque de notre dynamisme, **l'augmentation de nos effectifs** de 3,9 % par rapport à 2018. Ce sont 530 nouveaux collaborateurs qui ont rejoint le Groupe en 2019. Une belle progression remarquée par le magazine Capital qui a classé IMA parmi les meilleurs employeurs de France.



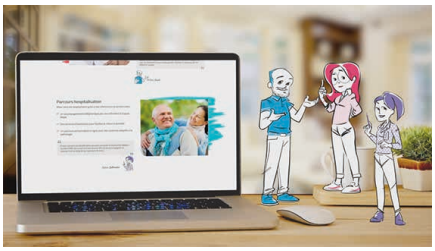

**Notre Groupe est arrivé en tête du classement de l'e-reputation des marques d'assistance** publié par la Tribune de l'Assurance et B-Reputation Assurance. Notre page LinkedIn compte aujourd'hui plus de 7000 abonnés.

## AUDACE

En 2019, nous avons lancé **plus de 25 expérimentations en matière de nouvelles offres et services.** Cette capacité d'innovation et de recherche de solutions inédites a été reconnue sur nos marchés.

Pour la Mobilité sécurisée, 3 innovations ont été primées aux Trophées de l'Assurance :

- La plateforme digitale de services "Ask Jacques", une solution payante en cas de refus urgence Auto / urgence Habitation.
- Le service "IMA-What3Words" qui rend possible la géolocalisation d'un appel d'assistance dans une zone de survenance inconnue du bénéficiaire. Une première en France, en Italie et en Espagne.
- "IMA Direct" qui permet de suivre en temps réel l'avancement du dossier d'assistance, d'ores et déjà déployé pour la MACIF et la MATMUT, et qui continue de se développer au sein du Groupe notamment par IMA Benelux avec P&V.



Avec IMAmobile, nous sommes également le premier assisteur à mettre en place notre propre solution digitale de commande de transport via smartphone.

Nous avons poursuivi le développement de notre plateforme de services en co-construisant notamment des services payants avec le groupe MACIF (MACIF et APIVIA), la MAIF, la MATMUT et BPCEA.

Du côté de la Santé aussi, nous faisons preuve d'audace en lançant la demande d'assistance "full digitale" sur notre portail IMA s@nté.

### Nous continuons également à transformer nos solutions métiers :

- WhatsApp Business, IMA est le premier assisteur à intégrer ce réseau dans ses canaux d'échanges.
- Notre nouvel outil de front office du Pôle Mobilité Sécurisée (HIGGINS_) pour une intervention encore plus efficace et intégrée.
- Déploiement du Lot II d'Osmoz, notre outil de gestion unique des sinistres habitation chez IMH dans le cadre de la Maison Connectée.

**Le Groupe est engagé dans une démarche d'open innovation** qui se traduit par l'ouverture de notre catalogue d'API et par des investissements d'un montant de 2,5 millions d'euros (via le fond IMA Participations) dans cinq start-ups en lien direct avec nos métiers : Pop Valet, M24, Liberty Rider, Allo Joe, Coorganiz.

**De l'audace aussi à l'international** comme l'illustrent le partenariat d'IMA Benelux avec notre actionnaire P&V Assurances pour le développement d'un produit Accident du travail, ou encore la collaboration avec HealthCase, filiale d'IMA aux Etats-Unis, notamment pour une meilleure maîtrise des coûts médicaux.

Dans le cadre de cette démarche IMA anime aux côtés de la MAIF, la MACIF, la MAAF, Groupama, P&V Group, La Mutuelle de Poitiers, la SMACL et la Communauté d'agglomération du Niortais, l'accélérateur **French Assurtech.** La présidence de cet inccubateur dédié aux startups innovantes du secteur de l'assurance a été confiée, en 2019, à notre Directeur Stratégie, Innovation & Finances, Nicolas BOUFFARD.

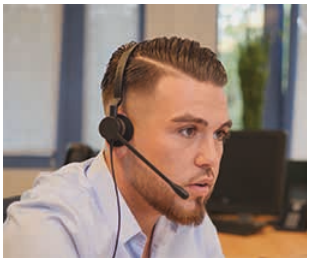
### Nous favorisons l'accompagnement des salariés :

- Déploiement d'une **démarche prospective sur les métiers** à 3 ans pour mieux accompagner nos salariés avec l'élaboration d'une cartographie de familles métiers Groupe et l'identification des facteurs clés d'évolution des métiers.
- Mise en place de dispositifs de sensibilisation, d'apprentissage et de partage d'informations tels que du e-learning.
- Des progrès concrets ont été réalisés en matière **d'égalité professionnelle femmes / hommes** ainsi qu'en faveur de la **diversité.** IMA est partenaires de plusieurs événements : cordée Diversi'Team et Free Handi'se Trophy pour faire changer le regard sur la différence.

## CONFIANCE

Au cours de l'année, nous avons **renouvelé des contrats** et gagné la confiance de **nouveaux clients et partenaires :**

- IMA devient le premier assisteur des constructeurs automobiles en France avec l'intégration des marques DS, Opel et Citroën pour assurer l'assistance de l'ensemble du Groupe PSA, une intégration également réussie pour l'Italie. Nous avons également remporté l'appel d'offre du groupe Europcar.
- IMATECH a multiplié par 5 le chiffre d'affaires de son activité de gestion de sinistre et de distribution assurantielle pour le compte de MACIF et MATMUT, qui représente aujourd'hui 22% du chiffre d'affaires global de notre filiale. Cette croissance des activités de gestion pour compte sera renforcée en 2020 par le lancement d'une nouvelle activité pour BPCEA.
  Ses offres juridiques se développent aussi sur les réseaux TPE/PME via les réseaux FiveStar et AD.
- Des offres de télésurveillance et téléassistance sont désormais proposées directement en agence par les conseillers Caisse d'Epargne.
- Pour le Pôle Santé Bien-Vivre, 2019 a été une année marquée par l'intégration d'AÉSIO, par le renouvellement de contrats (La Mutuelle Générale et MGAS) et par le lancement de la démarche de certification Qualité.



**À l'international,** nous répliquons pour la première fois le modèle multi-actionnaires chez IMA Benelux qui a gagné la confiance d'Ethias. Cet acteur majeur de l'assurance au Benelux est devenu actionnaire de notre filiale à hauteur de 33%.

Gage de la confiance sur le long terme de nos actionnaires et partenaires, IMA Italia fête ses 30 ans et IMA Tech ses 20 ans et l'arrivée de son 500ème collaborateur.

Pour sa première saison estivale, **les collaborateurs du nouveau site de Rouen** ont contribué avec succès au surcroît d'activité en lien étroit avec les équipes niortaises.

Par ailleurs, nous développons les **solutions de télétravail** et œuvrons au déploiement de **Talentsoft** qui favorise la mobilité et l'enrichissement des compétences au sein du Groupe.

La prise en compte des **besoins des salariés confrontés au handicap** est une composante naturelle des projets conduits au sein d'IMA (aménagement des locaux, utilisation du braille, participation au Free Handi'se Trophy, au challenge de l'association We Are Diversi'Team…), faisant du Groupe une organisation exemplaire en la matière.
Fin 2018, le taux d'emploi des personnes handicapées est passé à 5,57 % pour le Groupe. Sur cette même période, le taux relatif à IMA GIE, IMH et Séréna est de 6 %.

**L'amélioration des conditions de travail** a fait l'objet d'investissements importants au sein du Groupe : nouveaux environnements de travail et réaménagements favorisant la transversalité et le travail collaboratif. Citons par exemple le nouveau site de Nantes où sont installées nos filiales IMATech et IMA Protect, et le réaménagement de nombreux locaux sur notre site Niortais.

## COOPÉRATION

**L'arrivée d'Éthias dans le périmètre d'IMA Benelux va doubler l'activité.** Par conséquent, 30 nouveaux collaborateurs viendront renforcer les équipes. La campagne de recrutement est le fruit d'une collaboration entre les équipes communication et RH du siège et de la filiale.

Nous nous engageons également dans le **développement d'une culture managériale Groupe** réunissant nos 400 managers autour de quatre rôles clés identifiés : Relier, Coacher, Impulser et Piloter.

**Les expertises de chaque entité se complètent et s'enrichissent,** avec, par exemple, en interne la création d'IMA Protect Italia et, en externe, le lancement du dispositif "Vivre après" avec l'OCIRP.

Cet esprit de coopération au sein du Groupe s'exprime aussi bien par **l'utilisation de nouveaux outils collaboratifs** comme Microsoft Teams que par l'installation d'IMATech et IMA Protect dans le nouveau bâtiment commun, le Square à Nantes.
Celui-ci a d'ailleurs reçu le Grand Prix Immeuble de Bureaux Neuf décerné par le Salon de l'immobilier d'entreprise.

GRANDS PRIX SIMI 2019

En 2019, nous avons continué à partager avec l'ensemble de nos équipes un **parcours d'information pour les managers**, mis en place des ateliers "d'idéation" au service du Groupe par IMA Tech, et déployé un dispositif d'information pour l'ensemble des salariés via les "12/14" et "le L@b s'invite".

De même, la nouvelle édition du **Hackathon** a encore une fois démontré les bénéfices du partage de nos réflexions en termes d'innovation avec les collaborateurs et nos partenaires externes.

L'engagement de tous permet de **mieux intégrer nos différences** et ainsi favoriser une meilleure coopération entre les collaborateurs.
À ce titre, IMA a signé cette année avec Transdev et la Communauté d'agglomération du Niortais, une convention pour faciliter les trajets domicile - travail des personnes à mobilité réduite.

IMA a également renouvelé sa participation au Free Handi'se Trophy aux côtés de la MATMUT et la MACIF, avec une équipe issue de plusieurs filiales du Groupe, et a remporté le prix de la mobilisation des collaborateurs.

**Le Groupe renforce son ancrage territorial et poursuit ses initiatives auprès d'associations et autour de projets économiques, sociétaux ou culturels locaux tels que :**

- L'association niortaise de lutte contre le surendettement, membre du réseau Crésus.
- Le partenariat avec l'association Les Transmetteurs (programme de formation dans le domaine de l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie) créé par le docteur Xavier Emmanuelli.
- L'adhésion au Fonds Avenir Santé Numérique géré par la Fondation de l'Avenir.
- La Passerelle Santé Sport, pour l'accompagnement des maladies chroniques.
- Le Printemps des Fameuses, engagé pour la mixité et l'égalité femme / homme.

CRÉSUS®

Les Transmetteurs

FONDATION DE L'AVENIR
Accélérateur de progrès médical

PASSERELLE SANTE SPORT

# 1.3 Stratégie et objectifs

## Plan Stratégique 2018-2020

L'exercice 2019 correspond à la deuxième année du plan stratégique 2018-2020. Au cours de cet exercice, le Groupe IMA a confirmé le dépassement d'une grande partie de ses objectifs initiaux et a poursuivi son développement et ses investissements.

| Eléments consolidés<br>en millions d'euros | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Plan stratégique 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 602 | 641 | 696 | 773 | 830 | 752 |
| Chiffre d'activité | 802 | 837 | 909 | 1 036 | 1 126 | 958 |
| Résultat consolidé | 11,5 | 13,9 | 9,5 | 10,4 | 7,7 | 9,4 |

# 1.4
# Activité et performance économique

## Les chiffres clés

| | Réel 2019 | Réel 2018 | Ecarts R19/R18 |
|---|---|---|---|
| Activité Groupe (nombre de dossiers) | 3 091 887 | 2 824 419 | +9,5 % |
| Activité IMA GIE (nombre de dossiers) | 1 416 846 | 1 373 019 | +3,2 % |
| Chiffre activité (en M€) périmètre consolidation | 1 126,2 | 1 036,2 | +8,7 % |
| Chiffre affaires (en M€) périmètre consolidation | 830 | 773 | +7,4 % |
| Résultat Net (en M€) périmètre consolidation | 7,7 | 10,4 | -26 % |
| Coût moyen/dossier IMA GIE (sinistres + frais internes) (en €) | 350,6* | 342,9 | +2,2 % |
| dont coût interne moyen/dossier (en €) | 127,9 * | 123,9 | +3,2 % |
| Coût moyen/dossier IMH yc renseignement (en €) | 54,2 | 57,4 | -5,5 % |
| Effectif moyen du Groupe (réparti sur 7 pays traitants) | 4 446 | 4 057 | + 9,6% |

Données hors Wafa IMA sauf résultat et effectif moyen

* Hors gestion pour compte GPC

## La performance économique du Groupe

**Une progression commerciale répartie sur le Groupe :**

Le chiffre d'affaires du Groupe a progressé de 57 M€ sur l'exercice.
Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2019 s'élève à 830 M€ par rapport à 773 M€ en 2018, soit + 7,4 % et le chiffre d'activité à 1 126,2 M€, soit + 8,7 % par rapport à 2018.
Les primes d'assurance représentent 128,7 M€ (111,6 M€ en 2018).

La dynamique commerciale reste forte.
Les entités françaises ont contribué à hauteur de 43 M€ à cette évolution.
Cela s'est traduit par la croissance d'activité des actionnaires, la poursuite du développement de l'activité constructeur (Renault / Peugeot) et le gain de nouveaux contrats.

Le résultat du Groupe s'établit à 7,7 M€ contre 10,4 M€ en 2018.

## L'activité en nombre de dossiers

L'activité des entités d'assistance mesurée en nombre de dossiers est en augmentation de 267 468 par rapport à celle de 2018 (+9,5 %).

Cette progression s'explique notamment par :
- L'activité Déplacement, en hausse de +9,5% par rapport à 2018, avec une forte croissance de l'activité avec les Constructeurs (+16,7% en lien avec l'élargissement du périmètre avec le groupe PSA), et également de l'Assistance Générale (+7,3%, en France avec les membres du GIE IMA sur les produits d'assistance de proximité et grace au déploiement de l'activité Cardif IARD, et en Italie avec le nouveau partenaire Catttolica) et de l'assistance Médical (+1 600 dossiers).
- La hausse de l'activité d'assistance sur le segment Habitation, principalement portée par la structure IMH GIE, en raison principalement du développement de l'activité de déclaration de sinistres et des impacts de la convention IRSI.
- La croissance de l'activité Domicile de +4,9%, avec l'intégration de nouveaux clients (AESIO par exemple) et des développements sur certains clients existants, en France et en Espagne.

### Activité par nature d'assistance

| Nature d'assistance | 2019* | 2018 | Evolution R19/R18 |
|---|---|---|---|
| Déplacement | 2 207 219 | 2 015 963 | 9,5 % |
| *dont Général* | *1 604 491* | *1 495 454* | *7,3 %* |
| *dont Médical* | *40 785* | *39 157* | *4,2 %* |
| *dont Constructeurs* | *561 943* | *481 352* | *16,7 %* |
| Domicile | 176 243 | 168 010 | 4,9 % |
| Habitation* | 706 822 | 637 279 | 10,9 % |
| Inter-sites | 1 603 | 3 167 | -49,4 % |
| **Total Groupe *** | **3 091 887** | **2 824 419** | **9,5 %** |
| Renseignements | 1 108 107 | 1 075 727 | 3,0 % |

Paramètre : Hors entité IMA Maroc et hors GIE SNSA
* Y compris réclamations, déclarations de sinistres et renseignements

### Activité par site

| Site | 2019 | 2018 | Evolution R19/R18 |
|---|---|---|---|
| Assistance France | 2 703 929 | 2 506 399 | 7,9 % |
| *IMA GIE* | *1 416 846* | *1 373 019* | *3,2 %* |
| *Sociétés commerciales* | *618 461* | *525 179* | *17,8 %* |
| *IMH GIE* | *668 622* | *608 201* | *9,9 %* |
| Assistance internationale | 387 958 | 318 020 | 22,0 % |
| *Italie* | *277 160* | *177 586* | *56,1 %* |
| *Espagne* | *61 856* | *58 569* | *5,6 %* |
| *Belgique* | *37 623* | *62 083* | *-39,4 %* |
| *Allemagne* | *11 103* | *14 055* | *-21,0 %* |
| *UK* | *216* | *5 727* | *-96,2 %* |
| **Total (nombre de dossiers)** | **3 091 887** | **2 824 419** | **9,5 %** |

## Le résultat consolidé

### Résultat d'exploitation

- Activité assurance non vie (IMA Assurances, Assurima, IMA Italia, IMA Iberica)

Les primes acquises s'élèvent à 128,7 M€. Le résultat d'exploitation courante s'établit à 9,4 M€ contre 10,4 M€ en 2018.

Le résultat net consolidé de l'activité assurance non vie s'élève à 7,5 M€ contre 8,4 M€ en 2018.

- Autres activités

Les autres activités (Télédiagnostic, Relations clients, Télésurveillance) ont dégagé un résultat d'exploitation courant de -1,4 M€ pour un chiffre d'affaires de 700,6 M€.

Le résultat d'exploitation des autres activités est affecté par la structure des opérations d'IMA GIE et d'IMH GIE (activités sans marge). Le résultat net consolidé des autres activités s'établit à 0,2 M€ contre 2,0 M€ en 2018.

### Résultat net consolidé (groupe + minoritaires)

Le résultat net consolidé ressort à 7,7 M€ contre 10,4 M€ en 2018, soit une baisse de 2,7 M€. Le résultat 2019 n'intègre plus de crédit d'impôt compétitivité emploi contrairement à celui de 2018 (3,2 M€).

# 1.5
# Activités des principales entités du Groupe

## IMA SA (holding)

En septembre 2019, IMA SA a racheté les actions détenues par UnipolSAI Assicurazioni S.p.A et a réduit le capital par annulation des actions rachetées pour un total de 1 242 K€ de capital et 3 121 K€ de primes d'émission.

En novembre 2019, IMA SA a procédé à une augmentation de capital dans le cadre de la délégation de compétence accordée par l'AGE du 11 octobre 2018 de 2 671 K€ le portant ainsi à 36 148 K€, avec une prime d'émission de 13 487 K€.

IMA SA détient des participations dans les sociétés du Groupe pour une valeur nette de 76 M€. Elle assure le financement de ses filiales.

Au cours de l'exercice, IMA SA a procédé à une augmentation de capital pour les filiales suivantes :

- IMA Innovation pour un montant de 10,0 M€,
- IMA Participations pour un montant de 6,0 M€.

IMA SA a encaissé les dividendes de filiales pour 3 444 K€, contre 3 087 K€ en 2018.

Le bénéfice de la société est de 692,5 K€.

## Les filiales françaises

| | Chiffre d'affaires social en K€ | | | Résultat net social après impôt en K€ | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2019 | 2018 | Variation en % 2019/2018 | 2019 | 2018 | Variation en valeur 2019/2018 |
| Assistance France | 730 113 | 687 544 | 6 % | 6 484 | 8 343 | -1 859 |
| *IMA GIE* | *554 495* | *521 846* | *6 %* | *0* | *0* | |
| *IMA Assurances** | *59 443* | *65 146* | *-9 %* | *2 344* | *5 744* | *-3 400* |
| *ASSURIMA** | *21 168* | *16 954* | *25 %* | *3 635* | *2 291* | *1 344* |
| *IMA Services* | *58 393* | *47 756* | *22 %* | *505* | *308* | *197* |
| *IMH GIE* | *36 614* | *35 842* | *2 %* | *0* | *0* | |
| Autres filiales | 79 798 | 68 772 | 16 % | 1 627 | 2 951 | -1 324 |
| *Séréna* | *4 833* | *5 056* | *-4 %* | *-196* | *-362* | *166* |
| *IMA Technologies* | *27 182* | *22 780* | *19 %* | *1 050* | *1 035* | *15* |
| *IMA Protect* | *38 273* | *35 108* | *9 %* | *1 258* | *2 122* | *-864* |
| *SCI Bellune* | *4 508* | *4 622* | *-2 %* | *483* | *874* | *-391* |
| *IMA Voyages* | *1 134* | *1 017* | *12 %* | *160* | *243* | *-83* |
| *IMA Participations* | *0* | *0* | | *-257* | *-160* | *-97* |
| *IMA Innovation* | *1 177* | *33* | | *-871* | *-801* | *-70* |
| *GIE La Chantrerie* | *2 691* | *156* | | *0* | *0* | |
| **Total** | **809 911** | **756 316** | **7%** | **8 111** | **11 294** | **-3 183** |

**Primes acquises brutes*

## Les GIE

En France, le Groupe est organisé autour de deux GIE opérationnels :
IMA GIE, pour gérer les opérations liées à la Mobilité sécurisée et à la Santé Bien-Vivre.
IMH GIE, dédié à la gestion de la Maison connectée et sécurisée.

IMA GIE

Par rapport à 2018, l'activité en nombre de dossiers est en augmentation de 3,2 % (vision membre) en 2019. Cette croissance est portée par la progression de l'assistance constructeurs.

Hausse du coût moyen du dossier à 350,6 € (hors gestion pour compte) en 2019 contre 342,9 € en 2018, résultant d'une augmentation du coût moyen externe de +1,7 % et d'une progression du coût moyen interne à 127,9 € (hors gestion pour compte) en 2019 contre 123,9 € en 2018 soit +3,2 %.

IMH GIE

L'activité est toujours en croissance. Elle augmente de 10% sur l'année. En 2019, 668 622 missions ont été ouvertes (608 201 en 2018).Ce nombre de missions intègre les renseignements et les réclamations.

Le coût moyen de référence d'une mission est en baisse de 5,5% du fait des nouvelles activités du GIE (changement du mix dossier) et du nombre de missions en cours au 31 décembre 2019, avec un possible effet report sur l'indicateur pour 2020 ; celui de 2019 est de 54,2 €, au lieu de 57,4 € en 2018, après prise en considération des nouvelles activités de gestion pour compte.

## Les sociétés d'assurance

IMA Assurances

Société anonyme à Conseil d'Administration, régie par le code des assurances et agréée pour pratiquer des opérations d'assurance dont celle de la branche 18, assistance. Elle est soumise à la taxe sur les conventions d'assurance.

Le résultat de l'exercice 2019 ressort à 2 344 K€ contre 5 744 K€ en 2018.
Les primes acquises brutes d'un montant de 59 443 K€ (65 146 K€ en 2018) sont en diminution de 9 % par rapport à 2018.

ASSURIMA

Société anonyme à Conseil d'Administration régie par le code des assurances et agréée pour pratiquer des opérations d'assistance de la branche 18. Elle est soumise à la TVA.
Le résultat de l'exercice 2019 ressort à 3 635 K€ ; il était de 2 291 K€ en 2018.
Les primes acquises brutes d'un montant de 21 168 K€ (16 954 K€ en 2018) sont en augmentation de 25 % par rapport à 2018.
Cette augmentation est principalement liée à la poursuite du développement de l'activité avec PSA et Renault/Dacia/Eurodrive (programme révision).

## Les autres sociétés

IMA Services

Société par actions simplifiée unipersonnelle, commercialise des opérations d'assistance à l'acte en prestations de services.
Le résultat de l'exercice 2019 ressort à 505 K€ contre 308 K€ en 2018.
Le chiffre d'affaires est en progression de 22 % passant de 47 756 K€ à 58 393 K€.
Cette augmentation correspond principalement au développement de l'activité constructeur, et à l'arrivée des nouveaux clients Citroën/ DS / Opel.

IMA Technologies

Société par actions simplifiée unipersonnelle, immatriculée au registre des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS), exerce les activités de télédiagnostic, de relation clientèle, d'informations juridiques, vie pratique et help desk informatique.
Le résultat de l'exercice 2019 ressort à 1 050 K€ contre 1 035 K€ en 2018.
Le chiffre d'affaires s'élève à 27 182 K€ contre 22 780 K€ en 2018 (+19 %).
Cette hausse de chiffre d'affaires 2019 est notamment liée à la progression de l'activité Matmut, à la hausse des activités de formations, et à la nouvelle activité Macif RS débutée sur le dernier trimestre 2019.

IMA Protect

Société par actions simplifiée unipersonnelle autorisée CNAPS (Conseil National des Activités Privées de Sécurité) et certifiée APSAD de Service de Télésurveillance.
Le résultat de l'exercice 2019 ressort à 1 258 K€ contre 2 122 K€ en 2018.
Le chiffre d'affaires 2019 s'élève à 38 273 K€, il était de 35 108 K€ en 2018, soit +9 %. Cette progression est due à la croissance du portefeuille, soit 82 080 abonnés contre 77 266 fin 2018, soit +6,2%.

SCI Bellune

Société civile immobilière qui porte en grande partie les locaux d'exploitation du Groupe en France.
Le résultat de l'exercice 2019 ressort à 483 K€ contre 874 K€ en 2018.
Le chiffre d'affaires, constitué des loyers, s'établit à 4 508 K€. Les bâtiments sont loués aux sociétés du Groupe IMA (principalement IMA GIE).
Les travaux de démolition des bâtiments C, B et J ont été réalisés en 2019, et les nouvelles constructions sont en cours (parkings et reconstruction du bâtiment C).

Séréna

Société par actions simplifiée unipersonnelle, agréée pour toutes activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services à la personne.
Le résultat de l'exercice 2019 ressort à -196 K€ ; il était de -362 K€ en 2018.
Le chiffre d'affaires 2019 s'élève à 4 833 K€ contre 5 056 K€ au 31 décembre 2018, soit une baisse de 4 %.
L'activité « service à la personne » continue de baisser en 2019, -11%. A contrario, l'activité TELEVIGILANCE poursuit sa hausse régulière.

IMA Innovation

Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 20 M€ située à Niort, elle a été créée en juillet 2018.
Le résultat de l'exercice 2019 ressort à -871 K€ contre -801 K€ en 2018.
Le chiffre d'affaires s'élève à 1 177 K€, contre 33 K€ en 2018. L'activité avait démarré en fin d'année 2018.

IMA Participations

Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 12 M€ située à Niort, elle a été créée en juillet 2018.
Le résultat de l'exercice 2019 ressort à -257 K€ contre -160 K€ en 2018.
La société n'a pas généré de chiffre d'affaires.

## Les filiales internationales

| | Chiffre d'affaires social en K€ | | | Résultat net social après impôt en K€ | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2019 | 2018 | Variation en % 2019/2018 | 2019 | 2018 | Variation en % 2019/2018 |
| IMA Deutschland | *4 604* | *5 256* | *-12 %* | *-35* | *-158* | *123* |
| IMA Iberica | *11 251* | *9 675* | *16 %* | *533* | *409* | *124* |
| Prestima | *12 229* | *12 699* | *-4 %* | *120* | *339* | *-219* |
| IMA Italia* | *36 897* | *20 024* | *84 %* | *368* | *-1 293* | *1 661* |
| IMA Servizi* | *36 085* | *24 670* | *46 %* | *0* | *0* | *0* |
| IMA Benelux** | *5 822* | *8 513* | *-32 %* | *-77* | *270* | *-347* |
| IMA UK | *-15* | *4 789* | *-100 %* | *-442* | *-281* | *-161* |
| Wafa IMA Assistance** | *25 209* | *23 379* | *8 %* | *2 458* | *2 745* | *-287* |
| IMA Protect Italia*** | *14* | | | *-997* | *-81* | *-916* |
| **Total** | **132 096** | **109 005** | **21 %** | **1 928** | **1 950** | **-22** |

**Données non définitives pour 2019 **Quote-part 100%*
**** Situation au 31/12/2019, premier exercice de 13 mois en 2019*

**Groupe Espagne (IMA Iberica et Prestima)**
Le résultat du Groupe en Espagne s'élève à 653 K€ en 2019 contre 748 K€ à fin 2018.
Le chiffre d'affaires est de 23 480 K€ en 2019 contre 22 374 K€ en 2018.

Le Groupe s'appuie sur deux entités pour réaliser son activité :

**IMA Iberica**
Société anonyme d'assurance de droit espagnol avec pour objet la réalisation d'opérations d'assurance et de réassurance incluse dans la branche 18.
Le résultat de l'exercice 2019 ressort à 533 K€ contre 409 K€ en 2018.
Les primes acquises brutes en 2019 s'élèvent à 11 251 K€ contre 9 675 K€ en 2018, soit une augmentation de 16 %.
Cette progression provient essentiellement de la croissance de nos principaux clients.

**Prestima**
Société à responsabilité limitée.
Le résultat de l'exercice 2019 ressort à 120 K€ contre 339 K€ en 2018.
Le chiffre d'affaires en 2019 s'élève à 12 229 K€ en baisse de 4 % par rapport à 2018 (12 699 K€).

**Groupe Italie (IMA Italia et IMA Servizi)**
Le résultat du Groupe en Italie s'élève à 368 K€ en 2019 contre - 1 293 K€ à fin 2018.
Le chiffre d'affaires est de 72 982 K€ en 2019 pour 44 694 K€ en 2018.

Le Groupe s'appuie sur deux entités pour réaliser son activité :

**IMA Italia**
Société d'assurance de droit italien.
Le résultat de l'exercice ressort à 368 K€ en 2019 contre -1 293 K€ en 2018 (comptes définitifs).
Le montant des primes brutes acquises 2019 est de 36 897 K€ contre 20 024 K€ en 2018 (comptes définitifs), soit + 84 %. La progression du chiffre d'affaires est liée à l'arrivée du nouvel actionnaire Cattolica, et à la progression de l'activité Travel.

**IMA Servizi**
Société consortile à responsabilité limitée.
Le résultat net est égal à zéro car la société est un consortium (équivalent GIE).
Le chiffre d'affaires s'élève à 36 085 K€ contre 24 670 K€ en 2018 (comptes définitifs), soit une variation de + 46 %.
Cette hausse résulte essentiellement de la hausse d'activité d'IMA Italia.

**IMA Deutschland**
Société à responsabilité limitée avec pour vocation la mise en œuvre de prestations d'assistance.
Le résultat de l'exercice 2019 ressort à -35 K€ contre -158 K€ en 2018.
Le chiffre d'affaires de 4 604 K€ est en diminution de 12 % par rapport au chiffre d'affaires 2018, provenant d'une baisse d'activité des clients SOS PZM et VIKING.

**IMA Benelux**
Société anonyme de droit belge.
Le résultat de l'exercice 2019 ressort à -77 K€ contre 270 K€ en 2018.
Le chiffre d'affaires s'établit à 5 822 K€ contre 8 513 K€ au 31 décembre 2018, soit une diminution de 32 %.
Cette diminution provient essentiellement de la perte de l'activité PSA.

**IMA UK**
Société à responsabilité limitée de droit anglais.
Le résultat de l'exercice 2019 ressort à -442 K€ contre -281 K€ en 2018.
L'activité a pris fin au premier trimestre 2019. La liquidation de la structure est en cours.
Les comptes 2019 n'ont pas fait l'objet d'un audit légal conformément aux règles locales (article 479C de la loi anglaise sur les sociétés de 2006).

**WAFA IMA Assistance (société mise en équivalence à 35 %)**
Société d'assurance de droit marocain.
Le résultat de l'exercice 2019 ressort à 2 458 K€ contre 2 745 K€ en 2018, soit 860 K€ de contribution aux résultats consolidés du Groupe en 2019 par mise en équivalence (hors retraitements de consolidation).
Les primes acquises brutes de l'exercice s'élèvent à 25 209 K€ contre 23 379 K€ en 2018 (+ 8 %).
Cette progression s'explique essentiellement par l'évolution des produits d'assistance « clientèle locale », par l'évolution du « produit MRE » commercialisé en Europe, et des « contrats collectifs des entreprises ».

**IMA Protect Italia**
L'activité avait démarré en fin d'année 2018. Le premier exercice s'est clôturé le 31 décembre 2019, soit après 13 mois d'activité.
Le résultat de l'exercice 2019 ressort à -997 K€.

# 1.6
# Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

IMA SA cède 8 000 actions d'IMA Benelux à la société Ethias, soit 16 % du capital, au 01/01/2020. La part d'IMA SA dans IMA Benelux passe ainsi de 50% à 34%.

L'épidémie du coronavirus "COVID-19" se propage dans le monde entier depuis janvier 2020. Les impacts de cette crise sanitaire sur les comptes 2020 et ses conséquences sur le Groupe IMA ne sont pas encore connus à la date d'établissement du présent rapport.

Le Groupe a activé sa cellule de crise dès le développement de l'épidémie en Europe, et s'est organisé en interne afin d'assurer une continuité de service sur l'ensemble des territoires sur lequel il est implanté et où il exerce ses activités.

Le Groupe IMA surveille également ses expositions face à l'épidémie, et s'organise pour faire face aux impacts de la crise sanitaire sur ses activités et sur les conséquences économiques et financières.

Pour autant le Groupe ne se trouve pas en difficulté de trésorerie impliquant des ajustements importants dans l'information financière du présent rapport.

# 1.7
# Perspectives

La deuxième année du plan stratégique 2018 - 2020 a confirmé les résultats économiques supérieurs aux objectifs.

Notre ambition en 2020 est de continuer notre développement à l'aide d'initiatives stratégiques qui contribueront à transformer notre modèle.

Trois leviers permettront d'accélérer notre transformation : l'innovation, la plateforme digitale de services, la data et le SI.

Le plan du Groupe s'articule autour de trois plateformes aux objectifs ambitieux :

- La mobilité sécurisée : faciliter et sécuriser la mobilité quotidienne, les déplacements ponctuels et les voyages des clients.
- La maison connectée et sécurisée : orchestrer l'ensemble des dispositifs de sécurité et de confort au domicile.
- La plateforme santé bien-vivre : aider chacun à vivre mieux, à tous les âges et à faire face aux aléas de la vie.

# 1.8 Dispositif de maîtrise des risques

## Le dispositif de maîtrise des risques s'appuie sur :

- Le système de contrôle interne
- La gestion des risques et le contrôle permanent
- La conformité
- L'actuariat
- L'audit interne
- Le plan de continuité d'activité
- Le Système de Management de la Qualité

## Le système de contrôle interne

Le Groupe a mis en place une organisation visant à la maîtrise des activités.

Cette organisation s'appuie sur l'ensemble des collaborateurs du Groupe. Chaque collaborateur doit être un contributeur actif du Contrôle Interne.

Le dispositif repose sur 3 lignes de maîtrise :

- 1ère ligne de maîtrise : des activités de contrôles définies et mises en œuvre par les opérationnels
- 2ème ligne de maîtrise : structuration et coordination du dispositif de maîtrise des activités
- 3ème ligne de maîtrise : une évaluation globale et indépendante du dispositif.

## La gestion des risques et le contrôle permanent

La Gestion des Risques et le contrôle permanent sont deux composantes de la deuxième ligne de maitrise des activités du Groupe. La Gestion des Risques s'appuie sur une démarche d'identification et d'évaluation des principaux risques, de gestion des incidents, de suivi des plans d'action. En complément, le contrôle permanent repose sur l'identification et le suivi des principaux contrôles concourant à la maîtrise de ces risques.

L'identification des risques est mise à jour et affinée par une démarche croisée « top down et bottom up ».

Sur cette base, des cartographies de risques sont établies et des préconisations définies.

Ces éléments nourrissent notamment les travaux menés pour l'ORSA (évaluation interne des risques et de la solvabilité) et la bonne information de la gouvernance.

Les incidents sont tracés dans un outil spécifique de Gestion des Risques. Ces informations viennent enrichir les cartographies et le dispositif de contrôle.

De l'analyse de ces cas et des informations issues des cartographies et du dispositif de contrôle permanent, naissent des plans d'action qui font l'objet d'un suivi par le Département Risques et Contrôle pour les plus importants d'entre eux.

## La Conformité

La fonction Vérification de la conformité, prévue à l'article L 354-1 du code des assurances, a été mise en place selon une approche par thématique.

Les dossiers traités en priorité sont :

- la protection de la clientèle,
- la protection des données,
- la déontologie,
- la sécurité financière (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme),
- l'externalisation.

La fonction Conformité agit prioritairement pour le compte des entités d'assurance : IMA Assurances et Assurima.

Par ailleurs, la conformité inclut la lutte anti-fraude interne ou externe.

## L'actuariat

La fonction actuarielle, prévue à l'article 48 de la directive Solvabilité 2, a été mise en place en fin d'année 2015. Les travaux font l'objet d'un rapport annuel qui traite les thématiques suivantes :

- les provisions techniques,
- la politique de souscription,
- la réassurance,
- la contribution de la fonction actuarielle au système de gestion des risques.

Le rapport portant sur l'exercice 2018 a été produit en 2019.

## L'audit interne

L'audit interne a pour mission d'apporter aux instances de surveillance et aux dirigeants une assurance globale sur le degré de maîtrise des opérations du Groupe ainsi que des conseils d'amélioration. Il constitue la troisième ligne de maîtrise des activités du Groupe.

Afin de garantir son indépendance, l'Audit Interne est rattaché hiérarchiquement au Président du Directoire et dépend fonctionnellement du Comité d'Audit et des Risques.

Le suivi du plan d'audit 2019 et la mise en œuvre des recommandations ont fait l'objet d'un examen régulier par le Comité d'Audit et des Risques.

## Le plan de continuité d'activité (PCA)

Compte tenu de la spécificité du métier d'assisteur et de l'importance du risque opérationnel, un plan de continuité d'activité a été mis en place et fait l'objet d'un suivi permanent.

A ce titre, les objectifs prévus pour 2019 au titre de ce plan ont été réalisés, à savoir :

- la convocation de la cellule de crise,
- les tests opérationnels des Plans de Continuité d'Activité (PCA), toutes les entités disposant d'un dispositif de repli et des accès à des infrastructures IT de secours,
- l'utilisation régulière du site déporté de Trévins en mode plateau distant,
- les mises à jour des PCA par les entités du Groupe,
- les tests sur des procédures critiques des PCA.

Ces travaux permettent d'établir une description et une auto-évaluation des principaux risques opérationnels, une information sur les contrôles existants et visent à atteindre, par des plans d'actions si nécessaire, la maîtrise des risques.

## Le Système de Management de la Qualité

Le Système de Management de la Qualité (SMQ) a pour objectif de s'assurer que tous les moyens sont mis en œuvre dans l'entreprise pour garantir la tenue de ses engagements, de ses orientations stratégiques et la satisfaction de ses clients, dans une démarche d'amélioration continue. On entend par clients, les actionnaires, clients et bénéficiaires, mais aussi plus largement l'ensemble des parties intéressées, qu'elles soient internes (collaborateurs, entités, métiers, partenaires sociaux...) ou externes (sous-traitants, fournisseurs, services de l'état, collectivités...).

Le SMQ, dans lequel s'inscrit la démarche qualité, contribue ainsi à la performance et à la compétitivité de l'entreprise et lui apporte des garanties supplémentaires pour se développer et se démarquer dans un environnement concurrentiel et un marché évolutif.

Il s'appuie sur les dispositifs de maîtrise des risques décrits précédemment et se structure autour des principes suivants :

- La maîtrise des activités, qui repose sur une organisation générale définie, connue, et mise en œuvre par chacun des collaborateurs (missions et responsabilités, règles de fonctionnement).
- L'amélioration continue, qui s'appuie sur la mise en place d'outils de mesure (enquêtes de satisfaction, indicateurs d'efficacité et de performance, audits Qualité internes...) permettant d'optimiser les prises de décisions, et d'outils de pilotage permettant de structurer la mise en œuvre des actions d'amélioration décidées.

La norme ISO 9001 est la norme de management de la qualité la plus répandue. Elle propose des lignes directrices et des outils permettant de structurer la démarche et de la faire certifier par un organisme indépendant. L'obtention de cette "Certification" apporte la preuve qu'une démarche qualité et qu'un système d'amélioration continue ont été mis en place. Cette reconnaissance, qui renforce la confiance des clients, notamment lors des réponses aux appels d'offres, peut s'avérer une condition contractuelle indispensable.
La qualité est depuis toujours au cœur des préoccupations du Groupe IMA. Des entités ou filiales du Groupe ont déployé leur système de management de la qualité et ont obtenu des certifications, soit en s'appuyant sur la norme ISO 9001, soit en référence à d'autres normes qui ciblent des activités spécifiques.

### Les distinctions du Groupe IMA

**IMATECH**
ISO 9001 v 2015
**Périmètre :** Prestations de relations clients pour le compte des tiers.
**Date de 1ère certification :** 2008

**IMH G.I.E**
ISO 9001 v 2015
**Périmètre :** Services à l'habitat.
**Date de 1ère certification :** 2012

**IMA IBERICA**
ISO 9001 v 2008
**Périmètre :** Gestion d'appels téléphoniques et des services d'assistance déplacement, routière et médicale.
**Date de 1ère certification :** 2012

**SERENA**
Agrément de services à la personne
**Périmètre :** Organisation et mise en place de services aux personnes.
**Date de 1er agrément :** 2005

**IMA G.I.E sites de Niort et Montreuil**
ISO 9001 v 2015 NF 399 (MCS Logiciel Sécurité Civile)
**Périmètre :** Développement et mise en oeuvre des prestations d'assistance déplacement et voyage pour les bénéficiaires des actionnaires et clients, 24h/24, 7j/7.
**Date de 1ère certification :** 2014
**NB :** Activité de Montreuil certifiée depuis 2008

**IMA PROTECT**
APSAD de Service de Télésurveillance Référentiel I 31 Type 3
**Périmètre :** Télésurveillance Traitement des images à distance sites de Nantes (44) et Beaucouzé (49).
**Date de 1ère certification :** 2001

**IMA ITALIA**
ISO 9001 v 2008
**Périmètre :** Mise en oeuvre des services d'assistance médicale et d'assistance technique, pour les personnes, pour les véhicules et pour les habitations, 24h/24, tous les jours de l'année.
**Date de 1ère certification :** 2011

# 1.9 Instruments financiers

Aucun instrument financier à terme (IFT) n'est souscrit par les entités du Groupe.

# 1.10
# Déclaration de performance extra-financière Groupe IMA – exercice 2019

## I - Note méthodologique

### *I.1 – L'engagement RSE du Groupe IMA*

Le Groupe IMA a fait le choix de s'engager dans une démarche de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) afin de généraliser à l'ensemble du Groupe les bonnes pratiques sociales, sociétales, environnementales et économiques, piliers d'un développement durable.

La RSE est un moyen pour IMA de formaliser des comportements et une éthique déjà fortement ancrés dans l'entreprise, fondés sur les valeurs de l'économie sociale dont le Groupe est issu.

**Une démarche structurée et transversale**

Afin de structurer la démarche et de couvrir toutes les dimensions de la RSE, le Groupe IMA s'est appuyé sur la norme internationale ISO 26000. Ce référentiel a permis de donner un cadre de référence et une cohérence d'ensemble aux différentes actions menées au sein de l'entreprise.

### *I.2 - Contexte réglementaire*

Depuis 2014, bien que non soumis à l'article 225 de la loi française Grenelle II (Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, portant l'engagement national pour l'environnement), IMA s'est conformé aux exigences réglementaires et au décret d'application n° 2012-557 du 24 avril 2012.

A compter du 1er septembre 2017, en vertu de l'ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 qui modifie le cadre législatif en matière de publication d'informations extra-financières – afin de l'aligner avec les exigences de la directive RSE n° 2014/95 du 22 octobre 2014 – la déclaration de performance extra-financière (DPEF) remplace le rapport RSE. Il devient un outil de pilotage stratégique de l'entreprise, à la fois concis et accessible, concentré sur les informations significatives.

Les évolutions portent sur la nature des informations publiées, leur pertinence plutôt que leur exhaustivité, et le type d'entreprises concernées, notamment les sociétés non cotées et les sociétés établissant des comptes consolidés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 100 M€ et le nombre de salariés supérieur à 500.

A ce titre, la réglementation s'applique au Groupe IMA depuis son exercice ouvert au 1er janvier 2018.

La DPEF doit être vérifiée par un Organisme Tiers Indépendant dont le rapport comprend un avis motivé sur la conformité de la déclaration aux dispositions réglementaires ainsi que sur la sincérité des informations fournies.

### *I.3 - Périmètre de reporting*

**Périmètre temporel**

Sauf exception, les données quantitatives et qualitatives portent sur la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019, correspondant à l'exercice financier du Groupe IMA. Certaines données non disponibles à la date d'élaboration de la DPEF portent sur l'année 2018.

Les exceptions feront l'objet d'une mention explicite au sein du rapport.

**Périmètre de consolidation**

Pour l'exercice 2019, les informations qualitatives recouvrent les entités françaises du Groupe, qui représentent 91,5 % du chiffre d'affaires consolidé et 85,2 % des effectifs consolidés.

Lorsque la consolidation de certaines informations n'est pas possible, parce-que non pertinente ou que les données ne sont pas disponibles à la date d'élaboration du rapport, nous avons fait le choix de les publier sur le périmètre IMA GIE qui représente à lui seul 61,5 % du chiffre d'affaires consolidé Groupe et 56,3 % de ses effectifs.

### *I.4 - Méthode et référentiel de reporting*

La déclaration de performance extra-financière a été élaborée en capitalisant sur l'approche risques du Groupe dont la politique et la gestion sont sous la responsabilité du Département Risques et Contrôle. Les risques extra-financiers ont été extraits de la cartographie des risques du Groupe, puis triés, priorisés et requalifiés de manière à s'inscrire dans l'esprit de la déclaration. Certains risques absents de la cartographie des risques Groupe, notamment sociétaux et environnementaux, mais exigés dans la DPEF ou identifiés grâce à un travail de benchmark sectoriel, y ont été ajoutés.

Ce travail d'identification des risques extra-financiers a permis de mettre en exergue la maîtrise et les politiques liées à ces enjeux de responsabilité sociétale. Nous nous sommes appuyés sur l'article R.225-105 du code de Commerce pour procéder à notre analyse de risques ainsi que sur les travaux menés depuis 2011 en interne sur la norme ISO 26000.

### *I.5 – Informations exclues de la DPEF*

Sur l'ensemble des thématiques exigées au sein de la Déclaration de Performance Extra-financière, eu égard au secteur d'activité du Groupe IMA et de l'analyse de nos enjeux RSE, il ne nous paraît pas pertinent de reporter des données sur les informations suivantes :

- Lutte contre la précarité alimentaire,
- Respect du bien-être animal.

Les autres thématiques obligatoires sont présentées dans le chapitre III relatif aux risques sociaux, sociétaux et environnementaux et le chapitre IV, Autres informations RSE.

# II - Modèle d'affaires

Pour la description du modèle d'affaires, nous renvoyons aux chiffres clés présentés en page 6 ainsi qu'au chapitre 01 du présent rapport annuel.

# III - Risques sociaux, sociétaux et environnementaux

## *III.1 - Domaine social*

Le Groupe IMA, porté par des valeurs fortes et la conviction que l'humain est au cœur de ses métiers, s'est toujours attaché à conduire une politique sociale humaine, qualifiante et inclusive, allant au-delà des exigences légales, voire des accords de branche.

### *Conformité à la réglementation du travail*

**Risque** – Ne pas être conformes à la réglementation du travail.

**Politique** – Afin de s'assurer du respect de la réglementation sociale en vigueur et des dispositifs existants, la Direction des Ressources Humaines a mis en place des dispositifs et des processus de veille, de gestion sociale et de conformité Groupe. Chaque procédure de gestion RH inclut des modes opératoires et des règles.

Ce socle permet de veiller à la maîtrise des risques sociaux qui suivent.

### *Politique de gestion des ressources humaines*

**Risque** – Inadéquation du recrutement par rapport aux besoins en ressources humaines, que ce soit en termes de compétences ou de volumes.

**Politique** – Le Groupe s'attache à ce que chaque entité bénéficie des compétences nécessaires pour mener à bien les missions qui lui sont dévolues.

**Diligences** – Pour répondre à cet enjeu, plusieurs processus du Système de Management de la Qualité sont mis en œuvre et suivis : « Prévoir et planifier les ressources d'assistance » « Recruter et intégrer les collaborateurs», « Développer les compétences et gérer la formation ». Des procédures RH permettent d'anticiper et de pallier les risques liés à la gestion des ressources humaines : « Définir la politique RH », « Gérer les emplois et les compétences », « Recruter les salariés », « Assurer la gestion administrative du personnel », « Gérer la formation des salariés », « Définir la politique salariale », « Assurer la paie des salariés ».

Le Groupe IMA s'est engagé dans un projet de prospective RH qui a pour objectif d'anticiper les évolutions prévisibles de nos activités et leurs impacts métiers à 3 ans. S'adapter aux changements à venir et préparer au mieux les collaborateurs au développement de nouvelles compétences et/ou aux nouveaux métiers sont des conditions clés de la performance et de la compétitivité de l'entreprise. Dans le cadre de ce projet, le Groupe se fait accompagner par un cabinet RH spécialisé.

Une négociation incluant les sujets de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences s'est ouverte fin 2019 (IMA GIE). Ce sujet fera l'objet, en parallèle, d'une négociation au niveau du Groupe courant 2020.

L'accord Groupe relatif à la « Classification des emplois, rémunération, mobilité professionnelle » du 7 mai 2010 (modifié par avenants du 27 mai 2013 et du 30 mars 2015) a apporté une réponse structurante à l'enjeu de gestion des compétences.

Le développement du Télétravail (accord du 12 juillet 2019) et le déploiement du portail RH « Mon Talentsoft » favorisent également la mobilité et l'enrichissement des compétences au sein du Groupe.

**Résultats -** Plusieurs indicateurs permettent de suivre les résultats des politiques mises en place.

- Augmentation de la masse salariale (non chargée), périmètre IMA GIE :

| Année | Masse salariale | écart N-(N-1) | Evolution N-(N-1) en % |
|---|---|---|---|
| 2015 | 68 963 804 | 5 578 346 | + 8,80 % |
| 2016 | 74 700 220 | 5 736 416 | + 8,32 % |
| 2017 | 79 829 096 | 5 128 876 | + 6,87 % |
| 2018 | 87 515 065 | 7 685 969 | + 9,63 % |
| 2019 | 97 161 091 | 9 646 026 | +11,02% |

En novembre 2018, face la croissance de ses activités, IMA GIE a ouvert un site opérationnel à Rouen, témoignant aussi de sa volonté de travailler en proximité de ses actionnaires. Le site accueillait 172 collaborateurs au 31/12/2019 (dont 45 CDD).

- Montant et % de la masse salariales alloués à la formation, périmètre IMA GIE : 3 459 K€, soit 3,9 % de la masse salariale (données 2018).
- Cette année encore, à l'issue d'une enquête réalisée auprès d'un panel de 20 000 salariés, Inter Mutuelles Assistance a reçu le label Capital « Meilleur Employeur 2019 » qui distingue les 500 meilleurs employeurs de France.

### *Santé & sécurité des collaborateurs*

**Risque** – Insuffisance dans la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

**Politique** – La prévention des risques liés au travail, la préservation de la santé physique et mentale des collaborateurs et la lutte contre toute forme de violence au travail constituent des axes majeurs de la politique sociale de l'entreprise. Dans le respect des obligations qui lui sont faites d'« assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs » (article L.4121 du Code du travail), la Direction Générale soutient une démarche de prévention complète et durable au sein de l'entreprise, dans le prolongement des actions déjà initiées.

**Diligences** – Un nouveau service de santé au travail autonome a été mis en place en janvier 2019 dans les locaux de l'entreprise, avec la présence d'un médecin du travail à plein temps (en lieu et place d'un service interentreprises et d'un médecin présent sur un temps partiel) et de deux infirmières. Cette nouvelle organisation permet de remplir les obligations légales et de développer, conduire et coordonner l'ensemble des actions de prévention. Le médecin intervient pour le compte d'IMA GIE et d'IMH GIE.

Le document unique d'évaluation des risques, mis à jour chaque année, compile l'ensemble des risques professionnels liés à nos activités et nos métiers et recense l'ensemble des mesures de prévention mises en place pour pallier ces risques, ainsi que leur niveau d'efficacité.

Au-delà de ce document incontournable, plusieurs les actions sont reconduites chaque année :

- Formation à la prévention des TMS proposée à l'ensemble des salariés du Groupe en France,
- Diffusion de messages d'information et de sensibilisation sur la page d'accueil de l'intranet de l'entreprise et dans l'espace dédié aux ressources humaines : alerte canicule, alerte épidémies, vidéo sur les gestes et postures...,
- Organisation de sessions d'information-conseils et de dépistage : maladies cardio-vasculaires, troubles DYS, vaccination contre la grippe, sensibilisation à la DMLA, prises régulières de mesures (hygrométrie et températures), sensibilisation à l'arrêt du tabac,
- Accompagnements psychologiques.

Deux accords collectifs ont par ailleurs été conclus en 2018 : Les accords sur la qualité de vie au travail du 28 février 2018 (IMA GIE) et sur le droit à la déconnexion du 27 Avril 2018 (IMA GIE) concourent également à la santé et à la sécurité des salariés. L'engagement de la Direction Générale dans une démarche QVT est précisé dans la partie « Qualité du dialogue social et qualité de vie au travail».

**Résultat** – Accidents du travail (périmètre IMA GIE) :

| | 2017 | 2018 |
|---|---|---|
| Taux de fréquence | 10,11 | 9,34 |
| Taux de gravité | 0,175 | 0,077 |

### *Lutte contre les discriminations & promotion de la diversité*

**Risque** – Discrimination lors des étapes de recrutement, d'intégration et pendant toute la carrière du salarié au sein de l'entreprise.

**Politique** – Pour IMA, la diversité dans l'entreprise constitue une richesse qu'il faut préserver et valoriser. Lutter contre les discriminations et promouvoir la diversité depuis l'étape de recrutement et pendant toute la carrière du salarié au sein de l'entreprise est un engagement fort de la Direction Générale.

Le premier rempart contre les risques de discrimination est la politique de recrutement. Plusieurs dispositifs permettent de garantir un traitement équitable et sans aucune forme de discrimination pour les candidats durant cette étape.

L'accord sur la « Classification des emplois, rémunération, mobilité professionnelle » du 7 mai 2010 (IMA GIE) s'applique également indépendamment de la personne, et notamment du sexe, de l'origine, de l'âge et d'un éventuel handicap.

**Diligences -**

Diversité

Un ensemble de mesures et de dispositifs visant à favoriser la diversité et l'égalité des chances ont été déployés depuis de nombreuses années : le contrat de génération (Accord Groupe du 30 janvier 2017) ou l'accord relatif à la qualité de vie au travail (accord d'entreprise du 28 février 2018) en sont quelques illustrations.

Afin d'intégrer plus encore ces enjeux, un accord relatif à la Diversité a été signé le 29 novembre 2019 par l'ensemble des organisations syndicales. Cet accord rassemble toutes les décisions et actions mises en œuvre dans l'entreprise et qui constituent un réel levier de lutte contre les discriminations. Il marque l'engagement des signataires à poursuivre cet objectif de façon ambitieuse, en particulier dans les domaines du recrutement, de la formation, de la mobilité, de la gestion de carrière (notamment celle des seniors), de la parentalité et la conciliation des temps de vie.

Un suivi de l'application de cet accord sera réalisé chaque année par les organisations syndicales et la Direction Générale dans le cadre de la commission Diversité et Egalité Professionnelle du CSE.

Egalité professionnelle femme/homme

De nouvelles dispositions législatives visant à supprimer les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes dans l'entreprise ont été mises en place avec la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel. Les entreprises d'au moins 50 salariés doivent chaque année calculer et publier un Index égalité professionnelle entre les femmes et les hommes composé de 5 indicateurs, puis corriger, le cas échéant, les écarts.

Les résultats du calcul de cet index ont conduit à la mise en œuvre d'un plan d'action interne afin de faire progresser l'indicateur relatif au rattrapage salarial suite à un congé de maternité ou d'adoption.

En parallèle des actions menées en interne, le Groupe IMA France soutient le « Printemps des fameuses », évènement annuel destiné à faire progresser l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Prise en compte du handicap
L'engagement du Groupe IMA et les nombreux dispositifs qu'il déploie le placent parmi les entreprises exemplaires sur la question du handicap, avec des taux d'emploi qui atteignent voire dépassent les obligations légales de 6 %. L'ambition du Groupe allant au-delà des taux légaux, IMA poursuit ses actions pour favoriser le recrutement et l'intégration des personnes en situation de handicap, et pour maintenir dans l'emploi les salariés confrontés à cette situation par les « accidents de la vie » :

- Aide à la constitution de dossiers de demande de reconnaissance « travailleur handicapé »,
- Aménagement des postes de travail et des horaires de travail,
- Edition des documents de travail et d'information adaptés au choix des salariés non-voyants.

Au-delà des actions déjà menées, et afin de partager les meilleures pratiques et de poursuivre sur une dynamique commune, l'accord de Groupe IMA France relatif au handicap signé en juillet 2017 précise les dispositions propres à assurer aux personnes confrontées au handicap une égalité de traitement et des conditions de travail leur permettant de concilier leur vie professionnelle et les contraintes liées à leur handicap ou à celui de leurs proches.

La mobilité étant une des principales conditions d'intégration et de maintien dans l'emploi des salariés en situation de handicap, IMA a signé en 2019 un partenariat novateur avec la Communauté d'Agglomération du Niortais et la société Transdev Niort Agglomération qui a mis en place un service de transport destiné aux personnes qui ne peuvent pas utiliser les autobus et autocars des lignes régulières en raison de leur handicap. Ce service inédit permet d'offrir aux salariés à mobilité réduite d'IMA de meilleures conditions d'accès à l'entreprise.

IMA s'investit également dans la formation professionnelle en tant que partenaire du Master IPHD (Inclusion et Participation-Handicap, Difficultés, Dépendance) de l'Université de Poitiers pour former des professionnels polyvalents.

Des actions de communication sont également menées :

- Comme les années précédentes, le Groupe IMA a engagé une équipe de salariés handicapés et valides dans le Free Handi'se Trophy (FHT), raid inter-entreprises dont l'ambition est de changer le regard sur le handicap. Le film du FHT est utilisé en interne comme support de sensibilisation.
- En 2019, IMA s'est également engagé aux côtés de l'association We Are pour soutenir la première Cordée de la Diversité dans son projet d'ascension du Mont Blanc.
- Une conférence et des interventions sur les troubles DYS ont été organisés pendant la Semaine Européenne pour l'Emploi des Personnes Handicapées.

Enfin, l'entreprise fait appel au secteur protégé chaque fois que possible.

**Résultat** – Index égalité professionnelle entre les femmes et les hommes 2018 (IMA GIE) : 79/100.

Cet index, composé de 5 indicateurs permet de calculer l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, et de déterminer une note sur 100. Si la note obtenue est inférieure à 75 points, des mesures correctives devront être mises en place.

Taux d'emploi de personnes en situation de handicap (chiffres 2018) :

- Pour le Groupe (France) : 6,43 % (5,62 % en 2017)
- Pour IMA GIE : 6,91 % (6,36 % en 2017)

### *Qualité du dialogue social et qualité de vie au travail*

**Risque** – Dégradation du climat social et des conditions de travail

**Politique** – Le Groupe IMA considère le dialogue social comme un élément indissociable de son développement. La compréhension de sa stratégie par l'ensemble des acteurs de l'entreprise, la prise en compte des aspirations des salariés et de leur qualité de vie au travail sont les nécessaires ingrédients de la cohésion sociale, de la performance du groupe et de la protection de ses emplois.

L'entreprise souhaite favoriser un dialogue social constructif, qui serve ses intérêts ainsi que ceux de ses salariés. Elle continuera à mettre à disposition des représentants du personnel des moyens dépassant le seul cadre légal, chaque fois que des intérêts communs seront en jeu.

Au même titre que le dialogue social, la prévention des risques liés au travail, la préservation de la santé physique et mentale des collaborateurs, la lutte contre toute forme de violence au travail et la qualité de vie au travail constituent des axes majeurs de la politique sociale de l'entreprise.

**Diligences** – Le dernier accord Groupe IMA France relatif au droit syndical a été signé le 26 avril 2018. Il traduit la volonté commune de réaffirmer le rôle important que jouent les organisations syndicales, indépendantes et pluralistes, dans le dialogue social de l'entreprise. Pour atteindre leurs objectifs, les parties signataires ont convenu de déterminer un socle commun de mesures qui sont ajustées de façon à les rendre acceptables pour l'ensemble des entités et à faciliter l'exercice de l'action syndicale.

C'est dans ce cadre qu'IMA GIE a conclu un accord relatif à l'exercice du droit syndical le 27 juillet 2018 et a ouvert fin 2019 une nouvelle négociation sur ce sujet. Autre illustration de la qualité du dialogue social, l'accord collectif sur la qualité de vie au travail (QVT), conclu en février 2018, et qui acte la volonté commune des organisations syndicales et de la Direction Générale d'IMA GIE de poursuivre les actions engagées en faveur de l'amélioration des conditions de travail et de la prévention des risques professionnels.

Avec l'accompagnement d'un cabinet spécialisé, une ambitieuse démarche de réflexion collective sur la QVT à IMA a été engagée dès 2018, pilotée par une commission mixte associant des représentants de la Direction Générale, des représentants d'Organisations Syndicales et des représentants des Directions Opérationnelles. En 2019, après un état des lieux établi suite à la consultation en ligne des collaborateurs, un plan d'action a été présenté en instance en septembre 2019 et communiqué aux salariés. Les travaux de la commission continueront en 2020.

La Direction est déjà impliquée dans une démarche d'amélioration de la qualité de vie au travail à travers des engagements pris :

- Au titre des accords d'entreprise tels que le contrat de génération (fin d'application janvier 2020), au droit à la déconnexion (du 27 Avril 2018), l'expérimentation du télétravail (du 12 juillet 2019), la diversité (du 29 novembre 2019),
- Par la mise en place, depuis octobre 2019 et pour l'ensemble du Groupe, d'un dispositif d'écoute permettant d'offrir une assistance psychologique, dans un cadre confidentiel et anonyme, à chaque collaborateur qui en éprouverait le besoin,
- Par l'aménagement au sein d'IMA GIE d'une Salle Silence et d'une Salle Détente,
- Par la possibilité offerte aux collaborateurs de découvrir au sein de l'entreprise un certain nombre d'activités collectives sportives ou de relaxation,
- Par la mise à disposition des salariés d'IMA GIE et de sociétés membres (MAIF, MACIF, DARVA...) d'un complexe sportif unique, Inter Mutuelles Sport (IMS), qui propose un large choix d'activités sportives encadrées et animées par des professionnels. A fin 2019, IMS comptait près de 2 000 adhérents dont 590 salariés d'IMA GIE.

**Résultats** – Le résultat des politiques mises en place peut s'apprécier par le nombre de réunions concourant à notre volonté de dialogue social et de qualité de vie au travail :

- Nombre d'accords signés en 2019 : 3 (IMA GIE)
- Nombre de réunions paritaires en 2019 : 10
- Nombre de réunions du CSE en 2019 : 22
- Nombre de réunion du CSSCT en 2019 : 8

## *III.2 - Domaine societal*

La loyauté des pratiques, le développement de produits et services répondant aux besoins et aux nouveaux usages des actionnaires, clients et bénéficiaires et l'impact de l'entreprise sur son environnement sont les principaux enjeux sociétaux identifiés.

### *Conforter son ancrage territorial*

**Risque** – Non acceptation de l'entreprise et de ses activités par les parties prenantes implantées sur le territoire. Perte d'attractivité et d'accès aux ressources et projets locaux.

**Politique** – L'ancrage territorial constitue un axe historique de l'engagement RSE du Groupe IMA. Il contribue à renforcer l'image d'un Groupe fidèle à ses valeurs et à celles de ses mutuelles actionnaires. Pour conforter sa position auprès des salariés, des collectivités et de tous les acteurs économiques, associatifs et institutionnels locaux qui comptent sur des relations durables avec l'entreprise, IMA s'appuie sur trois principaux leviers :

- La contribution au développement économique des territoires et à l'insertion par l'emploi,
- Une participation active aux réflexions et travaux menés par les collectivités locales sur la déclinaison des engagements internationaux et nationaux en matière de développement durable (Agenda 2030, Objectifs de Développement Durable notamment),
- Une gestion des partenariats structurée autour de critères définis et conformes à nos engagements RSE en faveur du développement local, dans les domaines sportifs, culturels, sociaux, humanitaires et pédagogiques et le soutien aux projets dont les finalités sont en cohérence avec les enjeux socio-économiques du Groupe.

**Diligences** – Cet engagement se traduit par un soutien direct à l'emploi et à l'économie locale avec le recours privilégié aux entreprises, fournisseurs et sous-traitants locaux, le maintien des activités du Groupe sur ses divers sites d'implantation (non délocalisation de ses plateaux d'assistance et de son siège sociale) ou l'aide à la création, au développement et à la reprise d'entreprises, en partenariat avec des associations, institutions locales ou au sein de réseaux d'entreprises.

La formation et les initiatives d'insertion par le travail, telles que l'accueil de stagiaires, de contrats en alternance ou de personnes faisant l'objet d'évaluation en milieu de travail, sont fortement encouragées et rendues possibles dans le cadre de partenariats avec des associations, des établissements d'enseignement supérieur ou Pôle Emploi.

L'entreprise contribue également au rayonnement du territoire en nouant des partenariats durables dans les domaines culturels et sportifs et en apportant son soutien à des associations ou des institutions au travers de dons, financiers ou en nature, ou de mécénats, en fonction des besoins identifiés avec elles.

Les conditions d'attribution des dons, mécénats et parrainages reposent sur :

- La territorialité des partenaires et des projets, notamment sportifs et culturels, conformément à l'engagement RSE d'IMA GIE en faveur du développement local,
- Le soutien à des associations humanitaires et de solidarité qui inscrivent leur action dans la continuité des métiers et des valeurs de l'entreprise.

Depuis la mise en place en 2011 de sa démarche de responsabilité sociétale, IMA GIE est engagé auprès des collectivités pour participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans d'action Développement Durable locaux. Depuis début 2019, suite à l'adoption par l'ONU d'un nouveau programme de développement durable, appelé Agenda 2030, IMA a participé aux travaux de définition de la feuille de route niortaise qui a été adoptée en conseil municipal en novembre 2019.

Cette démarche, qui a reçu le Trophée d'or de la performance publique du baromètre AFNOR, a été citée en exemple lors du Salon et Congrès des maires de France, en novembre 2019.

**Résultats** –

- Nombre de contrats en alternance au 31/12/2019 (IMA GIE) : 33
- Nombre de stagiaires accueillis en 2019 (durée supérieure à 1 semaine, IMA GIE) : 28
- Taux alternants / effectif moyen annuel CDI : 1,2 %.

Exemples de nouveaux partenariats noués en 2019 :

- IMA membre fondateur de la fondation ENSG Géomatique, sous l'égide de la Fondation de France, aux côtés de AIRBUS DS Géo, ESRI-France et TOTAL (projet pédagogique et en lien avec nos métiers),
- IMA membre fondateur de la Fondation Excellia Groupe, ex Groupe Sup de Co La Rochelle avec lequel IMA GIE est en partenariat sur de nombreux projets pédagogiques,
- IMA assure la présidence de l'AURA, Association Universitaire de Rayonnement autour de l'Assurance, partenaire du Pôle Universitaire Niortais.

### *Conformité, éthique et loyauté des pratiques*

**Risques** – Non-conformité à la réglementation qui encadre les activités du Groupe IMA, que cela concerne les salariés ou les relations avec les actionnaires, clients, bénéficiaires, fournisseurs et sous-traitants. Plusieurs sujets sont couverts par ces risques en fonction de l'actualité réglementaire (Loi Sapin II, Règlement Général de Protection des Données-RGPD...).

**Politique & diligences** – La conformité est un enjeu fort pour le Groupe IMA qui s'est structuré pour identifier, prévenir et atténuer la survenance des risques de non-conformité. L'organisation mise en place au sein du Groupe comprend un Service Conformité et Lutte anti-fraude, rattaché au Secrétariat Général, un Département Risques et Contrôle, une Direction des Affaires Juridiques et un Délégué à la Protection des Données.

La loyauté des pratiques est un principe régi par un code de conduite annexé au règlement intérieur.

Une charte Offre et acceptation des cadeaux d'affaires permet également aux collaborateurs de suivre la ligne de conduite décidée par l'entreprise.

Pour lutter contre la corruption, la fraude, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, IMA s'est doté de dispositifs d'alerte interne. Le dispositif anti-corruption, accessible à tous, permet aux salariés de signaler les comportements contraires aux lois et aux règlements ainsi que les manquements au code de conduite de l'entreprise. En cas de doute, chaque salarié peut se rapprocher de son manager ou de son responsable pour l'orienter.

Conformément au RGPD, la protection des données personnelles des salariés, bénéficiaires, fournisseurs, sous-traitants et partenaires du Groupe est garantie par une politique, des procédures et la nomination d'un délégué à la protection des données.

Sécurité des systèmes d'information

La sécurisation des systèmes d'information s'appuie sur le Référentiel de Sécurité du Système d'Information du Groupe IMA. Ce référentiel contient notamment i) la Politique Générale de Sécurité de l'Information (PGSI) - qui édicte les règles de sécurité devant être suivies par l'ensemble des entités du Groupe (principes de sécurité humains, juridiques, organisationnels et techniques) – ii) la Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI), qui en précise les règles opérationnelles, et iii) les Plans de Continuité d'Activités (PCA) que chaque entité du Groupe a mis en œuvre.

La sécurité des systèmes d'information est pilotée depuis 2012 par un Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI), cumulant également la fonction de Responsable des Plans de Continuité d'Activité (RPCA) à l'échelle du Groupe.

Achats responsables et relations avec les fournisseurs, sous-traitants et prestataires

Une attention particulière est portée à la maîtrise de la chaîne de valeur.

La politique achats Groupe (hors production) intègre une Charte de Déontologie et une Charte RSE fournisseurs :

- La Charte de déontologie des Achats précise l'ensemble des principes que les acheteurs et les collaborateurs du Groupe IMA sont tenus de respecter dans le cadre de leurs relations avec les fournisseurs et les sous-traitants, en lien avec le Code de déontologie.
- La Charte des achats responsables s'adresse aux fournisseurs et sous-traitants du Groupe. Elle rappelle les principes sur lesquels le Groupe est engagé dans le cadre de sa démarche de responsabilité sociétale, notamment de s'assurer du respect des bonnes pratiques tout au long de sa chaîne de valeur en sélectionnant rigoureusement ses fournisseurs, sous-traitants et prestataires. En adhérant à cette charte, le fournisseur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour respecter et mettre en œuvre, et pour faire respecter et mettre en œuvre par ses propres fournisseurs, sous-traitants et prestataires, l'ensemble des principes fondamentaux en matière d'éthique, de normes du travail, de santé, sécurité et d'environnement.

Des contrats cadres d'achat permettent de garantir une homogénéité dans les pratiques.

Cette préoccupation est également présente dans les relations entre le Groupe IMA et son réseau de prestataires. Les candidats souhaitant rejoindre le réseau de prestataires agréé IMA en utilisant le site internet d'IMA (ima.eu) s'engagent à respecter une Charte Qualité et Responsabilité Sociétale. Les conventions de services passées avec nos prestataires intègrent des clauses déontologiques visant à garantir le respect de la réglementation en vigueur et la qualité des prestations délivrées aux bénéficiaires.

**Résultats** –

- Nombre de contrôles des autorités de contrôle de tutelle : 0
- Nombre de sanctions des autorités de contrôle de tutelle : 0

### *Innovation et adaptation de l'offre aux attentes des actionnaires, clients et bénéficiaires*

**Risque** – Proposer des produits et services non alignés avec le Plan Stratégique, être dépassé par la concurrence, perdre des parts de marché.

**Politique** – Notre capacité à développer de nouveaux produits et services répondant aux attentes de nos actionnaires, clients et bénéficiaires est un enjeu majeur en termes de développement et d'attractivité.

Le Plan Stratégique 2018-2020 du Groupe IMA, élaboré avec nos actionnaires et clients grands comptes, s'inscrit dans ce contexte de mutation continue des métiers de l'assurance et de l'assistance. Ce plan a pour objectif de répondre à ces nouveaux enjeux et marque la volonté du Groupe d'accompagner les changements stratégiques de ses actionnaires et de ses partenaires, avec notamment :

- La digitalisation des relations avec le client final, qui renforce le rôle d'orchestrateur de services en combinant digital et humain et en fédérant d'autres acteurs (clients, prestataires, start-up…),
- Le développement de métiers autre que l'intervention d'urgence pour un accompagnement au quotidien et dans la durée,
- La diversification des partenaires : constructeurs automobile, opérateurs télécoms…

**Diligences** – Le processus « Innover, concevoir et développer des produits et services » permet d'enrichir les offres de produits et services afin de satisfaire les besoins des actionnaires, grands comptes et prospects :

- Basés sur de nouvelles garanties et/ou de nouveaux processus de traitement (création de nouveaux réseaux de prestataires, de nouveaux paramètres, de nouveaux outils et/ou procédures de travail),
- Issus d'un nouvel assemblage de garanties existantes,
- S'appuyant sur de nouvelles technologies.

Ce processus contribue à la diversification des offres, souhaitée par les actionnaires, grands comptes et prospects et leur permet de maintenir une position différenciante sur le marché.

La stratégie Innovation du Groupe IMA s'est articulée autourde la mise en place :

- D'une structure interne, IMA L@b, pour accélérer nos projets d'innovation et acculturer les collaborateurs du Groupe,
- D'un fonds d'investissement de 15 millions d'euros sur 3 ans, IMA Participations, pour accélérer les actions d'innovation par la prise directe de participations dans des startups stratégiques pour les activités du Groupe,
- D'un engagement aux côtés d'actionnaires et de partenaires dans la structure « French AssurTech » de captation, de formation et d'accélération de startups.

En 2019, IMA a poursuivi les transformations engagées dans le cadre de ce plan stratégique avec comme ambition d'être l'acteur de référence de l'assistance et des services.

Une trentaine d'initiatives a été identifiée pour la mise en œuvre de ce plan stratégique 2018-2020. Ce sont des projets innovants dont la composante majeure est la digitalisation des échanges et des usages, que ce soit dans le domaine de la mobilité sécurisée, de la maison connectée et sécurisée ou de la santé et du bien-vivre : projet Discovery, plateforme digitale de services, Ask Jacques...

En 2019, s'est amorcé le centrage des projets d'expérimentation au profit des sujets d'intelligence artificielle (Voicebot, Assistant virtuel, analyse prédictive....) ainsi que la création de parcours clients payant dans des parcours digitaux auto, santé, habitat (expérimentation de nouveaux modèles d'affaires et diversification des sources de revenu).

Pour présenter les services et technologies innovants aux collaborateurs, futurs utilisateurs ou partenaires potentiels, un lieu de découverte a été conçu au sein d'IMA L@b, le LAB IMA. Des évènements et des outils permettent également de favoriser l'acculturation (PRODIGE, HACKATHON, DIGITAL TOUR, réseaux sociaux internes...). Un site d'information interne du Groupe IMA présente les transformations qui s'opèrent au quotidien.

Clés d'une expérience client réussie, l'utilisation des datas et notre système d'information nous permettent de nous intégrer dans l'univers digital de nos actionnaires et partenaires afin de proposer des parcours clients « sans couture ».

C'est dans cette logique d'accompagnement de la transformation digitale de ses métiers qu'IMA a noué un partenariat avec Sup de Co La Rochelle en 2017 (devenu Groupe Excelia) pour l'accueil du MBA « Marketing digital et stratégies collaboratives » dans les locaux du campus IMA, à Niort. Les promotions intègrent des salariés IMA et l'entreprise accueille des apprenants en stages ou contrats de professionalisation.

**Résultats** – En 2019, IMA a investi 2,5 millions d'euros dans cinq start-ups en lien direct avec nos métiers : Pop Valet, M24, Liberty Rider, Allo Joe, Coorganiz.

Notre Excellence client récompensées sur nos segments stratégiques :

- Mobilité sécurisée : Trophée fournisseur PSA valorisant notre qualité de service.
- Maison connectée : IMA Protect élu Service Client de l'année, meilleure enseigne pour le magazine Capital, et sur le podium de la dernière étude "Que Choisir".
- Santé, Bien-Vivre : offre "Maia" saluée pour l'évènement organisé à Paris : 1er Prix par ComEtMedias dans la catégorie "événementiel".

Trois innovations liées à la Mobilité sécurisée ont été primées aux Trophées de l'Assurance, démontrant notre capacité d'innovation et de recherche de solutions inédites, notamment :

- La plateforme digitale de services "Ask Jacques",
- Le service "IMA-What3Words" qui rend possible la géolocalisation d'un appel d'assistance dans une zone de survenance inconnue du bénéficiaire,
- "IMA direct" qui permet de suivre en temps réel l'avancement du dossier d'assistance.

Expérience client (données 2018) :

- Taux de satisfaction globale : 95,1 % (95,5 % en 2017)
- Taux de réclamations justifiées : 0,27 % (0,26 % en 2017)
- Net Promoter Score : 50,5 (pas d'historique)
- Intention certaine de conserver le contrat auprès de la mutuelle : 87,2 % (86,8 % en 2017).

## *III.3 - Domaine environnemental*

En tant qu'entreprise de service, la gestion des déchets de bureau et la lutte contre le changement climatique, avec les leviers disponibles, constituent les principaux impacts de l'activité sur l'environnement.

### *Adaptation aux conséquences du changement climatique et mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre*

**Risques** – Contribuer au changement climatique et ne pas être en capacité de répondre aux besoins d'assistance du marché.

**Diligences** – Comme toute organisation et tout secteur d'activité, le Groupe IMA se doit de participer à la lutte contre le changement climatique mais également de se préparer à ses conséquences sur ses activités et celles de ses actionnaires et clients, en particulier dans le secteur de l'assurance.

Politique d'investissement responsable

Le secteur de l'assurance s'est très largement mobilisé face aux risques de changement climatique, qu'ils soient physiques, c'est-à-dire résultant des dommages directement causés par les phénomènes météorologiques et climatiques, ou de transition, comme les politiques et mesures mises en œuvre pour respecter une trajectoire à + 2 °C à l'horizon 2 100 par rapport à l'ère préindustrielle. Les dispositions de l'article 173 de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte (LTE), destinée à stimuler le financement de la transition énergétique, imposent notamment de nouvelles obligations de reporting pour les investisseurs institutionnels en matière de prise en compte de critères extra-financiers dans la gestion de leurs actifs.

En tant que membre d'instances représentatives de ce secteur, IMA c'est jointe aux réflexions, engagements pris et travaux menés pour étudier, sensibiliser et proposer des outils à destination de la profession. Depuis 2015, IMA assure la vice-présidence de la Commission Développement Durable de la Fédération Française de l'Assurance (FFA).

Bien que les activités d'assurance du Groupe IMA ne constituent pas le cœur son métier, les politiques ISR (Investissement Socialement Responsable) d'ASSURIMA et d'IMA ASSURANCE s'inscrivent dans une démarche globale d'intégration des principes du Développement Durable, dont elles constituent la déclinaison au niveau de la gestion des placements.

L'analyse des émetteurs dans lesquels ASSURIMA et IMA ASSURANCE investissent permet d'appréhender des risques ESG mal pris en compte par l'analyse financière, y compris les risques liés au réchauffement climatique, qu'ils soient physiques ou de transition.

Réactivité et anticipation des phénomènes climatiques

L'activité d'assistance se caractérise par la difficulté de prévoir de façon continue les volumes d'activité, notamment face à l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes climatiques. La planification des collaborateurs se faisant sur la base des prévisions d'activité, des dispositifs permettent d'anticiper ces aléas et d'être réactifs quand ils surviennent, notamment :

- Le processus « Prévoir et planifier les ressources d'assistance », qui comprend des mesures et des indicateurs de réactivité suite à des événements climatiques, une surveillance quotidienne de l'adéquation entre le personnel planifié et la prévision, des points météo permettant de décider si un ajustement d'effectif est nécessaire.
- Le dispositif de gestion de crise, lié à la Sécurité des Systèmes d'Information.

Le projet de « Prévision d'activité d'assistance à l'ère de l'intelligence artificielle », mené avec QUINTEN, a remporté en 2018 la troisième place des Trophées de l'Assurance, dans la catégorie Innovation Digitale.

Mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre liées au fonctionnement de l'entreprise

Les mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre sur lesquelles le Groupe peut agir directement sont les consommations en énergie liées au fonctionnement de l'entreprise, notamment l'efficacité énergétique des bâtiments. Elles font l'objet d'un suivi attentif et plusieurs dispositifs ont été installés afin de les réduire, que ce soit pour l'éclairage ou pour le chauffage et la climatisation. Les projets de construction de nouveaux bâtiments prennent en compte les normes RT 2012 et HQE. Le contrat signé avec le fournisseur d'électricité prévoit une part de 8 % minimum d'énergie renouvelable.

IMA également fait le choix d'agir sur les émissions de CO2 de son parc automobile. Quatre des quatorze véhicules des services généraux sont des véhicules électriques.

**Résultats** – Conformément au décret n0 2015-1738 du 24 décembre 2015 relatif aux bilans d'émission de gaz à effet de serre (BEGES-r), le BEGES-r a été actualisé sur l'exercice 2018 et publié sur le site de l'ADEME en novembre 2019 sur les périmètres IMA GIE et IMA GIE + IMH GIE (seules filiales/sites du Groupe dont les résultats peuvent être consolidés). Le total des émissions s'élève respectivement à 1 221 Teq CO2 (960 Teq CO2 lors de la dernière actualisation sur l'exercice 2014) et 1 235 Teq CO2.

Les postes d'émissions les plus significatifs sur le périmètre IMA GIE (périmètre de référence), sont :

- Les émissions directes des sources mobiles à moteur thermique (déplacements professionnels avec les véhicules de fonction et de service) : 340 Teq CO2,
- Les sources fixes de combustion (consommations de gaz et de fioul) : 328 Teq CO2,
- La consommation d'électricité : 186 Teq CO2.

Le site d'IMA GIE à Niort faisant l'objet d'importants travaux de construction et de réhabilitation depuis 2014, le calcul des émissions de GES sur le périmètre réglementaire (scopes 1 et 2) ne peut être comparé au calcul de référence.

## IV - Autre information RSE

### *Contribution à l'économie circulaire*

Les déchets produits par IMA sont essentiellement des matériels et consommables de bureau. Un dispositif de tri sélectif permet de recycler papiers, cartons, bouteilles plastique, cannettes aluminium, toners d'imprimantes, piles, téléphones mobiles, verre, biodéchets, DEEE... Ils sont pris en charge par des filières agréées pour leur recyclage ou leur revalorisation. Des messages d'information et de prévention sont diffusés à l'ensemble des salariés afin de les sensibiliser et de les inciter à respecter les consignes de tri.

Afin de réduire les flux papier, un programme de digitalisation et de modernisation des outils a été mis en place. Ce programme permet par ailleurs de sécuriser les process et les informations échangées aussi bien en interne qu'à l'externe avec les clients, les fournisseurs et les prestataires. A cette fin, un centre de numérisation a été créé au sein de l'entreprise.

### *Alimentation responsable, équitable et durable, lutte contre le gaspillage alimentaire*

En 2019, IMA s'est engagé dans le dispositif « Mon RESTAU RESPONSABLE », au côté d'un de ses actionnaires historiques, donnant ainsi une nouvelle dimension à son partenariat avec les acteurs locaux (prestataire de restauration et producteurs de proximité) afin d'offrir, durablement, une alimentation responsable et de qualité au bénéfice du bien-être des collaborateurs.

Ces engagements portent sur les quatre piliers du dispositif « Mon Restau Responsable ». Deux axes principaux se distinguent :

- Une diversification systématique de l'offre alimentaire quotidienne en proposant des plats à base de protéines végétales,
- Des actions de sensibilisation des salariés aux enjeux du gaspillage alimentaire (volume de pain jeté non consommé, taux de recyclage des déchets alimentaires, animations...).

## V - Synthèse des indicateurs sociaux requis par les articles r. 225-104 à r. 225-105 du code de commerce

La synthèse des données sociales présentées dans le tableau qui suit couvre le périmètre IMA GIE.

| a) Emploi | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Effectif total et répartition des salariés par sexe, par âge** | ***2017*** | | | **2018** | | | **2019** | | |
| | **Femmes** | **Hommes** | **Total** | **Femmes** | **Hommes** | **Total** | **Femmes** | **Hommes** | **Total** |
| 25 ans et moins | 70 | 31 | 101 | 104 | 38 | 142 | 108 | 53 | 161 |
| de 26 à 35 ans | 300 | 146 | 446 | 321 | 153 | 476 | 343 | 155 | 498 |
| de 36 à 45 ans | 500 | 245 | 745 | 533 | 251 | 786 | 536 | 247 | 783 |
| de 46 à 55 ans | 388 | 210 | 598 | 421 | 236 | 659 | 444 | 258 | 702 |
| 55 ans et plus | 165 | 89 | 254 | 188 | 104 | 292 | 201 | 109 | 310 |
| Total | 1 423 | 721 | 2 144 | 1 567 | 782 | 2 349 | 1632 | 822 | 2454 |

| **Les embauches et les licenciements** | ***2017*** | **2018** | **2019** |
|---|---|---|---|
| **Etat des effectifs** | | | |
| CDI | 1 792 | 1 935 | 2095 |
| CDD | 352 | 414 | 359 |
| **Embauches** | | | |
| CDI | 86 | 210 (dont 155 recrutements directs) | 227 ( dont 128 recrutements directs) |
| CDD | 921 (dont 473 saisonniers) | 1099 (dont 508 saisonniers)<br>La saisonnalité fait partie du fonctionnement habituel d'IMA. | 878 (dont 448 saisonniers) |
| **Sorties de CDI** | | | |
| Départs en retraite | 16 | 19 | 20 |
| Démissions | 12 | 19 | 21 |
| Licenciements | 5 | 11 | 9 |
| Ruptures conventionnelles | 4 | 7 | 3 |
| Ruptures en cours de période d'essai | 1 | 19 | 8 |
| Autres motifs | | 4 | 2 |
| Total | 38 | 79 | 63 |
| | | | |
| **Fin de contrats CDD** | 781 (dont 473 saisonniers) | 985 (dont 508 saisonniers) | 835 (dont 448 saisonniers) |

| **Les rémunérations et leur évolution** | ***2017*** | ***2018*** | ***2019*** |
|---|---|---|---|
| **Rémunération mensuelle minimale sur la base d'un temps plein réglée sur 13 mois**<br>S'y ajoute une prime de vacance de 800 €/an (accord du 30 mars 2015) | 1 595 Euros | 1630,62 Euros | 1723,08 Euros |
| **Augmentation générale des salaires**<br>(négociation annuelle obligatoire) | 1,10 % | 2,20 % | 1.8 % |

| b) Organisation du travail | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| **Organisation du temps de travail** | | | |
| **Durée hebdomadaire de travail pour les salariés à temps plein** (employés, agents de maitrise et cadre intégrés) | 34 heures | 34 heures | 34 heures |
| **Durée du travail pour les cadres autonomes en forfait jour** | 205 | 205 | 205 |
| Nb de personnes à temps partiel | 1 381 (1 087 CDI et 294 CDD) | 1 499 (1166 CDI et 333 CDD) | 1 552 (1273 CDI et 259 CDD) |
| Absentéisme | Avec maternité : 3.98%<br>Sans maternité : 3.43% | Avec maternité : 4,20%<br>Sans maternité : 3,60 % | Avec maternité : 5,73%<br>Sans maternité : 4,6 % |

| c) Santé et sécurité | 2017 | 2018 |
|---|---|---|
| **Les accidents du travail, notamment leur fréquence et gravité, ainsi que les maladies professionnelles** | Taux de fréquence : 10,11<br>Taux de gravité : 0,175 | Taux de fréquence : 9,34<br>Taux de gravité : 0,077 |

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| **Nombre de réunions du CHSCT / CSSCT** | 21 (CHSCT) | 21 (CHSCT) | 8 (CSSCT) |

| d) Relations sociales | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| **Organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci** | Accord du 1er décembre 1995 relatif à l'exercice du droit syndical et ses avenants. | Accord du 1/12/95 remplacé par l'accord du 27/07/2018 portant sur l'exercice du droit syndical modifié par avenant du 21/12/2018 | Accord du 27/07/2018 portant sur l'exercice du droit syndical modifié par avenant du 21/12/2018 |
| **Nombre de réunions de négociation** | 22 | 19 | 17 |
| **Nombre de réunions du comité d'entreprise / CSE** | 18 | 23 | 22 |
| **Nombre de réunions paritaires** | 16 | 16 | 10 |
| **Bilan des accords collectifs notamment en matière de santé et de sécurité** | 10 | 13 | 5 |

| e) Formation | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|
| **Montant et % de la masse salariale allouée à la formation** (données 2019 non disponibles à la date d'élaboration du rapport) | 3 531 K€<br><br>soit 4,6% de la masse salariale (données 2016) | 3 710 K<br><br>soit 5% de la masse salariale (données 2017) | 3459 K€<br><br>soit 3,9% de la masse salariale (données 2018) |
| **Nombre de salariés ayant suivi une formation** | 2 195 | 1 972 | 2 507 |
| **Nombre total d'heures de formation** | 53 366 | 63 326 | 56 295 |

# Rapport de l'organisme tiers indépendant sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion

**Exercice clos le 31 décembre 2019**

Aux actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant, membre du réseau Mazars, commissaire aux comptes de la société Inter Mutuelles Assistance, accrédité par le COFRAC Inspection sous le numéro 3-1058 (portée d'accréditation disponible sur le site www.cofrac.fr), nous vous présentons notre rapport sur la déclaration consolidée de performance extra financière relative à l'exercice clos le 31 décembre 2019 (ci-après la « Déclaration »), présentée dans le rapport de gestion, en application des dispositions légales et réglementaires des articles L. 225 102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du code de commerce.

## Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance.

La Déclaration a été établie en appliquant les procédures de la société, (ci-après le « Référentiel ») dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration.

## Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du code de commerce et le code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des textes légaux et réglementaires applicables, des règles déontologiques et de la doctrine professionnelle.

## Responsabilité de l'Organisme Tiers Indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du code de commerce ;
- la sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225 105 du code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques, ci-après les « Informations ».

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur le respect par la société des autres dispositions légales et réglementaires applicables, notamment, en matière de plan de vigilance et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ni sur la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

## Nature et étendue des travaux

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A. 225 1 et suivants du code de commerce, à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention et à la norme internationale ISAE 3000[1] :

- Nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation et de l'exposé des principaux risques ;
- Nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L. 225 102 1 en matière sociale, sociétale et environnementale ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques et comprend, le cas échéant, une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2ème alinéa du III de l'article L. 225-102-1 ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et une description des principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance afférents aux principaux risques ;
- Nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour :
  - apprécier le processus de sélection et de validation des principaux risques ainsi que la cohérence des résultats, incluant les indicateurs clés de performance retenus, au regard des principaux risques et politiques présentés, et

- corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes présentées en Annexe 1. Pour l'ensemble des risques extra-financiers présentés, nos travaux ont été réalisés en central ;

– Nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L. 233-16 ;

– Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité et avons apprécié le processus de collecte visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;

– Pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs que nous avons considérés les plus importants présentés en Annexe 1, nous avons mis en œuvre :

- des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
- des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés au niveau du GIE IMA et couvrent 100 % des données consolidées sélectionnées pour ces tests ;

– Nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation.

Nous estimons que les travaux que nous avons menés en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

## Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de 5 personnes et se sont déroulés entre décembre 2019 et février 2020 sur une durée totale d'intervention d'environ 3 semaines.

Nous avons mené une dizaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration, représentant notamment la Direction de la Qualité & RSE, la Direction des Affaires Juridiques, la Direction Comptabilité et Gestion d'Actifs, la Direction des Ressources Humaines ainsi que le Secrétariat Général.

## Conclusion

Certains indicateurs clés de performance[2] publiés portent sur l'exercice 2018, la donnée 2019 n'étant pas encore disponible.

Sur la base de nos travaux, à l'exception des éléments décrits ci-dessus, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration de performance extra financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

### Commentaires

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus et conformément aux dispositions de l'article A. 225-3 du code de commerce, nous formulons le commentaire suivant :

- Pour répondre au risque lié au changement climatique, notamment de non adéquation de la ressource en cas de suractivité, le groupe a mis en place un dispositif permettant d'ajuster les besoins par renforts de vacations, en parallèles d'un suivi et d'une analyse des données météorologiques (confer paragraphe « Réactivité et anticipation des phénomènes climatiques » de la Déclaration). Des indicateurs sont pilotés par le groupe mais n'ont pas pu être publiés cette année dans la Déclaration pour des raisons de délais.

[1] ISAE 3000 - Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information

[2] Montant et % de la masse salariale alloué à la formation ; Taux de fréquence et taux de gravité ; Taux d'emploi de personnes en situation de handicap ; Taux de réclamations justifiées ; Taux de satisfaction globale.

Fait à Paris La Défense, le 25 mai 2020

L'organisme tiers indépendant

| Pierre De LATUDE | Nicolas DUSSON | Edwige REY |
|---|---|---|
| *Associé* | *Associé* | *Associée RSE & Développement Durable* |

MAZARS SAS
Siège social : 61 rue Henri Regnault - 92075 Paris La Défense Cedex - Tel : +33 (0) 1 49 97 60 00 - Fax : +33 (0) 1 49 97 60 01
Société par actions simplifiée - Capital de 37 000 Euros – RCS Nanterre 377 505 565

# Annexe 1 :
# Informations considérées comme les plus importantes

## Informations qualitatives (actions et résultats) relatives aux principaux risques

- Adéquation du recrutement par rapport aux besoins en ressources humaines
- Prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles
- Lutte contre les discriminations & promotion de la diversité
- Climat social et des conditions de travail
- Ancrage territorial
- Conformité à la réglementation qui encadre les activités du Groupe IMA (Loi Sapin II, Règlement Général de Protection des Données-RGPD...).
- Innovation et adaptation de l'offre aux attentes des actionnaires, clients et bénéficiaires
- Contribution au changement climatique et capacité de répondre aux besoins d'assistance du marché

## Indicateurs quantitatifs incluant les indicateurs clé de performance

- Augmentation de la masse salariale ;
- Montant et % de la masse salariale alloué à la formation ;
- Taux de fréquence et taux de gravité des accidents du travail ;
- Taux d'emploi de personnes en situation de handicap ;
- Taux de satisfaction globale ;
- Taux de réclamations justifiées ;
- Nombre d'accords signés - Nombre de réunions paritaires - Nombre de réunions du CSE
- Nombre de contrats en alternance au 31/12
- Nombre de stagiaires accueillis

02

# COMPTES CONSOLIDÉS 2019


2.1 Bilan 42
Bilan actif 42
Bilan passif 43

2.2 Compte de résultat 44

2.3 Tableau des engagements reçus et donnés 45

2.4 Annexe aux comptes consolidés 46
Référentiel comptable 46
Faits marquants de l'exercice 46
Périmètre de consolidation 46
Modalités de consolidation 48
Méthodes et règles d'évaluation 49
Informations complémentaires sur les postes du bilan 55
Informations complémentaires sur les postes du compte de résultat 66
Comptes de résultats sectoriels 72
Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice 73

2.5 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 74

# 2.1 Bilan

## *Bilan actif*

IMA consolidé (en Euros)

| | NET N TOTAL 31/12/2019 | NET N-1 TOTAL 31/12/2018 |
|---|---|---|
| ***Ecarts d'acquisition*** | | |
| ***Actifs incorporels*** | ***58 841 655*** | ***45 526 117*** |
| ***Placements des entreprises d'assurance*** | ***66 510 843*** | ***59 094 224*** |
| Terrains et constructions | 2 190 369 | 2 211 537 |
| Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation | 0 | 0 |
| Autres placements | 64 320 474 | 56 882 687 |
| ***Placements représentant les engagements en UC*** | | |
| ***Placements des autres entreprises*** | ***84 430 994*** | ***90 124 893*** |
| Terrains et constructions | 42 553 652 | 38 500 262 |
| Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation | 2 134 877 | 335 973 |
| Autres placements | 39 742 465 | 51 288 658 |
| ***Titres mis en équivalence*** | ***5 147 233*** | ***4 320 936*** |
| ***Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques*** | ***2 717 093*** | ***2 806 621*** |
| Provisions pour primes non acquises | 2 111 741 | 1 999 924 |
| Provisions pour sinistres | 605 352 | 806 697 |
| Autres provisions techniques | 0 | 0 |
| ***Créances nées des opérations d'assurance et de réassurance*** | ***8 605 066*** | ***12 826 267*** |
| Primes acquises non émises | 3 583 619 | 3 221 854 |
| Autres créances nées d'opérations d'assurance directe | 4 218 320 | 8 194 634 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | 803 127 | 1 409 779 |
| ***Créances sur les entreprises du secteur bancaire*** | ***90 958 124*** | ***35 846 565*** |
| Compte courant et caisse | 90 958 124 | 35 846 565 |
| ***Autres créances*** | ***136 183 306*** | ***136 962 399*** |
| Personnel | 174 693 | 221 447 |
| Etat, organismes de Sécurité Sociale, collectivités publiques | 14 222 504 | 14 282 400 |
| Débiteurs divers | 121 786 109 | 121 958 552 |
| Capital appelé non versé | 0 | 500 000 |
| ***Autres actifs*** | ***46 955 137*** | ***41 953 166*** |
| Actifs corporels d'exploitation | 39 261 486 | 36 013 273 |
| Autres | 7 693 651 | 5 939 893 |
| ***Comptes de régularisation - Actif*** | ***5 164 475*** | ***4 500 022*** |
| Frais d'acquisition reportés | 1 479 054 | 1 319 034 |
| Autres | 3 685 421 | 3 180 988 |
| ***Différence de conversion*** | ***0*** | ***0*** |
| **Total de l'actif** | **505 513 926** | **433 961 210** |

## *Bilan passif*

IMA consolidé (en Euros)

| | NET N TOTAL 31/12/2019 | NET N-1 TOTAL 31/12/2018 |
|---|---|---|
| ***Capitaux propres du Groupe*** | ***202 378 723*** | ***185 704 692*** |
| Capital social | 36 147 924 | 34 718 854 |
| Primes d'émission | 48 574 581 | 38 209 150 |
| Résultat de l'exercice | 7 718 398 | 10 394 422 |
| Réserves | 109 945 284 | 102 365 475 |
| Autres | -7 464 | 16 791 |
| ***Intérêts minoritaires*** | ***9 016 509*** | ***802 093*** |
| ***Passifs subordonnés*** | | |
| ***Provisions techniques brutes*** | ***41 849 456*** | ***36 876 532*** |
| Provisions techniques Vie | | |
| Provisions techniques non-Vie | 41 849 456 | 36 876 532 |
| ***Provisions techniques en UC*** | | |
| ***Provisions pour risques et charges*** | ***2 773 821*** | ***3 780 032*** |
| ***Dettes nées des opérations d'assurance et de réassurance*** | ***16 243 924*** | ***6 650 194*** |
| ***Dettes représentées par des titres*** | | |
| ***Dettes envers les entreprises du secteur bancaire*** | ***28 054 696*** | ***23 074 732*** |
| ***Autres dettes*** | ***203 638 104*** | ***175 658 863*** |
| ***Comptes de régularisation - Passif*** | ***1 558 693*** | ***1 414 072*** |
| ***Différence de conversion*** | ***0*** | ***0*** |
| **Total du passif** | **505 513 926** | **433 961 210** |

# 2.2
# Compte de résultat

IMA consolidé (en €uros)

| | ACTIVITES ASSURANCE NON-VIE | AUTRES ACTIVITES | TOTAL 31/12/2019 | TOTAL 31/12/2018 |
|---|---|---|---|---|
| Primes émises | 132 864 728 | | 132 864 728 | 114 652 935 |
| Variation des primes non acquises | -4 105 934 | | -4 105 934 | -2 993 255 |
| ***Primes acquises*** | ***128 758 794*** | ***0*** | ***128 758 794*** | ***111 659 680*** |
| Produits d'exploitation bancaire | | | 0 | 0 |
| Chiffre d'affaires ou produits des autres activités | | 700 597 956 | 700 597 956 | 660 294 534 |
| Autres produits d'exploitation | 629 440 | 5 660 976 | 6 290 416 | 3 505 815 |
| Produits financiers nets de charges | 350 756 | 89 704 | 440 460 | -514 055 |
| ***Produits d'exploitation courants*** | ***129 738 990*** | ***706 348 636*** | ***836 087 626*** | ***774 945 974*** |
| Charges des prestations d'assurance | -92 314 955 | | -92 314 955 | -78 327 849 |
| Charges ou produits nets des cessions en réassurance | -1 168 785 | | -1 168 785 | -1 121 268 |
| Charges des autres activités | | -365 427 481 | -365 427 481 | -347 877 374 |
| Charges de gestion | -26 801 419 | -342 407 314 | -369 208 733 | -338 085 404 |
| ***Charges d'exploitation courantes*** | ***-120 285 159*** | ***-707 834 795*** | ***-828 119 954*** | ***-765 411 895*** |
| ***Résultat de l'exploitation courante*** | ***9 453 831*** | ***-1 486 159*** | ***7 967 672*** | ***9 534 079*** |
| Autres produits nets | | | 118 240 | 107 927 |
| Résultat exceptionnel | | | 1 438 667 | 300 324 |
| Impôts sur les résultats | | | -2 745 399 | -544 554 |
| **RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES** | | | **6 779 180** | **9 397 776** |
| Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence | | | 1 008 960 | 1 004 533 |
| Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition | | | 0 | 0 |
| **RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ** | | | **7 788 140** | **10 402 309** |
| Intérêts minoritaires | | | 69 742 | 7 887 |
| **RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)** | | | **7 718 398** | **10 394 422** |

# 2.3
# Tableau des engagements reçus et donnés

IMA consolidé (en K€uros)

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---|---|
| ***Engagements reçus*** | ***20 052*** | ***5 200*** |
| Entreprises d'assurance | 507 | 695 |
| Entreprises du secteur bancaire | 0 | 0 |
| Autres entreprises | 19 545 | 4 505 |
| ***Engagements donnés*** | ***49 956*** | ***35 413*** |
| Entreprises d'assurance | 0 | 0 |
| Entreprises du secteur bancaire | 0 | 0 |
| Autres entreprises | 49 956 | 35 413 |

# 2.4
# Annexe aux comptes consolidés

## Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France, pour les groupes d'assurance, notamment :

- la loi n° 94-679 du 8 août 1994 et son décret d'application n° 95-883 du 31 juillet 1995 ;
- l'ordonnance n° 2015-900 du 23 juillet 2015 et son décret d'application n° 2015-903 du 23 juillet 2015 ;
- le Code des assurances ;
- la version consolidée du règlement du Comité de la réglementation comptable (CRC) n° 2000-05 au 1er janvier 2017, intégrant notamment les modifications introduites par les règlements ANC n° 2015-09 du 23 novembre 2015 et n° 2016-11 du 12 décembre 2016.

## Faits marquants de l'exercice

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 830 M€ par rapport à 773 M€ en 2018, soit + 7,4 % et le chiffre d'activité est de 1 126,2 M€ contre 1 036,2 M€ en 2018, soit + 8,7 %.

Les primes d'assurance représentent 128,7 M€ (111,6 M€ en 2018).

La dynamique commerciale reste forte.

Les entités françaises ont contribué à hauteur de 43 M€ à cette évolution.

Cela s'est traduit par la croissance d'activité des actionnaires, la poursuite du développement de l'activité Groupe Renault / Peugeot Citroën, le gain de nouveaux contrats.

Le résultat du Groupe s'établit à 7,7 M€ contre 10,4 M€ en 2018.

## Périmètre de consolidation

Toutes les entreprises contrôlées par IMA SA ou sur lesquelles elle exerce une influence notable sont incluses dans le périmètre de consolidation.

Toutes les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation sont sous contrôle exclusif à l'exception de WAFA IMA Assistance et d'IMA Benelux.

WAFA IMA Assistance est consolidée selon la méthode de mise en équivalence depuis 2011. IMA Benelux est consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle à partir de 2012.

Les entreprises dont la contribution est non significative sont exclues du périmètre de consolidation même si le Groupe IMA dispose d'un contrôle exclusif, conjoint ou d'une influence notable sur ces structures. Ces exclusions sont sans impact sur les comptes consolidés, la contribution des participations concernées restant non significative à l'échelle des comptes consolidés du Groupe.

Evolution du périmètre de consolidation en 2019

Cattolica est entré dans le capital d'IMA Italia en 2019 suite à une augmentation de capital réservée ; elle détient 35 % d'IMA Italia. Cattolica a racheté à IMA Italia des titres représentant 10 % du capital d'IMA Servizi. Le Groupe IMA continue de consolider ces deux entités selon la méthode de l'intégration globale.

## Périmètre et méthode

| Nom commercial et siège social | Pays | % contrôle | % intérêt | Méthode |
|---|---|---|---|---|
| **1 - Activité Holding** | | | | |
| IMA SA<br>118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Consolidante |
| **2 - Activité Assurance** | | | | |
| IMA Iberica<br>Julián Camarillo n°29 – MADRID | Espagne | 100,00 | 100,00 | Globale |
| IMA Italia Assistance<br>Piazza Indro Montanelli n°20 – Sesto San Giovanni (MILAN) | Italie | 65,00 | 65,00 | Globale |
| IMA Assurances<br>118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| Assurima<br>118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| Wafa IMA Assistance<br>Casablanca Business Center, lot°2 lotiss. Mandarouna Sidi Maârouf, CASABLANCA | Maroc | 35,00 | 35,00 | Equivalence |
| **3 - Activité hors assurance** | | | | |
| *Assistance* | | | | |
| IMA GIE<br>118 avenue de Paris – NIORT | France | 84,57 | 84,57 | Globale |
| IMA Services<br>118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| Séréna<br>118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| IMA Deutschland<br>250 B Leopoldstrasse – 80807MUNICH | Allemagne | 100,00 | 100,00 | Globale |
| Prestima<br>Julián Camarillo n°29 – MADRID | Espagne | 100,00 | 100,00 | Globale |
| IMA Servizi<br>Piazza Indro Montanelli n°20 – Sesto San Giovanni (MILAN) | Italie | 90,00 | 60,95 | Globale |
| IMA Benelux<br>Parc d'Affaires Zénobe Gramme – Bât 11/12 Square des Conduites d'Eau – LIEGE | Belgique | 50,00 | 50,00 | Proportionnelle |
| IMA UK Assistance Limited<br>Cottingley Business Park – BD 16 – 1PY WEST YORKSHIRE | Angleterre | 100,00 | 100,00 | Globale |
| Inter Mutuelles Habitat GIE<br>471 rue Puits Japie, ZA Le Luc – ECHIRE | France | 80,00 | 80,00 | Globale |
| *Autres activités* | | | | |
| IMA Technologies<br>1 impasse Claude Nougaro – SAINT HERBLAIN | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| IMA Protect<br>10 rue Henri Picherit – NANTES | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| IMA Voyages<br>118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| IMA Participations<br>118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| IMA Innovation<br>118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| GIE La Chantrerie<br>1 impasse Claude Nougaro – SAINT HERBLAIN | France | 100,00 | 83,60 | Globale |
| IMA Protect Italia<br>Piazza Indro Montanelli n°20 – Sesto San Giovanni (MILAN) | Italie | 100,00 | 100,00 | Globale |
| *Immobilier* | | | | |
| SCI Bellune<br>118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Globale |

## Modalités de consolidation

### Méthode de consolidation

Les dix-neuf filiales ainsi que le GIE La Chantrerie, sous contrôle exclusif, ont été consolidées par intégration globale. WAFA IMA Assistance est mise en équivalence et IMA Benelux est consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

### Harmonisation et retraitements de consolidation

Les comptes sociaux des sociétés françaises et étrangères du Groupe IMA sont établis, pour leur activité respective, selon les règles comptables en vigueur dans les pays considérés.

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation retenues par les sociétés consolidées sont effectués lorsqu'ils présentent un caractère significatif.

Ainsi, aucun retraitement d'homogénéisation n'a été jugé nécessaire pour ce qui concerne les provisions techniques, les placements ; les cadences d'amortissements sont harmonisées conformément aux dispositions du règlement CRC 2014-03.

Les retraitements de consolidation ont porté notamment sur les opérations de location financement et les impôts différés.

### Date de clôture

La consolidation est réalisée à partir des comptes annuels de chaque société arrêtés au 31 décembre.

### Conversion des comptes d'entreprises établissant leurs comptes en monnaies étrangères

Les comptes des filiales IMA UK et WAFA IMA Assistance, hors zone euro, sont convertis selon la méthode du cours de clôture :

- les éléments bilanciels sont convertis au cours de clôture, les produits et charges au cours moyen de la période,
- les écarts de conversion constatés sur le bilan d'ouverture et le résultat sont inscrits au poste "écarts de conversion".

### Elimination des opérations internes au Groupe

Toutes les opérations internes au Groupe sont éliminées.

Lorsque ces opérations affectent le résultat consolidé, l'incidence de leur élimination est répartie entre les intérêts du Groupe et les intérêts minoritaires dans l'entreprise ayant réalisé le résultat.

L'élimination des incidences des opérations internes portant sur des actifs a pour conséquence de les ramener au coût historique consolidé.

Les opérations internes éliminées portent notamment sur :

- les créances et dettes réciproques, ainsi que les produits et charges réciproques,
- les dividendes intra-groupes,
- les dépréciations des titres de sociétés consolidées ou de créances détenues sur celles-ci.

### Imposition différée

Des impôts différés ont été calculés sur toutes les différences significatives liées à des décalages temporaires entre la base imposable et le résultat comptable selon la méthode du report variable.

En application de la loi de finances 2018 qui a prévu une diminution du taux d'impôts sur les sociétés de 33,33 % à 25 % d'ici 2022, les impôts différés actifs et passifs ont été comptabilisés en prenant en compte les taux d'impôts qui seront applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

Ce traitement se traduit par un impôt différé actif comptabilisé pour 5 K€ et un impôt différé passif de 598 K€.

Les impôts différés actifs et passifs sont présentés respectivement en comptes de régularisation actifs et passifs.

Les actifs et passifs d'impôts différés concernant une même entité fiscale ont été compensés. Ils concernent les sociétés faisant partie de l'intégration fiscale d'IMA SA : IMA GIE (84,57 %), IMA Services, SCI Bellune, IMA Technologies, IMA Protect, IMA Assurances, Assurima, IMA Participations, IMA Innovation, Inter Mutuelles Habitat (80 %) et Séréna.

L'actif d'impôts différés, estimé à 389 K€ et relatif à la filiale IMA Deutschland, n'a pas été comptabilisé car sa récupération n'est pas jugée probable, dans un avenir proche, du fait de la situation déficitaire actuelle de cette société.

L'actif d'impôts différés, estimé à 301 K€ et relatif à la filiale IMA Protect Italia, n'a pas été comptabilisé car sa récupération n'est pas jugée probable, dans un avenir proche, du fait de la situation déficitaire actuelle de cette société.

Celui de la filiale IMA UK, estimé à 321 K€, n'a pas été comptabilisé du fait de la liquidation en cours de cette société.

Les sociétés IMA Participations et IMA Innovation font partie du groupe d'intégration fiscale d'IMA depuis le 1er janvier 2019. Leurs déficits fiscaux de 2018 pourront être imputés sur leurs bénéfices fiscaux futurs ; il n'a pas été comptabilisé d'impôt différé actif en 2019. L'actif d'impôts différés non comptabilisé d'IMA Participations s'élève à 45 K€ ; celui d'IMA Innovation est de 240 K€.

### Ecarts de première consolidation

Lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation d'une entreprise, la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation de l'ensemble des actifs et passifs identifiés constitue l'écart d'acquisition.

Les écarts d'évaluation constatés sur des actifs et passifs identifiables sont imputés sur l'écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition résiduels sont, lorsqu'ils sont positifs, inscrits à l'actif immobilisé et amortis sur une durée fonction du contexte de l'acquisition. Lorsqu'ils sont négatifs, ils représentent une provision pour risques qui est inscrite au passif du bilan.

### Comptes sociaux des entités italiennes, marocaine et espagnole

Les comptes sociaux des entités italiennes, intégrés en consolidation, sont réalisés selon des données provisoires au 31 décembre 2019. Leurs comptes sociaux définitifs sont arrêtés postérieurement aux comptes consolidés du Groupe IMA.

La différence entre les résultats sociaux provisoires et définitifs de ces sociétés est constatée dans les résultats consolidés de l'exercice suivant.

L'impact sur les comptes consolidés 2019 est une charge de 169 K€ correspondant à un écart sur le résultat 2018.

Les comptes sociaux de la société Wafa IMA Assistance intégrés en consolidation 2018 étaient provisoires. La différence entre le résultat social provisoire et définitif 2018 de cette entité est une charge de 15 K€ qui a été comptabilisée dans les comptes consolidés 2019.

Les comptes sociaux de la société Prestima intégrés en consolidation 2018 étaient provisoires. La différence entre le résultat social provisoire et définitif 2018 de cette entité est un produit de 6 K€ qui a été comptabilisée dans les comptes consolidés 2019.

### Entrée de Cattolica dans le capital d'IMA Italia et d'IMA Servizi en 2019

L'entrée de Cattolica dans le capital d'IMA Italia a provoqué une augmentation du pourcentage des intérêts minoritaires sans changement de méthode de consolidation. Il est passé de zéro à 35 % en 2019. Le montant des intérêts minoritaires a augmenté de 7,5 M€.

Conformément au §23110 du règlement CRC 2000-05, cette opération a entraîné la comptabilisation d'un produit exceptionnel de 1,1 M€ qui a augmenté le résultat consolidé du Groupe.

Cattolica a racheté à IMA Italia des titres représentant 10 % du capital d'IMA Servizi. Cette opération a provoqué une augmentation des intérêts minoritaires de 0,7 M€ et une diminution des réserves groupe de ce montant.

## Méthodes et règles d'évaluation

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

L'option d'activation des projets développés par IMA GIE (Livraisons A Soi Même : LASM) a été prise en 2006 pour l'ensemble du Groupe IMA de manière irréversible, engageant l'ensemble des sociétés du Groupe IMA sur l'ensemble de leurs projets.

Chaque projet est analysé chaque année en 4 étapes :

***Etape 1***

- identification des parties autonomes acquises sur le marché,
- identification des projets développés par des salariés d'IMA GIE et/ou des prestataires informatiques externes,
- lotissement des projets chaque fois que :
  - . des lots se distinguent du fait de dates de recettes ou de durées d'utilisation distinctes,
  - . des lots sont destinés à une ou plusieurs entités du Groupe IMA.

***Etape 2***

Pour les projets développés en interne, vérification de la validité de tous les critères d'immobilisation.

| Critères | Immobilisation | Charges |
|---|---|---|
| 1- Faisabilité technique | oui | Un "non" suffit.<br>Les 6 critères doivent être simultanément réunis pour chaque projet passé au crible des critères au moment de la préparation budgétaire de l'année N où ils débutent, ceci étant validé par le dernier Directoire de l'année N-1 |
| 2- Intention d'achever | oui | |
| 3- Capacité à utiliser | oui | |
| 4- Avantages futurs | oui | |
| 5- Disponibilité des ressources | oui | |
| 6- Evaluation possible | oui | |

***Etape 3 : évaluation des composantes immobilisables des projets***

- *Phases*

Pour chaque projet, seuls les coûts encourus sur certaines phases sont activables :

| Phase PsNext | Phase DAF | Charge / Immo |
|---|---|---|
| Pré-étude | Etude préalable | Charge |
| Mise en œuvre | Analyse fonctionnelle | Immo |
| Mise en œuvre | Analyse organique (conception détaillée de l'application) | Immo |
| Mise en œuvre | Programmation (appelée parfois codification) | Immo |
| Mise en œuvre | Tests et jeux d'essais | Immo |
| Mise en œuvre | Documentation destinée à une utilisation interne et externe | Immo |
| Production et Post-production | Formation de l'utilisateur | Charge |
| Production et Post-production | Suivi de logiciel (maintenance) | Charge |

- *Centres de coûts*

*Seules les dépenses contribuant à la construction de la solution du projet sont prises en compte (essentiellement dépenses identifiées dédiées au projet et les charges relatives aux équipes de développement informatique).*

***Etape 4 : paramètres d'immobilisation***

| | |
|---|---|
| Montant | . Salaires (salariés fonctionnels dédiés au projet) = Nombre jours x coût budget<br>. Salaires (salariés développeurs informatiques) = Nombre jours x coût budget<br>. Frais externes AMOE = Réel TTC (y compris factures non parvenues). |
| Durée d'amortissement | Durée d'utilisation techniquement prévue pour le matériel/licences.<br>La durée d'amortissement est la durée d'utilisation prévue par la direction sur la base de données techniques ou commerciales. |
| Date de début | Date du procès-verbal de réception (recette du lot du projet) |

***Logiciels acquis***

Ils comprennent des logiciels informatiques acquis et amortis sur une durée de 3 ans en linéaire.

***Logiciels développés en interne***

Conformément à la réglementation, les dépenses de recherches sont enregistrées en charges sur l'exercice au cours duquel elles sont encourues et les frais de développement et de création de logiciels en interne sont immobilisés dès lors qu'ils remplissent les critères énoncés par les textes.

Au sein du Groupe IMA, les projets suivants sont en mesure de satisfaire aux conditions décrites ci-dessus.

- **IMA GIE**

Dans le cadre du schéma directeur informatique, la refonte de la partie front-office (projet Nouma domicile) a démarré en 2015. Certains projets ont été livrés et mis en service depuis 2015. D'autres parties du front-office sont toujours en cours à fin 2019.

Le tableau ci-dessous représente l'évolution des projets LASM entre 2019 et 2018 :

| | 31.12. 19 | | | 31.12.18 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Valeur brute | Amortisse-ments | Valeur nette | Valeur brute | Amortisse-ments | Valeur nette |
| Projets en service | 6 432 | 586 | 5 846 | 3 134 | 320 | 2 814 |
| Projets encore en cours en fin d'exercice | 20 607 | - | 20 607 | 14 266 | - | 14 266 |
| **Total des projets LASM inventoriés en fin d'exercice** | **27 039** | **586** | **26 453** | **17 400** | **320** | **17 080** |
| **dont projet NOUMA** | **17 554** | **0** | **17 554** | **9 422** | **0** | **9 422** |

- **Inter Mutuelles Habitat GIE**

Au titre de l'exercice aucun applicatif n'a été mis en production.

***Placements financiers***

Les placements financiers et les titres de participation non consolidés sont évalués à leur valeur historique d'acquisition, nette de frais d'acquisition, sous réserve des dispositions prévues aux articles R 343-9 et R 343-10 du code des assurances.

***Titres de participation non consolidés***

La valeur de référence des placements dans les entreprises avec lesquelles existe un lien de participation correspond à leur valeur d'usage, laquelle est fonction de l'utilité que représente la participation pour le Groupe.
Une provision est constituée ligne à ligne dans le cas où cette valeur est inférieure au coût historique.
Au 31 décembre 2019, les titres de participation présents au bilan concernent essentiellement :

- DOMISSIMA dont IMA SA détient 100 % du capital (25 K€ : société créée en 2008 dont le siège social est situé 118 avenue de Paris – CS 40 000 - 79033 NIORT Cedex 9). Elle n'est pas consolidée car ce n'est pas un investissement stratégique.
- HEALTHCASE, société de services américaine basée à Miami, dont IMA SA détient 25 % du capital, soit 11 K€.
- ALLO JOE, startup française, plateforme digitale de mise en relation de mécaniciens professionnels indépendants avec des particuliers, dont IMA Participations détient 7 % du capital, soit 150 K€.
- LIBERTY RIDER, startup française dans le domaine de la mobilité sécurisée, dont IMA Participations détient 7 % du capital, soit 249 K€.
- MOBILITY 24, société portugaise dont IMA Participations détient 30 % du capital soit 300 K€.
- POP VALET, startup française spécialisée dans le déplacement de véhicules pour le compte des acteurs du secteur automobile, dont IMA Participations détient 10,2 % du capital, soit 700 K€.
- COORGANIZ, startup française, plateforme d'organisation de la famille et de la dépendance, dont IMA Participations détient 15,4 % du capital, soit 700 K€.

DOMISSIMA, HEALTHCASE et MOBILITY 24 n'ont pas été intégrées en consolidation du fait de leur caractère non significatif.

***Valeurs mobilières amortissables à taux fixe (article R 343-9 du code des assurances)***
Les valeurs mobilières amortissables (obligations, titres de créances négociables,...) sont inscrites pour leur prix d'achat (hors intérêts courus).
La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement de chaque ligne de titres est rapportée au résultat sur la durée résiduelle des titres.
Cet amortissement figure en compte de régularisation actif ou passif et est intégré dans le résultat financier.
Une dépréciation est constituée si le débiteur n'est pas en mesure de respecter ses engagements (paiement des intérêts et remboursement du principal notamment).
Au 31 décembre 2019, IMA Assurances et Assurima détiennent des certificats de dépôt qui sont éligibles au régime de l'article R 343-9 mais ne font pas l'objet d'un traitement particulier.

***Titres et autres placements financiers affectés ou non à la représentation des engagements techniques (article R 343-10 du code des assurances)***
Ces titres, essentiellement des SICAV obligataires et monétaires, figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

L'évaluation des titres est effectuée conformément à l'article R 343-11 :

- titres cotés : sur la base du dernier cours coté au jour de l'inventaire,
- titres non cotés : valeur d'utilité pour l'entreprise.

Lorsque leur valeur actuelle à la date de clôture est inférieure à la valeur d'actif brut, une provision pour dépréciation est constituée conformément aux dispositions de l'article R 343-10 du code des assurances.

Le règlement n°2015-11 du 26 novembre 2015 de l'Autorité des Normes Comptables précise dans ses articles 123-6 à 123-19 les règles de comptabilisation des valeurs amortissables visées à l'article R 343-10 du Code des assurances.

Lorsque l'entreprise a l'intention et la capacité de détenir les valeurs amortissables relevant de l'article R.343-10 du code des assurances jusqu'à leur maturité, les valeurs recouvrables s'analysent au regard du seul risque de crédit.

***Provision pour dépréciation durable***
La provision pour dépréciation durable (PDD) est constituée si la valeur de marché d'un actif est inférieure à sa valeur au bilan, et si cette situation de moins-value latente est considérée comme durable.

La PDD doit être calculée à l'unité pour chaque titre du portefeuille détenu par le Groupe IMA.

En pratique, la règle est de constituer une PDD si un actif baisse de plus de 20 % (30 % en période de forte volatilité des marchés, identifiée comme telle par l'Autorité des Marchés Financiers) pendant au moins 6 mois.

Lorsque les titres concernés voient leur valeur augmenter à nouveau, il est possible de procéder à une reprise de PDD.

Au 31 décembre 2019, le Groupe IMA n'a pas à constater de provision pour dépréciation durable.

***Provision pour risque d'exigibilité***

La provision pour risque d'exigibilité est constituée lorsque les placements mentionnés à l'article R 343-10 se trouvent en situation de moins-value latente globale (VNC > valeur globale).

La valeur globale se détermine de la manière suivante :

- pour les valeurs mobilières cotées et les titres cotés, la valeur retenue est le cours moyen des trente derniers jours précédant le jour de l'inventaire ou à défaut, le dernier cours côté avant cette date,
- pour les actions de sociétés d'investissement à capital variable et les parts de fonds communs de placements, la valeur retenue est la moyenne des prix de rachat publiés au cours des trente derniers jours précédant le jour de l'inventaire ou, à défaut, le dernier prix de rachat publié avant cette date,
- pour les autres actifs, leur valeur est évaluée selon les règles prévues à l'article R 343-11.

Il n'y a pas lieu de constituer une telle provision au 31 décembre 2019.

***Allocation des produits financiers au compte technique***
Le résultat des placements (produits moins charges de placement) est ventilé dans les entités d'assurance concernées en affectant au résultat technique, la part issue des provisions techniques et au résultat non technique, la part revenant aux capitaux propres.

***Placements financiers des entreprises non assurance***
Ils sont principalement constitués de valeurs mobilières de placement. Elles représentent des parts d'OPCM, des certificats de dépôt négociables et des comptes à terme. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. La valeur d'inventaire est égale au dernier cours connu.
Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'entrée

- ***Patrimoine immobilier et autres actifs corporels d'exploitation***

Les éléments constituant le patrimoine immobilier et les autres actifs corporels d'exploitation sont enregistrés à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires).
Les amortissements sont calculés en fonction des règles de la société consolidante et des retraitements sont opérés sur les comptes des filiales étrangères.

Les taux couramment pratiqués sont les suivants :

| | |
|---|---|
| - agencements installations | 10 ans linéaire |
| - installations et matériels techniques | 3 à 10 ans linéaire |
| - matériel de bureau | 5 à 8 ans linéaire |
| - mobilier | 5 à 8 ans linéaire |
| - matériel informatique et téléphonique | 1 à 8 ans linéaire |
| - matériel de transport | 3 à 5 ans linéaire |

L'application du règlement CRC 2014-03 a conduit à la détermination de composants et de nouvelles durées d'amortissements suivantes pour les bâtiments :

| Composants | Mode d'amortissement comptable | Durées d'amortissement comptable |
|---|---|---|
| Terrains | Non amortis | |
| VRD et gros œuvre | Linéaire | 30 ou 50 ans |
| Façades | Linéaire | 10 ou 20 ans |
| Terrasses | Linéaire | 10 ou 20 ans |
| Aménagements extérieurs | Linéaire | 15 ou 30 ans |
| Aménagements intérieurs | Linéaire | 10 ans |

■ ***Stocks et encours***

A la clôture de l'exercice, un certain nombre de services d'Inter Mutuelles Habitat ne sont pas totalement terminés, l'entité a valorisé ces services en fonction du temps passé en 2019 pour un montant de 7 063 K€ dans ses comptes sociaux.

■ ***Créances***

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

■ ***Frais d'acquisition reportés***

Conformément aux dispositions comptables prévues par l'article 151-1 du Règlement ANC 2015-11, la société a inscrit à l'actif du bilan la partie non imputable à l'exercice des frais d'acquisition des contrats constatés en charges de l'exercice.
Soit l'information disponible pour certains contrats permet le calcul du montant reporté contrat par contrat, dans les mêmes conditions et selon les mêmes méthodes que la provision pour primes non acquises.
Soit, pour les autres contrats les frais d'acquisitions non directement affectables contrats par contrat sont reportés selon le prorata des items (a) et (b) définis ci-dessous :
(a) partie de la provision pour primes non acquises correspondant aux contrats non affectés,
(b) partie des primes émises correspondant aux contrats non affectés.
Au 31 décembre 2019, les frais d'acquisition reportés s'élèvent à 1 479 K€ et concernent les sociétés Assurima, IMA Iberica et IMA Assurances.

■ ***Provisions techniques***

Les provisions constituées sont destinées à couvrir des charges échues de l'exercice ou à garantir un risque dont l'entreprise a connaissance à la clôture de l'exercice.

Les provisions techniques sont élaborées en conformité avec les règles du code des assurances.

***Provisions pour primes non acquises et risques en cours***

La provision pour primes non acquises est destinée à constater la part des primes se rapportant à la période comprise entre la date de l'inventaire et la date de la prochaine échéance de la prime.
Elle est calculée en fonction des paramètres des contrats, contrat par contrat, au prorata temporis.
La provision pour risques en cours est destinée à couvrir, pour chacun des contrats payables d'avance, la charge de sinistres et de frais pour la période qui s'écoule entre la date d'inventaire et la première échéance de prime ou de terme du contrat pour la part de ce coût non couverte par la provision pour primes non acquises.
Le calcul est effectué en fonction d'un taux moyen de sinistralité observé sur chacun des contrats concernés sur les exercices N et N-1.
Sur les contrats pluriannuels pour lesquels les prévisions de coûts de sinistres dépassent, sur la période comprise entre la date de l'inventaire et la date d'échéance du contrat, la part des primes se rapportant à cette période post clôture, le différentiel a été provisionné en "provision pour risque en cours".

***Provisions pour sinistres***

Les provisions pour sinistres représentent la valeur estimée des dépenses en principal et en frais tant internes qu'externes, relatives au règlement des dossiers d'assistance ouverts à la clôture de l'exercice.
Ces provisions sont calculées selon des méthodes statistiques et récapitulées par exercice de survenance. Les dépenses sont estimées à leur coût futur non actualisé.
Les provisions pour sinistres comprennent notamment les provisions pour "sinistres inconnus" ou "tardifs", y compris déclarés tardivement (après la date d'inventaire).
Elles sont augmentées d'une provision pour frais de gestion de sinistres.

***Provisions pour risques croissants***

Chez IMA Assurances, la provision pour risque croissant dont le solde au 31.12.15 était de 560 K€ sur la base du business plan actualisé, suite à la mise en place en 2013 d'un contrat lié à la dépendance, a été recalculée au 31.12.19 au vu de l'évolution de l'activité dépendance de l'exercice.
Cette provision a donc été intégralement reprise et dotée à nouveau pour le même montant.
Cette provision reste évaluée sur la base d'une projection d'un résultat technique sur un horizon de 5 ans et correspond par conséquent, au déséquilibre des primes sur les sinistres et frais des contrats concernés.

***Provisions pour risques et charges***

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que les évènements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.
Les provisions pour risques et charges incluent :

- des provisions pour litiges, pour risques prud'homaux,
- les provisions pour indemnités de fin de carrière.

***Provisions pour indemnités de fin de carrière***

Les engagements de retraite vis-à-vis du personnel des sociétés consolidées sont couverts soit par un contrat d'assurance volontaire, soit par un contrat d'assurance obligatoire, ou encore font l'objet d'un engagement hors bilan en comptabilité sociale.

- **IMA GIE**

Le contrat d'assurance souscrit auprès de Parnasse MAIF couvre les indemnités de fin de carrière des salariés prévu par la convention collective (cadres et techniciens).

L'engagement total est estimé pour les techniciens et les cadres d'IMA GIE sur la base des droits acquis par les salariés à partir d'hypothèses relatives à l'âge de départ à la retraite et au "turn over". Il est de 16 769 K€ au 31 décembre 2019. Il inclut les charges sociales correspondantes.

Le fonds constitué auprès de l'assureur en 2013 couvre le montant total de cet engagement. Il n'y a donc plus de provision en consolidation depuis 2013.

- **Autres entités françaises**

Le montant des IFC des salariés d'IMA Technologies, d'IMA Protect et de Séréna prévu par la convention collective et non couvert par un contrat d'assurance figure au passif. Il est de 1 070 K€ au 31 décembre 2019.

Le taux d'actualisation retenu est de 0,43 %. L'âge de départ à la retraite pris en compte est de 65 ans.

Au 31 décembre 2019, le montant de la provision pour indemnités de fin de carrière, comptabilisé en consolidation, s'élève à 1 070 K€. Il inclut les charges sociales correspondantes.

La variation de la provision pour IFC entre l'année 2018 et 2019 a généré une charge qui a diminué le résultat consolidé de 155 K€, soit 107 K€ nets d'impôts différés.

Conformément à la CNCC, le taux de rotation du personnel utilisé depuis 2018 par IMA Technologies et IMA Protect pour le calcul de la provision pour indemnités de fin de carrière tient compte uniquement des démissions ; les licenciements et ruptures conventionnelles en sont exclus.

Chez Inter Mutuelles Habitat, les IFC des cadres et des employés sont couvertes par un contrat d'assurance souscrit auprès de Parnasse Maif.

■ ***Règles retenues pour l'imputation des charges par destination***
La comptabilisation des charges par destination est réalisée selon les dispositions du Plan Comptable particulier à l'assurance et à la capitalisation.

Une comptabilisation des charges est effectuée dans un premier temps dans des comptes par nature auxquels sont affectées des sections analytiques (services). Ces comptes par nature sont soldés et répartis dans les comptes par destination mensuellement.

L'affectation dans les différentes destinations est effectuée en fonction du couple charge par nature/section analytique.

Les spécificités inhérentes à l'activité d'assistance ont été intégrées. Les charges des plateaux d'assistance sont, par exemple, comptabilisées sur la ligne prestations et frais payés.

■ ***Ecarts de change sur créances et dettes commerciales***
Conformément au règlement ANC n° 2015-05, les écarts de change sur créances et dettes commerciales sont reclassés en résultat d'exploitation à compter de 2018.

■ ***Charges et produits exceptionnels***
Pour les activités d'assurance et autres, les charges et produits qui ont un caractère non récurrent et étranger à l'exploitation figurent en résultat exceptionnel.
Il a été procédé en 2019 à des régularisations d'écritures de consolidation relatives aux exercices précédents. Elles ont augmenté le résultat exceptionnel de + 679 K€. L'impact sur les comptes consolidés est un produit net d'impôts différés de + 489 K€.

■ ***Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)***
Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été supprimé à compter du 1er janvier 2019.

Les éléments ci-après sont présentés en milliers d'euros.

## Informations complémentaires sur les postes du bilan

***Ecart d'acquisition***

Aucun écart d'acquisition n'a été constaté à l'actif

***Actifs incorporels***

| Valeur brute | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Montant au début de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Montant à la fin de l'exercice |
| Frais d'établissement | 0 | 3 | | 3 |
| Fonds de commerce et droit au bail | 50 | | | 50 |
| Autres actifs incorporels | 114 208 | 25 041 | -3 100 | 136 149 |
| **Total** | **114 258** | **25 044** | **-3 100** | **136 202** |

| Amortissements et dépréciations | | | | | Valeur nette à la fin de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|
| | Montant au début de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Montant à la fin de l'exercice | |
| Frais d'établissement | 0 | 1 | | 1 | 2 |
| Fonds de commerce et droit au bail | 50 | | | 50 | 0 |
| Autres actifs incorporels | 68 682 | 10 647 | -2 020 | 77 309 | 58 840 |
| **Total** | **68 732** | **10 648** | **-2 020** | **77 360** | **58 842** |

■ ***Placements des entreprises d'assurance***

| | 31.12.19 | | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Valeur brute | Valeur nette | Valeur de réalisation (1) | Plus ou moins values latentes | Plus ou moins values latentes |
| 1. Placements immobiliers | 2 352 | 2 190 | 3 100 | 910 | 749 |
| 2. Actions et autres titres à revenu variable autres que les parts d'OPCVM | 8 | 8 | 8 | | |
| 3. Parts d'OPCVM (autres que celles visées en 4.) | 10 158 | 10 158 | 10 265 | 107 | 75 |
| 4. Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe | | | | | |
| 5. Obligations et autres titres à revenu fixe | 46 981 | 46 981 | 48 753 | 1 772 | 307 |
| 6. Prêts hypothécaires | | | | | |
| 7. Autres prêts et effets assimilés | | | | | |
| 8. Dépôts auprès des entreprises cédantes | 3 510 | 3 510 | 3 510 | | |
| 9. Autres dépôts | 3 663 | 3 663 | 3 667 | 4 | |
| 10. Actifs représentatifs de contrats en unités de compte | | | | | |
| 11. Autres instruments financiers à terme | | | | | |
| **Total** | **66 672** | **66 510** | **69 303** | **2 793** | **1 131** |
| | | | | | |
| Total des placements cotés | 32 314 | 32 314 | 34 197 | 1 883 | 382 |
| Total des placements non cotés | 34 358 | 34 196 | 35 106 | 910 | 749 |
| | | | | | |
| Part des placements d'assurance Non Vie | 66 672 | 66 510 | 69 303 | 2 793 | 1 131 |
| Part des placements d'assurance Vie | | | | | |

*(1) La réalisation de plus-values latentes donnerait naissance à des droits en faveur des bénéficiaires de contrats et des actionnaires minoritaires ainsi qu'à des impositions.*

■ ***Placements des autres entreprises***

| | 31.12.19 | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|
| | Valeur brute | Amortissements/ Dépréciations | Valeur nette | Valeur nette |
| **Terrains et constructions** | **63 607** | **21 053** | **42 554** | **38 500** |
| **Immobilisations financières** | **2 796** | **50** | **2 746** | **879** |
| Participations | 2 286 | 50 | 2 236 | 588 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | 303 | | 303 | 88 |
| Prêts | 207 | | 207 | 203 |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| **Valeurs mobilières de placements** | **39 146** | **15** | **39 131** | **50 746** |
| **Autres** | | | | |
| **Total** | **105 549** | **21 118** | **84 431** | **90 125** |

■ ***Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques***

*Ventilation entre activités Non Vie, Vie et nature des provisions techniques*

| | 31.12.19 | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|
| Nature | Activité Non Vie | Activité Vie | Total | |
| Provisions pour primes non acquises et risques en cours | 2 112 | | 2 112 | 2 000 |
| Provisions pour sinistres | 605 | | 605 | 807 |
| Provisions pour participation aux bénéfices | | | | |
| Autres provisions techniques | | | | |
| **Total** | **2 717** | | **2 717** | **2 807** |

■ ***Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance***

*Ventilation par échéance*

| Nature | 31.12.19 | | | Montant net total |
|---|---|---|---|---|
| | Echéances | | | |
| | Jusqu'à 1 an | Plus d'1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| Primes acquises non émises | 3 584 | | | 3 584 |
| Autres créances nées d'opérations d'assurance directe | 4 218 | | | 4 218 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | 803 | | | 803 |
| **Total** | **8 605** | | | **8 605** |

*Ventilation par nature*

| Nature | 31.12.19 | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Montant net total | |
| Primes acquises non émises | 3 584 | | 3 584 | 3 222 |
| Autres créances nées d'opér. d'ass. directe | 4 218 | | 4 218 | 8 194 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | 803 | | 803 | 1 410 |
| **Total** | **8 605** | | **8 605** | **12 826** |

*Montant des valeurs brutes et des dépréciations*

| Nature | 31.12.19 | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|
| | Valeurs brutes | Dépréciations | Montant net total | |
| Primes acquises non émises | 3 730 | 146 | 3 584 | 3 222 |
| Autres créances nées d'opér. d'ass. directe | 4 218 | | 4 218 | 8 194 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | 803 | | 803 | 1 410 |
| **Total** | **8 751** | **146** | **8 605** | **12 826** |

■ ***Créances sur les entreprises du secteur bancaire***

*Ventilation par échéance*

| Nature | 31.12.19 | | | Montant net total |
|---|---|---|---|---|
| | Echéances | | | |
| | Jusqu'à 1 an | Plus d'1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| Comptes courants et caisses | 90 958 | | | 90 958 |
| **Total** | **90 958** | | | **90 958** |

*Ventilation par nature*

| Nature | 31.12.19 | | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Comptes courants et caisses | 43 424 | | 47 534 | 90 958 | 35 846 |
| **Total** | **43 424** | | **47 534** | **90 958** | **35 846** |

*Montant des valeurs brutes et des dépréciations*

| Nature | 31.12.19 | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|
| | Valeurs brutes | Dépréciations | Montant net total | |
| Comptes courants et caisses | 90 958 | | 90 958 | 35 846 |
| **Total** | **90 958** | | **90 958** | **35 846** |

■ ***Autres créances***

*Ventilation par échéance*

| Nature | 31.12.19 | | | Montant net total |
|---|---|---|---|---|
| | Echéances | | | |
| | Jusqu'à 1 an | Plus d'1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| Personnel | 139 | | 36 | 175 |
| Etat, organismes de Sécurité Sociale, collectivités publiques | 14 219 | 3 | | 14 222 |
| Débiteurs divers | 121 559 | 227 | | 121 786 |
| Capital appelé non versé | | | | |
| **Total** | **135 917** | **230** | **36** | **136 183** |

*Ventilation par nature et entre activités non vie et vie*

| Nature | 31.12.19 | | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Personnel | 2 | | 173 | 175 | 221 |
| Etat, organismes de Sécurité Sociale, collectivités publiques | 3 226 | | 10 996 | 14 222 | 14 282 |
| Débiteurs divers | 5 631 | | 116 155 | 121 786 | 121 959 |
| Capital appelé non versé | | | | | 500 |
| **Total** | **8 859** | | **127 324** | **136 183** | **136 962** |

*Montant des valeurs brutes et des dépréciations*

| Nature | 31.12.19 | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|
| | Valeurs brutes | Dépréciations | Montant net total | |
| Personnel | 175 | | 175 | 221 |
| Etat, organismes de Sécurité Sociale, collectivités publiques | 14 222 | | 14 222 | 14 282 |
| Débiteurs divers | 122 103 | 317 | 121 786 | 121 959 |
| Capital appelé non versé | | | | 500 |
| **Total** | **136 500** | **317** | **136 183** | **136 962** |

### *Autres actifs*

*Montant des valeurs brutes et des dépréciations*

| | 31.12.19 | | | 31.12.18 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Valeurs brutes | Amortis./ Dépréciations | Montant net total | Valeurs brutes | Amortis./ Dépréciations | Montant net total |
| **Actifs corporels d'exploitation** | | | | | | |
| Activité Non Vie | 144 | 116 | 28 | 142 | 94 | 48 |
| Activité Vie | | | | | | |
| Autres activités | 126 153 | 86 920 | 39 233 | 120 337 | 84 372 | 35 965 |
| **Stocks et en-cours** | | | | | | |
| Autres activités | 7 694 | | 7 694 | 5 940 | | 5 940 |
| **Total** | **133 991** | **87 036** | **46 955** | **126 419** | **84 466** | **41 953** |

*Ventilation par nature et entre activités non vie et vie*

| Nature | 31.12.19 | | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Actifs corporels d'exploitation | 28 | | 39 233 | 39 261 | 36 013 |
| Stocks et en-cours | | | 7 694 | 7 694 | 5 940 |
| **Total** | **28** | | **46 927** | **46 955** | **41 953** |

### *Comptes de régularisation – actif*

*Frais d'acquisition reportés : ventilation entre les activités Non Vie, Vie et autres activités*

| Nature | 31.12.19 | | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Frais d'acquisition reportés | 1 479 | | | 1 479 | 1 319 |
| **Total** | **1 479** | | | **1 479** | **1 319** |

*Autres comptes de régularisation actif : ventilation entre les activités Non Vie, Vie et autres activités*

| Nature | 31.12.19 | | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Intérêts courus à recevoir | 262 | | 184 | 446 | 273 |
| Impôts différés actifs | | | 5 | 5 | 240 |
| Charges constatées d'avance diverses et autres comptes de régularisation actif | 114 | | 3 120 | 3 234 | 2 668 |
| **Total** | **376** | | **3 309** | **3 685** | **3 181** |

■ ***Tableau de variation des capitaux propres***

| | Capital social | Primes | Réserves consolidées | Résultat de l'exercice | Ecarts de conversion | Autres postes | Total | Total des capitaux propres du Groupe | Intérêts minoritaires | Total des CP du Groupe + Intérêts minoritaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Montant au 31.12.17** | **31 407** | **21 486** | **92 846** | **9 445** | | **-5** | **-5** | **155 179** | **794** | **155 973** |
| Affectation du résultat 31.12.17 | | | 9 445 | -9 445 | | | | | | |
| Résultat 31.12.18 | | | | 10 394 | | | | 10 394 | 8 | 10 402 |
| Variation des écarts de conversion | | | 97 | | | | | 97 | | 97 |
| Augmentations de capital IMA SA | 3 312 | 16 723 | | | | | | 20 035 | | 20 035 |
| **Montant au 31.12.18** | **34 719** | **38 209** | **102 388** | **10 394** | | **-5** | **-5** | **185 705** | **802** | **186 507** |
| Affectation du résultat 31.12.18 | | | 10 394 | -10 394 | | | | | | |
| Résultat 31.12.19 | | | | 7 718 | | | | 7 718 | 70 | 7 788 |
| Variation des écarts de conversion | | | 129 | | | | | 129 | | 129 |
| Entrée de Cattolica en Italie | | | -661 | | | | | -661 | 8 145 | 7 484 |
| Augmentations de capital IMA SA | 2 671 | 13 486 | | | | | | 16 157 | | 16 157 |
| Réduction de capital IMA SA | -1 242 | -3 121 | - 2 307 | | | | | -6 670 | | -6 670 |
| **Montant au 31.12.19** | **36 148** | **48 574** | **109 943** | **7 718** | | **-5** | **-5** | **202 378** | **9 017** | **211 395** |

### ■ *Provisions techniques*

*Ventilation entre activités Non Vie, Vie et nature des provisions techniques*

| Nature | 31.12.19 | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Total | |
| Provisions pour primes non acquises | 22 285 | | 22 285 | 18 179 |
| Provisions pour sinistres | 13 709 | | 13 709 | 12 860 |
| Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes | 4 149 | | 4 149 | 3 763 |
| Autres provisions techniques | 1 706 | | 1 706 | 2 074 |
| **Total** | **41 849** | | **41 849** | **36 876** |

### ■ *Provisions*

*Décomposition de la variation des provisions pour risques et charges*

| Nature | Valeur brute début d'exercice | Augmentation | Diminution | Valeur brute fin d'exercice |
|---|---|---|---|---|
| Provisions pour risque prud'homal | 519 | 184 | -354 | 349 |
| Provisions pour litiges | 28 | 4 | -28 | 4 |
| Provisions indemnités fin de carrière et primes liées à l'ancienneté | 915 | 255 | -100 | 1 070 |
| Titres mis en équivalence | | | | |
| Ecarts d'acquisition | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 2 318 | 238 | -1 205 | 1 351 |
| **Total** | **3 780** | **681** | **-1 687** | **2 774** |

### ■ *Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance*

*Ventilation par échéance*

| Nature | 31.12.19 | | | Montant net total |
|---|---|---|---|---|
| | Echéances | | | |
| | Jusqu'à 1 an | Plus d'1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| Dettes nées d'opér. d'assurance directe | 4 719 | | | 4 719 |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | 10 920 | | | 10 920 |
| Dettes pour dépôts en espèces reçus des réassureurs | 605 | | | 605 |
| **Total** | **16 244** | | | **16 244** |

*Ventilation par nature et entre activités Non Vie et Vie*

| Nature | 31.12.19 | | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Dettes nées d'opérations d'assurance directe | 4 719 | | | 4 719 | 3 413 |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | 10 920 | | | 10 920 | 2 430 |
| Dettes pour dépôts en espèces reçus des réassureurs | 605 | | | 605 | 807 |
| **Total** | **16 244** | | | **16 244** | **6 650** |

■ ***Dettes envers les entreprises du secteur bancaire***

*Ventilation par échéance*

| Nature | 31.12.19 | | | Montant net total |
|---|---|---|---|---|
| | Echéances | | | |
| | Jusqu'à 1 an | Plus d'1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 8 181 | 16 268 | 3 606 | 28 055 |
| **Total** | **8 181** | **16 268** | **3 606** | **28 055** |

*Ventilation par nature et par activité Non Vie et Vie*

| Nature | 31.12.19 | | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Dettes envers les établissements de crédit | 141 | | 27 914 | 28 055 | 23 075 |
| **Total** | **141** | | **27 914** | **28 055** | **23 075** |

■ ***Autres dettes***

*Ventilation par échéance*

| Nature | 31.12.19 | | | Montant net total |
|---|---|---|---|---|
| | Echéances | | | |
| | Jusqu'à 1 an | Plus d'1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus | | | | |
| Personnel | 34 931 | | | 34 931 |
| Etat, organismes de Sécurité Sociale et collectivités publiques | 42 066 | | | 42 066 |
| Créanciers divers | 125 673 | 430 | 538 | 126 641 |
| **Total** | **202 670** | **430** | **538** | **203 638** |

*Ventilation par nature et par activité*

| Nature | 31.12.19 | | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus | | | | | |
| Personnel | 331 | | 34 600 | 34 931 | 34 246 |
| Etat, organismes de Sécurité Sociale et collectivités publiques | 1 383 | | 40 683 | 42 066 | 39 643 |
| Créanciers divers | 4 968 | | 121 673 | 126 641 | 101 770 |
| **Total** | **6 682** | | **196 956** | **203 638** | **175 659** |

■ ***Comptes de régularisation – passif***

*Ventilation par nature et par activité*

| Nature | 31.12.19 | | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Impôts différés passif | | | 598 | 598 | 583 |
| Produits perçus d'avance et autres comptes de régularisation | 190 | | 771 | 961 | 831 |
| **Total** | **190** | | **1 369** | **1 559** | **1 414** |

■ ***Tableau des engagements reçus et donnés***

| | 31.12.19 | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|
| | Assurance | Autres | Total | Total |
| **Engagements reçus** | 507 | 19 545 | 20 052 | 5 200 |
| **Engagements donnés** | | 49 956 | 49 956 | 35 413 |
| - avals, cautions et garanties de crédit | | 40 648 | 40 648 | 34 399 |
| - titres et actifs acquis avec engagements de revente | | | | |
| - autres engagements sur titres, actifs ou revenus | | 9 308 | 9 308 | 1 014 |
| - autres engagements donnés | | | | |
| **Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires** | | | | |
| **Valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou avec substitution** | | | | |
| **Valeurs appartenant à des institutions de prévoyance** | | | | |

Les engagements hors bilan donnés concernent essentiellement des cautions bancaires et des garanties sur des paiements de loyers. A l'occasion de diverses opérations sur des participations stratégiques (IMA Benelux, WIA, Italie), IMA SA a été conduite à prendre et à recevoir des garanties de ventes ou de rachats sur titres. Cela a été aussi le cas en 2018 pour IMA Participations (Mobility 24).

## Informations complémentaires sur les postes du compte de résultat

### Ventilation des primes brutes émises

| Libellés | 31.12.19 | 31.12.18 |
|---|---|---|
| France | 78 153 | 77 292 |
| UE | 54 712 | 37 360 |
| **Total** | **132 865** | **114 652** |

### Ventilation des primes acquises et des provisions techniques brutes par catégorie

| | 31.12.19 | | 31.12.18 | |
|---|---|---|---|---|
| Catégories | Primes acquises | Provisions techniques | Primes acquises | Provisions techniques |
| Affaires directes | 94 244 | 34 312 | 90 015 | 31 493 |
| Acceptations en réassurance (Non Vie) | 34 515 | 7 537 | 21 645 | 5 384 |
| **Total** | **128 759** | **41 849** | **111 660** | **36 877** |

### Chiffre d'affaires des autres activités

| | 31.12.19 | 31.12.18 |
|---|---|---|
| Prestations d'assistance | 618 749 | 586 452 |
| Abonnés télésurveillance | 35 984 | 34 471 |
| Télédiagnostic et autres activités | 45 865 | 39 371 |
| **Total** | **700 598** | **660 294** |

### Autres produits d'exploitation

| | 31.12.19 | 31.12.18 |
|---|---|---|
| Reprises sur provisions pour dépréciation des immobilisations et pour risques et charges | 2 413 | 964 |
| Autres | 3 877 | 2 542 |
| **Total** | **6 290** | **3 506** |

### *Produits financiers nets de charges*

| | Assurance Non Vie | Assurance Vie | Autres activités | Total 31.12.19 | Total 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|---|
| Revenus des placements | 440 | | | 440 | 283 |
| Autres produits de placements | 156 | | | 156 | 73 |
| Produits provenant de la réalisation des placements | 121 | | | 121 | 136 |
| Ajustements ACAV (plus-values) | | | | | |
| **Total produits financiers** | **717** | | | **717** | **492** |
| Frais int. et ext. de gestion des placements | -334 | | | -334 | -311 |
| Autres charges des placements | -31 | | | -31 | -72 |
| Pertes provenant de la réalisation des placements | -1 | | | -1 | -10 |
| Ajustements ACAV (moins values) | | | | | |
| **Total charges financières** | **-366** | | | **-366** | **-393** |
| **Produits financiers nets de charges Assurances** | **351** | | | **351** | **99** |
| Sociétés non assurance (autres activités) | | | | | |
| Produits financiers | | | 577 | 577 | 309 |
| Charges financières | | | -488 | -488 | -922 |
| Résultat financier des autres activités | | | 89 | 89 | -613 |
| **Produits financiers nets de charges** | | | | **440** | **-514** |

### *Charges des prestations d'assurance*

| | Assurance Non Vie | Assurance Vie | Total 31.12.19 | Total 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|
| Prestations et frais payés | 89 916 | | 89 916 | 77 989 |
| Charges des provisions pour sinistres (variations) | 797 | | 797 | 1 488 |
| Charges des autres provisions techniques | -309 | | -309 | -26 |
| Participation aux résultats | 1 911 | | 1 911 | -1 123 |
| **Total** | **92 315** | | **92 315** | **78 328** |

### *Charges ou produits nets des cessions en réassurance*

| | Assurance Non Vie | Assurance Vie | Total 31.12.19 | Total 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|
| Primes cédées | 5 749 | | 5 749 | 5 990 |
| Variation des primes non acquises et risques en cours cédées | -112 | | -112 | -230 |
| Charges de sinistres cédées | -2 466 | | -2 466 | -3 055 |
| Participation aux résultats | -23 | | -23 | |
| Commissions cédées | -1 659 | | -1 659 | -1 583 |
| Cession des autres produits techniques | -320 | | -320 | |
| **Total** | **1 169** | | **1 169** | **1 122** |

### *Détail des charges des autres activités*

| | 31.12.19 | 31.12.18 |
|---|---|---|
| Frais de sinistres prestations | 365 868 | 349 420 |
| Rabais, remises, ristournes obtenues assistance | -772 | -1 837 |
| Autres | 331 | 294 |
| **Total** | **365 427** | **347 877** |

### *Charges de gestion*

| | Assurance Non Vie | Assurance Vie | Autres activités | Total 31.12.19 | Total 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|---|
| ***Sociétés d'assurance*** | | | | | |
| Frais d'acquisition | 17 495 | | | 17 495 | 13 383 |
| Frais d'administration | 4 922 | | | 4 922 | 4 534 |
| Autres charges techniques | 4 384 | | | 4 384 | 4 967 |
| Participation des salariés | | | | | |
| ***Sociétés non assurance (autres activités)*** | | | | | |
| Charges de personnel (y compris participation des salariés) | | | 209 626 | 209 626 | 193 778 |
| Autres charges d'exploitation | | | 85 993 | 85 993 | 77 381 |
| Impôts et taxes | | | 22 307 | 22 307 | 20 419 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | 24 481 | 24 481 | 23 623 |
| **Total** | **26 801** | | **342 407** | **369 208** | **338 085** |

### *Autres produits nets*

| | 31.12.19 | 31.12.18 |
|---|---|---|
| Rabais, remises, ristournes accordées assistance | 0 | 0 |
| Autres produits | 118 | 108 |
| **Total** | **118** | **108** |

### *Résultat exceptionnel*

| | 31.12.19 | 31.12.18 |
|---|---|---|
| **Produits exceptionnels** | | |
| Produits sur exercices antérieurs | 63 | 247 |
| Produits des cessions d'éléments actifs | 27 | 147 |
| Quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat | | |
| Reprises sur dépréciations et provisions | | |
| Autres produits exceptionnels | 1 946 | 593 |
| **Total produits exceptionnels** | **2 036** | **987** |
| **Charges exceptionnelles** | | |
| Charges sur exercices antérieurs | 117 | 60 |
| Pertes sur avances de fonds | | |
| Pertes sur créances | | |
| Charges sur cessions d'éléments d'actifs | 57 | 526 |
| Autres charges exceptionnelles | 424 | 101 |
| **Total charges exceptionnelles** | **598** | **687** |
| **Résultat exceptionnel** | **1 438** | **300** |

### *Impôts sur les résultats*

La charge d'impôt du Groupe est constituée par la somme de la charge d'impôt exigible et de la charge d'impôt différé.

Au 31 décembre 2019, cette somme conduit à constater une charge d'impôt de 2 745 K€.

| | 31.12.19 | 31.12.18 |
|---|---|---|
| Charge d'impôt exigible | 2 495 | 264 |
| Charge d'impôt différé | 250 | 281 |
| **Total** | **2 745** | **545** |

La charge d'impôt théorique s'élève à :

| | 31.12.19 | 31.12.18 |
|---|---|---|
| Résultat net consolidé | 7 788 | 10 402 |
| Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence | -1 008 | -1 005 |
| Charge nette d'impôt | 2 745 | 545 |
| Résultat avant impôt | 9 525 | 9 942 |
| Taux d'impôt théorique | 32,02 % | 34,43 % |
| **Charge théorique d'impôt** | **3 050** | **3 423** |

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge nette d'impôt s'analyse de la manière suivante :

| | 31.12.19 | 31.12.18 |
|---|---|---|
| Charge théorique d'impôt | 3 050 | 3 423 |
| Différences permanentes | -271 | -3 030 |
| Différences de taux liées aux pays | -134 | -143 |
| Retraitements de consolidation n'ayant pas donné lieu à calcul d'impôt différé | -330 | -76 |
| Impact des déficits | 430 | 371 |
| Autres impôts exigibles | | |
| **Charge nette d'impôt** | **2 745** | **545** |

### *Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions*

| Libellés | 31.12.19 | 31.12.18 |
|---|---|---|
| Dotations aux amortissements | 23 578 | 21 872 |
| Dotations aux dépréciations et aux provisions | 1 095 | 1 987 |
| **Total** | **24 673** | **23 859** |

### *Personnel*

| Effectif moyen du personnel | 31.12.19 | | | 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|
| | Assurance | Autres activités | Total | |
| Cadres | 24 | 752* | 776 | 707 |
| Techniciens | 31 | 3 471** | 3 502 | 3 187 |
| **Total** | **55** | **4 223** | **4 278** | **3 894** |
| Charges de personnel | 3 454 | 209 141 | 212 595 | 196 647 |

L'effectif moyen ci-dessus inclut la quote-part contrôlée des effectifs employés par les entreprises consolidées par intégration proportionnelle en 2019 (* cadres : 5, ** techniciens : 28) et exclut le Maroc.

L'effectif des personnels sous contrat à durée indéterminée au 31.12.19 représente 3 524 personnes (hors Maroc et incluant la quote-part des effectifs employés par les entreprises consolidées par intégration proportionnelle).

### *Honoraires des Commissaires aux comptes*

- Honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes : 522 K€.
  dont Mazars : 291 K€
  Groupe Y : 218 K€
  Marca Cardinal : 13 K€
- Honoraires comptabilisés au titre des autres services réalisés par les commissaires aux comptes : 63 K€.
  dont Mazars : 60 K€
  Groupe Y : 3 K€

## Comptes de résultats sectoriels

***Compte technique de l'assurance Non Vie***

| | Opérations brutes | Cessions et rétrocessions | Opérations nettes 31.12.19 | Opérations nettes 31.12.18 |
|---|---|---|---|---|
| **Primes acquises** | **128 759** | **-5 637** | **123 122** | **105 900** |
| - Primes | 132 865 | -5 749 | 127 116 | 108 663 |
| - Variation des primes non acquises | -4 106 | 112 | -3 994 | -2 763 |
| **Part du compte technique dans les produits nets de placements** | **101** | | **101** | **58** |
| **Autres produits techniques** | **629** | **320** | **949** | **1 015** |
| **Charges de sinistres** | **-90 713** | **2 466** | **-88 247** | **-76 422** |
| - Prestations et frais payés | -89 916 | 2 667 | -87 249 | -75 123 |
| - Charges des provisions pour sinistres | -797 | -201 | -998 | -1 299 |
| **Charges des autres provisions techniques** | **309** | | **309** | **26** |
| **Participation aux résultats** | **-1 911** | **23** | **-1 888** | **1 123** |
| **Frais d'acquisition et d'administration** | **-22 417** | **1 659** | **-20 758** | **-16 334** |
| - Frais d'acquisition | -17 495 | | -17 495 | -13 383 |
| - Frais d'administration | -4 922 | | -4 922 | -4 534 |
| - Commissions reçues des réassureurs | | 1 659 | 1 659 | 1 583 |
| **Autres charges techniques** | **-4 384** | | **-4 384** | **-4 967** |
| **Variation de la provision pour égalisation** | | | | |
| **Résultat technique de l'assurance Non Vie** | **10 373** | **-1 169** | **9 204** | **10 399** |
| Participation des salariés | | | | |
| Produits nets des placements hors part du compte technique | 250 | | 250 | 41 |
| **Résultat de l'exploitation courante** | **10 623** | **-1 169** | **9 454** | **10 440** |

■ ***Comptes d'exploitation des autres activités***

| | 31.12.19 | 31.12.18 |
|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 700 598 | 660 294 |
| Autres produits d'exploitation | 5 661 | 2 491 |
| Achats consommés | -365 427 | -347 877 |
| Charges de personnel (y compris la participation des salariés) | -209 626 | -193 778 |
| Autres charges d'exploitation | -85 993 | -77 381 |
| Impôts et taxes | -22 307 | -20 419 |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | -24 481 | -23 623 |
| **Résultat d'exploitation** | **-1 575** | **-293** |
| Produits financiers | 577 | 309 |
| Charges financières | -488 | -922 |
| **Résultat de l'exploitation courante** | **-1 486** | **-906** |

## Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

IMA SA cède 8 000 actions d'IMA Benelux à la société Ethias, soit 16 % du capital, au 01/01/2020. La part d'IMA SA dans IMA Benelux passe ainsi de 50% à 34%.

L'épidémie du coronavirus "COVID-19" se propage dans le monde entier depuis janvier 2020. Les impacts de cette crise sanitaire sur les comptes 2020 et ses conséquences sur le Groupe IMA ne sont pas encore connus à la date d'établissement du présent rapport.

# 2.5
# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés

**Exercice clos le 31 décembre 2019**

A l'Assemblée Générale de la société Inter Mutuelles Assistance SA,

## 1 ◗ Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Inter Mutuelles Assistance SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Directoire le 16 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## 2 ◗ Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## 3 ◗ Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice :

- Certains postes techniques propres à l'assurance, à l'actif et au passif des comptes consolidés de votre Groupe, sont estimés en utilisant des données statistiques et des techniques actuarielles. Il en est ainsi notamment des provisions techniques. Les modalités de détermination de ces éléments ainsi que les montants concernés sont relatées dans la note « Provisions techniques » de l'annexe.

  Nous nous sommes assurés de la cohérence d'ensemble des hypothèses et des modèles de calcul retenus par votre Groupe ainsi que de la conformité des évaluations obtenues avec les exigences de son environnement réglementaire et économique.

- Votre Groupe détaille les modalités de valorisation et de dépréciation retenues pour les placements dans la note « Placements financiers » de l'annexe aux comptes.

  Nous avons vérifié que les valorisations et les dépréciations retenues étaient cohérentes avec l'intention de détention de ces titres par le Groupe et examiné, en tant que de besoin, les données, les hypothèses retenues et la documentation préparée dans ce cadre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

## 4 ◗ Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe arrêté le 16 mars 2020.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du Groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

## 5 ◗ Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

## 6 ◗ Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Niort et à Paris La Défense, le 25 mai 2020

Les Commissaires aux Comptes

| GROUPE Y AUDIT | MAZARS | |
|---|---|---|
| Christophe MALÉCOT | Nicolas DUSSON | Pierre de LATUDE |

GROUPE Y AUDIT
Siège social : 53 rue des Marais - CS 18421 - 79 024 Niort Cedex
Tel : +33 (0) 5 49 32 49 01 - Fax : +33 (0) 5 49 32 49 07
Societe par actions simplifiee d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Capital de 37 000 Euros - RCS Niort B 377 530 563

MAZARS
Siège social : 61 rue Henri Regnault - 92075 Paris La Défense Cedex
Tel : +33 (0) 1 49 97 60 00 - Fax : +33 (0) 1 49 97 60 01
Societe Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes à Directoire et Conseil de Surveillance
Capital de 8 320 000 Euros - RCS Nanterre B 784 824 153

## Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

# 03

# COMPTES IMA SA


3.1 Bilan 80
Bilan actif 80
Bilan passif 81

3.2 Compte de résultat 82

3.3 Annexe aux comptes 84
Faits caractéristiques de l'exercice 84
Principes comptables et modes d'évaluation retenus 84
Changement de méthode 85
Evénements marquants depuis la clôture de l'exercice 85
Informations complémentaires sur le bilan 86
Etats des placements et de la trésorerie 88
Informations complémentaires sur les autres postes du passif 95
Autres informations sur les postes du bilan 95
Engagements hors bilan 96
Informations sur le compte de résultat 97
Autres informations 99

3.4 Rapports des Commissaires aux Comptes 100
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels 100
Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées 103

# 3.1 Bilan

## Bilan actif

| Rubriques | Montant Brut | Amortissements | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---|---|---|---|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| ***Immobilisations incorporelles*** | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles | | | | |
| ***Immobilisations corporelles*** | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel, outillage | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 300 | | 300 | 300 |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| ***Immobilisations financières*** | | | | |
| Participations par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 88 891 373 | 4 297 858 | 84 593 515 | 69 168 591 |
| Créances rattachées à des participations | 5 061 506 | | 5 061 506 | 3 164 888 |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| **Actif immobilisé** | **93 953 179** | **4 297 858** | **89 655 321** | **72 333 779** |
| ***Stocks et en-cours*** | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | |
| En-cours de production de biens | | | | |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés/commandes | | | | |
| ***Créances*** | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | | | | 10 436 |
| Autres créances | 23 110 619 | | 23 110 619 | 50 095 533 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| ***Divers*** | | | | |
| Valeurs mobilières de placement (dont actions propres) | 30 293 751 | 14 639 | 30 279 112 | 41 995 213 |
| Disponibilités | 34 928 557 | | 34 928 557 | 10 989 602 |
| ***Comptes de régularisation*** | | | | |
| Charges constatées d'avance | | | | |
| **Actif circulant** | **88 332 927** | **14 639** | **88 318 287** | **103 090 784** |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecarts de conversion actif | | | | 329 |
| **TOTAL GENERAL** | **182 286 105** | **4 312 497** | **177 973 608** | **175 424 892** |

## *Bilan passif*

| Rubriques | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---|---|
| Capital social ou individuel (dont versé : 36 147 924) | 36 147 924 | 34 718 854 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | 48 574 581 | 38 209 150 |
| Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence) | | |
| Réserve légale | 3 090 189 | 2 880 105 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | 9 833 | 9 833 |
| Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours) | 7 353 | 7 353 |
| Autres réserves (dont achat d'oeuvres originales artistes) | | |
| Report à nouveau | 29 559 327 | 27 874 952 |
| ***Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)*** | ***692 569*** | ***4 201 690*** |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| **Capitaux propres** | **118 081 776** | **107 901 935** |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| **Autres fonds propres** | | |
| Provisions pour risques | | 329 |
| Provisions pour charges | | |
| **Provisions pour risques et charges** | | **329** |
| ***Dettes financières*** | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 5 517 902 | 3 651 099 |
| Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs) | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| ***Dettes d'exploitation*** | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 215 933 | 3 142 707 |
| Dettes fiscales et sociales | 2 933 | |
| ***Dettes diverses*** | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 54 150 566 | 60 728 821 |
| ***Comptes de régularisation*** | | |
| Produits constatés d'avance | | |
| **Dettes** | **59 887 334** | **67 522 628** |
| Ecarts de conversion passif | 4 498 | |
| **TOTAL GENERAL** | **177 973 608** | **175 424 892** |
| Résultat de l'exercice en centimes | 692 569,42 | |
| Total du bilan en centimes | 177 973 608,01 | |

# 3.2
# Compte de résultat

| Rubriques | France | Exportation | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---|---|---|---|
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue de biens | | | | |
| Production vendue de services | 16 429 | | 16 429 | |
| ***Chiffres d'affaires nets*** | 16 429 | | 16 429 | |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | | | 329 | |
| Autres produits | | | 9 326 | 16 971 |
| **Produits d'exploitation** | | | **26 085** | **16 971** |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | |
| Achats matières premières, autres approvisionnements (et droits de douane) | | | | |
| Variations de stock (matières premières et approvisionnements) | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 3 906 146 | 4 208 261 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 1 062 | 853 |
| Salaires et traitements | | | | |
| Charges sociales | | | | |
| ***Dotations d'exploitation*** | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux provisions | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux provisions | | | | |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | 329 |
| Autres charges | | | 6 541 | 15 438 |
| **Charges d'exploitation** | | | **3 913 748** | **4 224 881** |
| **Résultat d'exploitation** | | | **(3 887 663)** | **(4 207 910)** |
| ***Opérations en commun*** | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| ***Produits financiers*** | | | | |
| Produits financiers de participations | | | 3 444 389 | 3 087 125 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 147 797 | 110 020 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | 326 538 | 2 160 140 |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | 57 935 | 51 207 |
| **Produits financiers** | | | **3 976 659** | **5 408 492** |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | 439 715 | 759 212 |
| Interêts et charges assimilées | | | 2 591 | 15 273 |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | 72 033 | 70 962 |
| **Charges financières** | | | **514 339** | **845 447** |
| Résultat financier | | | **3 462 320** | **4 563 045** |
| Résultat courant avant impôts | | | **(425 343)** | **355 135** |

| Rubriques | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---|---|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 0 | 1 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 468 205 | 128 680 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| Produits exceptionnels | 468 206 | **128 680** |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | 19 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 463 906 | 29 786 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | |
| Charges exceptionnels | 463 906 | **29 805** |
| Résultat exceptionnel | 4 299 | **98 875** |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | |
| Impôts sur les bénéfices | (1 113 613) | (3 747 680) |
| Total des produits | 4 470 950 | 5 554 144 |
| Total des charges | 3 778 380 | 1 352 454 |
| Bénéfice ou perte | 692 569 | 4 201 690 |

# 3.3 Annexe aux comptes

## Faits caractéristiques de l'exercice

En tant que société holding, IMA SA détient des participations dans les sociétés du Groupe pour une valeur nette de 76 M€. Elle assure le financement de ses filiales.

En septembre 2019, IMA SA a racheté les actions détenues par UnipolSAI Assicurazioni S.p.A et a réduit le capital par annulation des actions rachetées pour un total de 1 242 K€ de capital et 3 121 K€ de primes d'émission.

En novembre 2019, IMA SA a procédé à une augmentation de capital dans le cadre de la délégation de compétence accordée par l'AGE du 11 octobre 2018 de 2 671 K€ le portant ainsi à 36 148 K€, avec une prime d'émission de 13 487 K€.

Au cours de l'exercice, IMA SA a augmenté le capital de ses filiales IMA Innovation pour 10 000 K€ et IMA Participations pour 6 000 K€. Les actions de Liberty Rider ont été cédées à IMA Participations.

Sa filiale IMA Italia a procédé à une augmentation de capital au profit de SOCIETA' CATTOLICA DI ASSICURAZIONE pour 1 350 K€. Cette augmentation de capital réservée a eu pour effet de ramener son pourcentage de détention de la filiale IMA Italia à 65 %.

IMA SA a procédé à des avances en compte-courant au profit d'IMA Technologies pour 1 949 K€ dans le cadre des travaux immobiliers de la Chantrerie.

IMA SA a perçu 3 444 K€ de dividendes (1 500 K€ d'IMA Assurances, 700 K€ d'IMA Protect, 500 K€ d'Assurima, 100 K€ d'IMA Voyages, 294 K€ de WAFA-IMA et 350 K€ d'IMA Technologies).

Les revenus de placements basés sur des investissements à court et moyen terme s'établissent à 0,35 % en moyenne en 2019.

Le taux EONIA ressort en moyenne sur 2019 à -0,418 %, le taux EURIBOR 3 mois à -0,357 % et le taux EURIBOR 12 mois à -0,217 %.

Le résultat financier, incluant les dotations/reprises aux dépréciations des titres de participation et des valeurs mobilières de placement, ressort à 3 462 K€ contre 4 563 K€ en 2018.

La suppression du CICE à compter du 1er janvier 2019 a réduit fortement le crédit d'impôt sur les sociétés dans les comptes d'IMA SA.

## Principes comptables et modes d'évaluation retenus

Les présents comptes ont été établis conformément :

- Aux dispositions des articles L 123-12 à L 123-28 du Code de commerce ;
- Aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France : Le règlement de l'ANC 2018-01 du 20 avril 2018, modifiant le règlement 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, a été homologué par arrêté du 26 décembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### Bilan actif

■ ***Actif immobilisé***

***Immobilisations incorporelles***

La société ne possède aucune immobilisation incorporelle.

***Immobilisations corporelles***

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires).

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée réelle d'utilisation selon le mode linéaire.

***Immobilisations financières***

Placements dans des entreprises liées et dans des entreprises avec un lien de participation

Les titres de participation sont représentés essentiellement par les actions détenues par notre société dans ses filiales.

Ils sont enregistrés au bilan à leur coût d'acquisition.

L'évaluation des titres est effectuée sur la base de l'actif net comptable et d'éléments prévisionnels. Les titres en moins-value font l'objet d'un examen en vue de déterminer le caractère durable de la dépréciation.

Une dépréciation complémentaire de 425 K€ des titres IMA UK a été réalisée à hauteur de la situation nette négative, portant ainsi la provision totale de 1 845 K€ à fin décembre 2019.

***Autres titres immobilisés***

Il s'agit des titres, autres que les titres de participation, que notre société a l'intention de conserver durablement. Ils sont représentatifs de parts de capital ou de placements à long terme.

Leur détention n'est pas directement liée à l'activité de la société. Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

■ ***Créances***
Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.
Une dépréciation est pratiquée pour les créances lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

■ ***Valeurs mobilières de placement***
Ces valeurs représentent des parts d'OPCVM, des certificats de dépôt négociables et des comptes à terme. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.
La valeur d'inventaire de ces titres est calculée sur la base du dernier cours coté au jour de l'inventaire.
Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'entrée.
Le montant brut total du poste « valeurs mobilières de placement » au 31 décembre 2019 est de 30 293 751 euros.
Ces placements représentent pour une partie la contrepartie de la centralisation de trésorerie (sommes prêtées par les autres sociétés du Groupe pour 29 547 K€) et, pour le solde des fonds propres d'IMA SA (747 K€).

Au 31 décembre 2019, la valeur du poste est la suivante (montants en K€)

| | Valeur d'achat | Valeur d'inventaire | Plus-value latente | Dépréciations titres |
|---|---|---|---|---|
| Parts d'OPCVM | 8 967 | 8 952 | 104 | 15 |
| Certificats de dépôt, comptes à terme* | 21 327 | 21 327 | | |
| **TOTAL** | **30 294** | **30 279** | **104** | **15** |

*Certificats de dépôt et comptes à terme sont présentés hors intérêts courus et non échus au 31/12/2019 (163 K€)

■ ***Comptes de régularisation actif***
Les charges payées au cours de l'exercice mais non imputables à ce dernier sont portées en charges constatées d'avance.

### Bilan passif

■ ***Capitaux propres***
Le capital social est composé de 2 371 911 actions de 15,24 euros, entièrement libérées.

■ ***Provisions***
Aucune provision pour pertes de change n'a été constatée au 31 décembre 2019.

■ ***Dettes financières***
Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement.
Dans le cas de notre société, les dettes financières sont essentiellement constituées d'un nouvel emprunt souscrit en 2018 à échéance en 2023.

■ ***Hors bilan***

La société a donné des engagements financiers pour un montant de 135 447 K€.

Ces engagements sont essentiellement des passifs externes des GIE et SCI dans lesquels elle a des participations, ainsi que des garanties de rachats d'actions qu'elle a données.

Elle a reçu des engagements pour 19 170 K€. Ces opérations sont détaillées dans le chapitre "Engagements hors bilan".

## Changement de méthode

■ ***Changement de méthode d'évaluation***
Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

■ ***Changement de méthode de présentation***
Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

## Evénements marquants depuis la clôture de l'exercice

IMA SA cède 8 000 actions d'IMA Benelux à la société Ethias, soit 16 % du capital, au 01/01/2020. La part d'IMA SA dans IMA Benelux passe ainsi de 50 % à 34 %.

L'épidémie du coronavirus "COVID-19" se propage dans le monde entier depuis janvier 2020. Les impacts de cette crise sanitaire sur les comptes 2020 et ses conséquences sur le Groupe IMA ne sont pas encore connus à la date d'établissement du présent rapport.

## Informations complémentaires sur le bilan

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

### *Actif immobilisé et créances rattachées*

*Analyse des variations de certains postes d'actif immobilisé*

| Nature | Valeur brute début d'exercice | Augmentation | Diminution | Valeur brute fin d'exercice |
|---|---|---|---|---|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| . Participations par mise en équilibre | | | | |
| . Autres participations | 64 256 | 16 000 | | 80 256 |
| . Autres titres immobilisés | 252 | 314 | 464 | 102 |
| . Prêts et autres immobilisations financières | 8 534 | | | 8 534 |
| . Autres créances rattachées à des participations | 3 165 | 5 062 | 3 165 | 5 062 |
| **Total** | **76 207** | **21 376** | **3 629** | **93 954** |

*Actif avec clause de réserve de propriété*

Aucune acquisition d'immobilisation non réglée au 31 décembre 2019.

*Décomposition de la variation des dépréciations liées à l'actif immobilisé*

| Nature | Dépréciations cumulées début d'exercice | Dotations aux dépréciations de l'exercice | Reprises sur dépréciations de l'exercice | Dépréciations cumulées fin d'exercice |
|---|---|---|---|---|
| Immobilisations financières | | | | |
| . Autres participations | 3 873 | 425 | 0 | 4 298 |
| . Autres titres immobilisés | | | | |
| . Prêts et autres immobilisations financières | | | | |
| Créances | | | | |
| . Autres créances rattachées à des participations | | | | |
| **Total** | **3 873** | **425** | **0** | **4 298** |

| Nature | Valeur brute fin d'exercice | Dépréciations | Valeur nette fin d'exercice |
|---|---|---|---|
| Immobilisations financières | | | |
| . Autres participations | 80 256 | 4 298 (*) | 75 958 |
| . Autres titres immobilisés | 102 | | 102 |
| . Prêts et autres immobilisations financières | 8 534 | | 8 534 |
| Créances | | | |
| . Autres créances rattachées à des participations | | | |
| **Total** | **88 892** | **4 298** | **84 594** |

(*) Dépréciation des titres de participation 1 845 K€ IMA UK / 2 453 K€ Séréna

### *État des échéances des créances*

| Etat des créances | Montant | 1 an au plus | Plus d'1 an |
|---|---|---|---|
| Créances clients | | | |
| Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée | | | |
| Etat impôt sur les sociétés | 773 | 773 | |
| Groupe et Associés | 22 333 | 22 333 | |
| Débiteurs divers et produits à recevoir | 5 | 5 | |
| **Total** | **23 111** | **23 111** | |

### *Autres créances*

*Débiteurs actifs nets de dépréciations*

| Libellés | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---|---|
| Comptes courants des entreprises liées | 22 333 | 47 005 |
| Débiteurs divers | 5 | 3 |
| Produits à recevoir | | |
| Charges constatées d'avance | | |
| **Total** | **22 338** | **47 008** |

*Etat, Sécurité Sociale et collectivités publiques*

| Libellés | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---|---|
| Impôt sur les sociétés | 773 | 3 088 |
| **Total** | **773** | **3 088** |

### *Etat des échéances des dettes*

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 58 624 K€.

| Etat des dettes | Montant brut | 1 an au plus | Plus d'1 an Moins de 5 ans | Plus de 5 ans |
|---|---|---|---|---|
| Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit | 5 518 | 1 607 | 3 911 | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 216 | 216 | | |
| Etat : Taxe sur la valeur ajoutée | 3 | 3 | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | | | | |
| Dettes : sur immobilisations | | | | |
| Groupe et associés* | 54 151 | 54 151 | | |
| Charges à payer | | | | |
| **Total** | **59 888** | **55 977** | **3 911** | |

(*) Dettes de cash pooling : 51 879 K€

### *Autres dettes*

*Etat, organismes Sécurité Sociale et collectivités publiques*

| Libellés | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---|---|
| Impôt sur les sociétés | | |
| Charges à payer | | |
| Taxes collectées | 3 | |
| **Total** | **3** | **0** |

*Créditeurs divers nets*

| Libellés | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---|---|
| Comptes courants des entreprises liées | 53 143 | 60 326 |
| Dette d'intégration fiscale des filiales | 1 008 | 402 |
| Fournisseurs frais généraux | 34 | 2 913 |
| Charges à payer | 182 | 230 |
| **Total** | **54 367** | **63 871** |

## Etats des placements et de la trésorerie

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

### *Centralisation de trésorerie*

La centralisation de la trésorerie est une procédure qui consiste à faire remonter sur une même société, les encaissements et les décaissements affectant les comptes bancaires d'entités formant un groupe d'entreprises afin d'optimiser la gestion de la trésorerie.

Dans le Groupe IMA, c'est dans la société IMA SA que le compte centralisateur (ou compte pivot) est ouvert. IMA SA est chargée de collecter, de distribuer ou de placer les fonds disponibles.

La centralisation de trésorerie a été mise en place à compter du 1er mars 2006 sur les sociétés françaises du Groupe.

La position des soldes bancaires du 31 décembre 2019, apportée à la centralisation de la trésorerie, s'établit ainsi :

| Libellés | Solde bancaire reçu de la centralisation de trésorerie |
|---|---|
| Société Générale | 29 547 |
| **Total** | **29 547** |

Cette somme est comptabilisée au bilan pour les montants suivants :

| | | |
|---|---|---|
| ACTIF | Autres créances | -22 332 K€ |
| PASSIF | Autres dettes | 51 879 K€ |
| | | 29 547 K€ |

La position globale de la trésorerie du compte centralisateur au 31 décembre 2019 s'établit ainsi

| | Société Générale |
|---|---|
| IMA GIE | -9 093 |
| IMA Assurances | 10 070 |
| IMA Services | -6 074 |
| IMA Voyages | 475 |
| ASSURIMA | 14 409 |
| IMA Technologies | 5 234 |
| IMA Protect | 5 472 |
| SCI Bellune | -3 830 |
| Inter Mutuelles Habitat GIE | -3 335 |
| IMA Participations | 9 170 |
| IMA Innovation | 6 554 |
| Domissima | 15 |
| Séréna | 480 |
| **Total** | **29 547** |

La centralisation de trésorerie repose sur des mouvements effectifs de fonds entre le compte centralisateur et les comptes participants et génère, par conséquent, une relation de prêt/emprunt intragroupe nécessitant la mise en place d'une rémunération calculée de la façon suivante :

Les avances consenties portent intérêt au taux Eonia -0,20 (avec un taux minimum de 0 %) sur les positions créditrices (emprunts) et Eonia +0,20 sur les positions débitrices (prêts).

Ces rémunérations ressortent comme suit pour l'exercice :

| | Intérêts versés | Intérêts perçus |
|---|---|---|
| Exercice 2019 | 0 | 0 |

■ ***Placements***

Etat détaillé des placements IMA SA au 31/12/19

Les montants ci-après sont présentés en euros.

| Codes ISIN | Nombre et désignation des valeurs | Localisation | Valeur inscrite au bilan | | Valeur nette au bilan | Valeur de réalisation |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Valeur brute | Correction valeur | | |
| | Valeurs immobilières de placement | | | | | |
| | **OPCVM** | | | | | |
| FR0000008997 | OFI RS LIQUIDITES | FRANCE | 1 956 282 | | 1 956 282 | 1 954 556 |
| FR0000945180 | OFI RS EURO IG CLIMATE CHANGE IC | FRANCE | 326 013 | | 326 013 | 326 548 |
| FR0000979866 | OFI RS EURO CREDIT SHORT TERM I | FRANCE | 2 885 796 | | 2 885 796 | 2 930 787 |
| FR0010191908 | ECOFI CONVERTIBLES EURO | FRANCE | 314 180 | 14 639 | 299 541 | 299 541 |
| FR0013304391 | OFI RISK ARB ABSOLU RF | FRANCE | 637 380 | | 637 380 | 649 520 |
| FR0013309036 | OFI RS PRUNDENT RF | FRANCE | 589 756 | | 589 756 | 597 402 |
| IE0033758917 | MUZINICH ENHANCEDYIELD SHORT TERM | FRANCE | 655 758 | | 655 758 | 667 006 |
| IE00BDZRX185 | NEUBERGER BERMAN SHR DUR EM DBT EUR | IRLANDE | 193 500 | | 193 500 | 194 580 |
| LU1161526659 | EDR FUND - BOND ALLOCATION K EUR | LUXEMBOURG | 335 790 | | 335 790 | 338 970 |
| LU1209226296 | OFI FDS RS EUROPEAN EQUITY POSITIVE ECONOMY | FRANCE | 503 428 | | 503 428 | 519 755 |
| LU1694789378 | DNCA INVEST ALPHA BONDS | FRANCE | 442 622 | | 442 622 | 452 105 |
| LU1790049099 | AXA WF GLOBAL INFLATION BONDS REDEX IEC | FRANCE | 126 455 | | 126 455 | 125 796 |
| | **Sous-total OPCVM** | | **8 966 961** | **14 369** | **8 952 321** | **9 056 567** |
| | **Certificat de dépôt - BMTN - Compte à terme** | | | | | |
| | CAT TRESO LIBRE LCL 09/12/19 - 09/01/20 reconductible | FRANCE | 3 295 952 | | 3 295 952 | 3 296 264 |
| | CAT TRESO LIBRE LCL 11/12/19 - 11/01/20 reconductible | FRANCE | 1 030 828 | | 1 030 828 | 1 030 917 |
| | CAT TRESO PLUS SG 16/12/19 - 16/01/20 reconductible | FRANCE | 5 000 000 | | 5 000 000 | 5 000 438 |
| | CSL CE | FRANCE | 10 | | 10 | 10 |
| | CAT CE 60 mois 13/07/17 - 13/07/22 | FRANCE | 3 000 000 | | 3 000 000 | 3 059 310 |
| | CAT CE 60 mois 18/10/17 - 18/10/22 | FRANCE | 2 600 000 | | 2 600 000 | 2 636 126 |
| | CAT CE 60 mois 18/10/17 - 18/10/22 | FRANCE | 2 600 000 | | 2 600 000 | 2 636 126 |
| | CAT CE 48 mois 24/05/18 - 24/05/22 | FRANCE | 750 000 | | 750 000 | 758 926 |
| | CAT CE 48 mois 24/05/18 - 24/05/22 | | 750 000 | | 750 000 | 758 926 |
| | CAT FIDELIS 3 ans BP 28/11/19 - 28/11/22 | | 2 300 000 | | 2 300 000 | 2 300 211 |
| | **Sous-total BMTN - CAT** | | **21 326 790** | | **21 326 790** | **21 477 252** |

■ ***Placements (suite)***

| Codes ISIN | Nombre et désignation des valeurs | Localisation | Valeur inscrite au bilan | | Valeur nette au bilan | Valeur de réalisation |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Valeur brute | Correction valeur | | |
| | **Titres de participation en France** | | | | | |
| | 3000000 - IMA GIE - 84,57% du capital | FRANCE | 3 000 000 | | 3 000 000 | 3 285 609 |
| | 1045097 - IMA SERVICES | FRANCE | 6 547 354 | | 6 547 354 | 5 530 999 |
| | 20966 - IMA TECHNOLOGIES | FRANCE | 642 686 | | 642 686 | 6 375 611 |
| | 115313 - IMA PROTECT | FRANCE | 4 317 460 | | 4 317 460 | 14 564 965 |
| | 3280 - IMA VOYAGES | FRANCE | 95 793 | | 95 793 | 1 073 919 |
| | 699999 - IMA ASSURANCES | FRANCE | 6 999 990 | | 6 999 990 | 35 572 102 |
| | 619999 - ASSURIMA | FRANCE | 6 199 990 | | 6 199 990 | 17 393 996 |
| | 8000 - IMA HABITAT - 80% du capital | FRANCE | 80 000 | | 80 000 | 80 000 |
| | 1500 - DOMISSIMA | FRANCE | 25 000 | | 25 000 | 25 000 |
| | 8436256 - SERENA | FRANCE | 3 007 829 | 2 453 173 | 554 656 | 1 196 125 |
| | 1000000 - IMA INNOVATION | FRANCE | 20 000 000 | | 20 000 000 | 18 327 752 |
| | 600000 – IMA PARTICIPATIONS | FRANCE | 12 000 000 | | 12 000 000 | 11 583 408 |
| | 1 - TELEMEDICINE TECHNOLOGIES | FRANCE | 20 | | 20 | 20 |
| | | | | | | |
| | 10099 - SCI BELLUNE | FRANCE | 2 019 800 | | 2 019 800 | 9 610 844 |
| | | | | | | |
| | **Titres de participation à l'étranger** | | | | | |
| | 25000 - IMA BENELUX - 50% du capital | BELGIQUE | 250 000 | | 250 000 | 1 529 727 |
| | 38235 - IMA IBERICA SA | ESPAGNE | 4 201 843 | | 4 201 843 | 11 060 860 |
| | 21795 - IMA ITALIA SPA - 65% du capital | ITALIE | 2 319 608 | | 2 319 608 | 14 227 277 |
| | 100000 - IMA PROTECT ITALIA | ITALIE | 100 000 | | 100 000 | -115 638 |
| | 81260 - IMA UK | ANGLETERRE | 2 022 059 | 1 844 685 | 177 374 | 177 374 |
| | 3600 - IMA DEUTSCHLAND GMBH | ALLEMAGNE | 650 660 | | 650 660 | 1 401 411 |
| | 4500 - IMA SERVIZI SPA - 4,5% du capital | ITALIE | 702 | | 702 | 74 625 |
| | 15049 - PRESTIMA | ESPAGNE | 4 001 256 | | 4 001 256 | 4 560 346 |
| | 174998 - WAFA IMA ASSISTANCE - 35% du capital | MAROC | 1 640 812 | | 1 640 812 | 4 868 016 |
| | 250 - TITRES HEALTHCASE LLC - 25% du capital | ETATS UNIS | 10 947 | | 10 947 | 75 986 |
| | **Sous-total Titres de participation** | | **80 133 810** | **4 297 858** | **75 835 952** | **162 480 333** |
| | **Autres titres immobilisés** | | | | | |
| | 80 - SCI IMIS | FRANCE | 121 959 | | 121 959 | 237 576 |
| | 2 - TITRES D'ARVA | FRANCE | 1 524 | | 1 524 | 1 566 |
| | 6040 - TITRES S.A.C.R.A | FRANCE | 92 079 | | 92 079 | 92 110 |
| | 800 - TITRES SEMTAN | FRANCE | 8 000 | | 8 000 | 8 000 |
| | **Sous-total autres titres** | | **223 653** | | **223 563** | **339 252** |
| | **Prêt SCI Bellune** | **FRANCE** | **8 534 000** | | **8 534 000** | **8 534 000** |
| | **Ensemble des valeurs** | | **119 185 124** | **4 312 497** | **114 872 627** | **201 887 404** |

■ ***Entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation***

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

*Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2019*
Toutes les filiales clôturent leurs comptes au 31 décembre.
Les données d'IMA UK, WAFA IMA Assistance et Healthcase sont converties au taux de clôture.

| Sociétés | Capital | Autres capitaux propres | % du capital détenu | Valeur brute | Valeur nette | Prêts avances consentis par IMA SA | Cautions avals donnés par IMA SA | CA HT ou primes brutes acquises de l'exercice | Résultat net comptable de l'exercice | Dividendes encaissés par IMA SA en 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Filiales détenues à plus de 50 %** | | | | | | | | | | |
| **Sociétés d'assurance françaises** | | | | | | | | | | |
| . IMA Assurances (SA) | 7 000 | 28 414 | 99,99 | 7 000 | 7 000 | - | - | 59 443 | 2 344 | 1 500 |
| . ASSURIMA (SA) | 6 200 | 11 196 | 99,99 | 6 200 | 6 200 | - | - | 21 168 | 3 635 | 500 |
| Sociétés d'assurance étrangères | | | | | | | | | | |
| . IMA Italia (SPA) | 3 857 | 18 030 | 65,00 | 2 320 | 2 320 | - | - | 36 897* | 368* | |
| . IMA Iberica (SA) | 5 430 | 5 632 | 99,99 | 4 202 | 4 202 | - | - | 11 251 | 533 | |
| * Données non définitives | | | | | | | | | | |
| **Sociétés d'assistance** | | | | | | | | | | |
| . Prestima (SRL) | 2 623 | 1 938 | 99,99 | 4 001 | 4 001 | - | - | 12 229 | 120 | |
| . IMA Deutschland (GMBH) | 652 | 749 | 100,00 | 651 | 651 | 508 | - | 4 604 | -35 | |
| . IMA UK Assistance (Ltd) | 955 | -778 | 100,00 | 2 022 | 177 | - | - | -15 | -442 | |
| **GIE** | | | | | | | | | | |
| . IMA GIE | 3 547 | 338 | 84,57 | 3 000 | 3 000 | - | - | 554 495 | 0 | |
| . IMH GIE | 100 | 0 | 80,00 | 80 | 80 | - | - | 36 614 | 0 | |
| **Sociétés de services** | | | | | | | | | | |
| . IMA Voyages (SASU) | 50 | 1 024 | 100,00 | 96 | 96 | - | - | 1 134 | 160 | 100 |
| . IMA Technologies (SASU) | 500 | 5 875 | 100,00 | 643 | 643 | 4 285 | - | 27 182 | 1 050 | 350 |
| . IMA Protect (SASU) | 1 300 | 13 265 | 100,00 | 4 317 | 4 317 | - | - | 38 273 | 1 258 | 700 |
| . IMA Services (SASU) | 3 553 | 1 977 | 100,00 | 6 547 | 6 547 | - | - | 58 393 | 505 | |
| . Séréna (SA) | 2 008 | -812 | 100,00 | 3 008 | 555 | | | 4 833 | -196 | |
| . Domissima (SARL) | 25 | -9 | 100,00 | 25 | 25 | | | 0 | 0 | |
| . IMA Participations (SASU) | 12 000 | -417 | 100,00 | 12 000 | 12 000 | - | - | 0 | - 257 | |
| . IMA Innovation (SASU) | 20 000 | -1 672 | 100,00 | 20 000 | 20 000 | - | - | 1 177 | -871 | |
| **SCI** | | | | | | | | | | |
| . SCI Bellune | 2 020 | 7 592 | 99,99 | 2 020 | 2 020 | 8 534 | - | 4 508 | 483 | |

■ ***Entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation (suite)***

| Sociétés | Capital | Autres capitaux propres | % du capital détenu | Valeur brute | Valeur nette | Prêts avances consentis par IMA SA | Cautions avals donnés par IMA SA | CA HT ou primes brutes acquises de l'exercice | Résultat net comptable de l'exercice | Dividendes encaissés par IMA SA en 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Participations détenues entre 10 % et 50 %** | | | | | | | | | | |
| **Sociétés d'assurance** | | | | | | | | | | |
| . WAFA IMA Assistance* | 4 711 | 9 197 | 35,00 | 1 641 | 1 641 | 17 | - | 25 209 | 2 458 | 294 |
| **Sociétés d'assistance** | | | | | | | | | | |
| . IMA Benelux | 500 | 2 559 | 50,00 | 250 | 250 | - | - | 5 822 | - 77 | |
| **Autres** | | | | | | | | | | |
| . Healthcase LLC | 44 | 258 | 25,00 | 11 | 11 | 251 | - | 7 900 | 279 | |
| . IMA Protect Italia** | 500 | -1 078 | 20,00 | 100 | 100 | - | - | 14 | -997 | |
| **Autres participations** | | | | | | | | | | |
| **Participations françaises non comprises en A2** | | | | | | | | | | |
| . SCI IMIS | 700 | 402 | 14.29 | 122 | 122 | - | - | 119 | 27 | |
| **Participations étrangères non comprises en A2** | | | | | | | | | | |
| . IMA Servizi (SPA) | 100 | 1 558 | 4,50 | 1 | 1 | - | - | 36 085* | 0 | |

*Données non définitives pour 2019
**Situation au 31/12/2019, premier exercice de 13 mois

*Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations*

| | Filiales | | Participations | |
|---|---|---|---|---|
| | Françaises | Etrangères | Françaises | Etrangères |
| Valeur comptable des titres détenus | | | | |
| Brute | 64 936 | 13 196 | 224 | 2 002 |
| Nette | 62 483 | 11 351 | 224 | 2 002 |
| Montant des prêts et avances accordés (valeurs brutes) | 12 819 | 508 | - | 268 |

■ ***Placements et opérations se rapportant à des entreprises liées et à des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation***

| Société | Montant brut des parts détenues | Montant brut des créances | Montant brut des dettes |
|---|---|---|---|
| IMA Assurances | 7 000 | | 10 070 (4) |
| | | | 1 594 (2) |
| Assurima | 6 200 | 660 (2) | 14 409 (4) |
| IMA Benelux | 250 | | |
| IMA Deutschland (GMBH) | 651 | 508 (1) | |
| IMA GIE | 3 000 | 9 093 (4) | |
| IMA Iberica (SA) | 4 202 | | |
| IMA Italia (SPA) | 2 320 | | |
| IMA Services | 6 547 | 6 075 (4) | |
| | | 82 (2) | |
| IMA Servizi (SPA) | 1 | | |
| IMA Technologies | 643 | 443 (2) | 5 234 (4) |
| | | 4 285 (1) | 2 (3) |
| IMA UK Assistance (LTD) | 2 022 | | |
| IMA Voyages | 96 | | 475(4) |
| | | | 27 (2) |
| IMIS | 122 | | |
| IMA Protect | 4 317 | 58(2) | 5 472 (4) |
| | | | 1 264 (1) |
| Inter Mutuelles Habitat | 80 | 3 335 (4) | |
| IMA Participations | 12 000 | | 9 170 (4) |
| IMA Innovation | 20 000 | | 100 (4) |
| | | | 6 554 (4) |
| | | | 370 (2) |
| Prestima (SRL) | 4 001 | | |
| SCI Bellune | 2 020 | 8 534 (5) | |
| | | 3 830 (4) | |
| WAFA IMA Assistance | 1 641 | 17 (1) | |
| Domissima | 25 | | 14 (4) |
| Serena | 3 008 | | 161 (2) |
| | | | 480 (4) |
| IMA Protect Italia | 100 | | |
| Autres titres (dont titres Healthcase) | 113 | 251 (1) | |
| **Total** | **88 891** | **37 171** | **55 397** |
| Dépréciations | -4 298 | 0 | 0 |
| **Montants nets** | **84 593** | **37 171** | **55 397** |
| Dont au titre d'opérations d'assurance | 21 363 | 677 | 26 073 |
| Dont au titre d'autres opérations | 63 230 | 36 494 | 29 324 |

| | | |
|---|---|---|
| (1) compte courant | 5 061 | 1 264 |
| (2) intégration fiscale | 1 244 | 2 252 |
| (3) créances clients / dettes fournisseurs | 0 | 2 |
| (4) centralisation trésorerie | 22 332 | 51 878 |
| (5) prêts / autres dettes | 8 534 | |

## Informations complémentaires sur les autres postes du passif

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

***Composition de l'actionnariat***

Le capital social à la clôture de l'exercice est constitué de 2 371 911 actions simples d'une valeur nominale de 15,24 euros.

Chaque action confère un et un seul droit de vote à son détenteur.

Aucune obligation convertible n'a été émise par IMA SA.-

***Mouvements des fonds propres et réserves***

| Nature | 31.12.18 | Affectation du résultat N-1 | Mouvements N résultat N | 31.12.19 |
|---|---|---|---|---|
| Capital | 34 719 | | 1 429 | 36 148 |
| Primes liées au capital | 38 209 | | 10 365 | 48 575 |
| Réserve légale | 2 880 | 210 | | 3 090 |
| Réserve statutaire (1) | 10 | | | 10 |
| Autre réserve | 7 | | | 7 |
| Report à nouveau | 27 875 | 3 992 | -2 307 | 29 559 |
| Résultat de l'exercice | 4 202 | -4 202 | 693 | 693 |
| **Total** | **107 902** | **0** | **10 180** | **118 082** |

(1) Réserve statutaire créée dans le cadre de statuts antérieurs

***Réévaluation au cours de l'exercice***

Aucun élément du bilan n'a fait l'objet d'une réévaluation au cours de l'exercice.

***Provisions pour risques et charges***

Il n'y a pas de provision pour pertes de change au 31 décembre 2019.

## Autres informations sur les postes du bilan

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

*Détail des charges à payer*

| Charges à payer | 31.12.19 | 31.12.18 |
|---|---|---|
| Dettes fournisseurs comptes rattachés | | |
| Factures à recevoir | 182 | 230 |
| **Total des charges à payer** | **182** | **230** |

*Détail des charges constatées d'avance*

| Charges constatées d'avance | 31.12.19 | 31.12.18 |
|---|---|---|
| Charges d'exploitation | | |
| Charges constatées d'avance | 0 | 0 |
| **Total des charges constatées d'avance** | **0** | **0** |

*Détail des produits à recevoir*

| Produits à recevoir | 31.12.19 | 31.12.18 |
|---|---|---|
| Disponibilités | | |
| . 518700 Intérêts courus à recevoir | 164 | 92 |
| **Total des produits à recevoir** | **164** | **92** |

## Engagements hors bilan

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

| Libellé | Total 31/12/2019 | dont engagement à l'égard des | | | Total 31/12/2018 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dirigeants | Entreprises liées | Participation | |
| ***Engagements reçus (1)*** | ***19 170*** | | ***14 302*** | ***4 868*** | ***4 205*** |
| ***Engagements donnés*** | ***135 447*** | | ***134 979*** | ***468*** | ***117 729*** |
| Avals, cautions et garanties de crédit donnés (2) | 9 617 | | 9 617 | 0 | 2 896 |
| Titres et actifs acquis avec engagement de revente | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| Autres engagements sur titres, actifs ou revenus (3) | 9 008 | 0 | 8 540 | 468 | 714 |
| Autres engagements donnés (4) | 116 822 | | 116 822 | 0 | 114 120 |
| ***(1) Engagements reçus*** | ***19 170*** | | ***14 302*** | ***4 868*** | ***4 205*** |
| . Garantie de ventes d'actions | 19 170 | | 14 302 | 4 868 | 4 205 |
| ***(2) Avals, cautions et garanties de crédit donnés*** | ***9 617*** | | ***9 617*** | | ***2 896*** |
| . caution solidaire d'IMA SA en faveur d'AMEX pour l'utilisation de la carte IMA Voyages | 50 | | 50 | | 50 |
| . caution d'IMA SA en faveur de la Société Générale pour l'utilisation de la carte bleue VISA IMA Voyages | 120 | | 120 | | 120 |
| . caution solidaire d'IMA SA à l'égard du bailleur SCI Marie Galante dont le siège social est situé 2 rue Fernand Pelloutier à Nantes (44300) avec la société Inter Mutuelles Téléassistance à l'exécution de l'ensemble des clauses du sous bail pour la location de bureaux sis 10 rue Henri à Nantes (début de location 01/05/2008) | 0 | | 0 | | 588 |
| . caution solidaire d'IMA SA à l'égard du bailleur SARL Bâti. France Finances dont le siège social est situé 60 rue Félix Thomas à Nantes (44000) avec la société Inter Mutuelles. Assistance Technologies à l'exécution de l'ensemble des clauses du bail pour la location de bureaux sis Zac Armor à Saint Herblain (début de location 1/01/2008) | 0 | | 0 | | 1 581 |
| . caution solidaire en faveur du prêteur avec la société SCI Bellune pour le remboursement d'un emprunt de 8 200 000 euros contracté en mars 2006 pour la construction d'un nouveau bâtiment au 30 rue de Bellune à Niort (79000) | 447 | | 447 | | 556 |
| . Caution solidaire en faveur du prêteur avec la société SCI Bellune pour le remboursement d'un emprunt de 9 000 000 euros contracté. | 9 000 | | 9 000 | | 0 |
| (3) Autres engagements sur titres, actifs ou revenus | ***9 008*** | ***0*** | ***8 540*** | ***468*** | ***714*** |
| . Garantie de rachats d'actions | 9 008 | | 8 540 | 468 | 714 |
| (4) Autres engagements donnés | ***116 822*** | | ***116 822*** | | ***114 120*** |
| . Engagements liés à la responsabilité d'associés ou de membres de certaines entités | | | | | |
| . Passifs externes | 116 822 | | 116 822 | | 114 120 |
| - SCI Bellune : quote-part du passif externe de la filiale à la clôture de l'exercice | 21 112 | | 21 112 | | 17 513 |
| - IMA GIE : passif externe de la filiale à la clôture de l'exercice | 79 592 | | 79 592 | | 76 180 |
| - IMH GIE : passif externe de la filiale à la clôture de l'exercice | 16 118 | | 16 118 | | 20 427 |

A l'occasion de diverses opérations sur des participations stratégiques (IMA Benelux, WIA), IMA SA a été conduite à prendre et à recevoir des garanties de ventes ou de rachats sur titres à dire d'expert.
A l'occasion de deux contrats de prêt souscrits par la SCI Bellune auprès de la Société Générale pour la construction d'un nouveau bâtiment, IMA SA a pris l'engagement de conserver les parts qu'elle détient dans la SCI Bellune et dans IMA GIE jusqu'au remboursement complet des emprunts.

## Informations sur le compte de résultat

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

■ ***Commissions***
La société n'a perçu aucune commission sur l'exercice 2019.

■ ***Ventilation du chiffre d'affaires***
La société a comptabilisé 16 K€ de chiffre d'affaires en 2019 relatif au projet IsereAdom.

■ ***Entrées et sortie du portefeuille***
Voir paragraphe précédent.

■ ***Production immobilisée***
La société n'a réalisé aucune production immobilisée en 2019.

■ ***Ventilation des produits et des charges de placement***

*Ventilation des produits et des charges de placement de l'exercice*

| Nature des revenus | Entreprises liées | Autres revenus | Total |
|---|---|---|---|
| Revenus des participations | | | |
| dont dividendes reçus des filiales (IMA Assurances : 1 500K€, IMT : 700 K€, Assurima : 500 K€, WAFA : 294 K€, IMA voyages :100 K€, IMA Technologie : 350 K€) | 3 444 | | 3 444 |
| dont autres revenus des titres de participations | | | |
| dont intérêts sur comptes courants des filiales | | | |
| dont intérêts cash pooling | | | |
| Revenus des placements immobiliers | | | |
| Revenus des autres placements | | 206 | 206 |
| Autres revenus financiers (commissions, honoraires,…) | | | |
| Reprise sur dépréciation des éléments financiers | | 327 | 327 |
| **Total produits financiers** | **3 444** | **533** | **3 977** |
| Frais financiers (commission, honoraires, intérêts et agios,…) | 1 | 2 | 3 |
| Dotation provision pour dépréciation de comptes courants | | 15 | 15 |
| Dotation provision pour dépréciation des titres de participation | 425 | | 425 |
| Pertes sur créances | | | |
| Total des autres charges de placements (moins values, dotations aux amortissements et provisions, charges internes,…) | | 72 | 72 |
| **Total charges financières** | **426** | **89** | **515** |

■ ***Ventilation des charges de personnel***
IMA SA n'a aucun salarié depuis le transfert de l'ensemble de son personnel à IMA GIE au 1er janvier 2001.

■ ***Proportion dans laquelle le résultat de l'exercice a été affecté par des dérogations aux principes généraux d'évaluation***
Aucune dérogation aux principes généraux d'évaluation en application de la réglementation fiscale n'a été pratiquée au cours de l'exercice.

■ ***Impôt sur les sociétés***

*Ventilation de l'impôt sur les sociétés (montants en euros)*

| | Résultat avant impôt | Impôt | Résultat après impôt |
|---|---|---|---|
| Opérations ordinaires | - 421 040 | - 1 113 612 | 692 572 |
| Opérations exceptionnelles | - 4 | - 1 | -3 |
| **Total** | **- 421 044** | **-1 113 613** | **692 569** |

*Situation fiscale différée ou latente (montants en milliers d'euros)*

| | Déductions - réintégrations fiscales | | | Impôt |
|---|---|---|---|---|
| | Début d'exercice | Variation | Fin d'exercice | |
| ***1. Décalage certains ou éventuels*** | | | | |
| Provisions pour dépréciations non déductibles temporairement | 4 200 | 113 | 4 313 | 1 337 |
| Charges non déductibles temporairement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus-values latentes imposées | 30 | 60 | 90 | 28 |
| Moins-values latentes déduites | | | | |
| Ecart de conversion passif | | | | |
| Ecart de conversion actif | | | | |
| Plus values en instance d'imposition | | | | |
| Moins values en instance d'imposition | | | | |
| **Total** | **4 230** | **173** | **4 403** | **1 365** |
| ***2. Eléments à imputer*** | | | | |
| Amortissements différés | | | | |
| Moins values à long terme | | | | |
| ***3. Eléments de taxation éventuelle*** | | | | |

*Intégration fiscale (montants en milliers d'euros)*

L'application de la convention d'intégration fiscale emporte pour l'exercice 2019, les conséquences suivantes :

| | Résultat avant IS | Impôt (-) ou subvention IS (+) | Résultat net |
|---|---|---|---|
| IMA SA * | -421 | 1 114 | 693 |
| IMA Technologies | 1 656 | -605 | 1 050 |
| IMA Voyages | 222 | -62 | 160 |
| IMA Protect | 1 814 | -557 | 1 258 |
| IMA Services | 731 | -226 | 505 |
| Assurima | 5 281 | -1 647 | 3 635 |
| IMA Assurances | 3 091 | -747 | 2 344 |
| Domissima | 0 | 0 | 0 |
| SERENA | -385 | 189 | -196 |
| IMA Participations | -356 | 100 | -257 |
| IMA Innovation | -1 241 | 370 | -871 |
| **Groupe fiscal** | **10 392** | **-2 071** | **8 321** |

* Dont 280 K€ de régularisation sur l'impôt 2018 comptabilisé en 2019 (crédit impôt recherche, crédit d'impôt mécénat, SCI du GEMA, IMA GIE).

La répartition de l'impôt au sein du Groupe est la suivante :

- Chaque société filiale verse à IMA SA, la société mère, au titre de sa contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du Groupe, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat ou sa plus-value à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement.
- En cas de déficit ou de moins-value nette à long terme, chaque société filiale recevra à titre définitif de la société mère, une subvention égale à l'économie d'impôt sur les sociétés procurée à cette dernière par la prise en compte de ce déficit ou de cette moins-value nette.

L'incidence de l'intégration fiscale pour IMA SA est la suivante :

Charge d'impôt 2019 : -68 K€
(sans intégration fiscale)

Impôt comptabilisé 2019 : -834 K€
(avec intégration fiscale)
(hors régularisations au titre des exercices antérieurs)

La différence provient de l'intégration fiscale : comptabilisation des réallocations des économies d'IS liées aux déficits, retraitements des opérations intragroupe et supplément de contribution sociale sur l'impôt.

### *Ventilation des produits et charges exceptionnels*

| Libellés | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---|---|
| Profits sur exercices antérieurs | | |
| Produits cession immobilisations financières | 468 | 129 |
| Reprises sur dépréciations exceptionnelles | 0 | 0 |
| **Total** | **468** | **129** |

| Libellés | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---|---|
| Valeurs nettes des immobilisations financières cédées | 464 | 30 |
| Dotations aux provisions exceptionnelles | 0 | 0 |
| **Total** | **464** | **30** |

## Autres informations

### *Identité de la société consolidante*

Les comptes du Groupe IMA sont consolidés par mise en équivalence dans les groupes :
- MACIF
- MAIF
- MATMUT

IMA SA et ses filiales forment un sous-groupe de consolidation qui comprend les sociétés suivantes :
- Inter Mutuelles Assistance SA
- IMA Assurances
- ASSURIMA
- IMA GIE
- IMA Services
- IMA Voyages
- IMA Iberica
- IMA Italia
- IMA Deutschland
- IMA Servizi
- Prestima
- IMA Benelux
- IMA Technologies
- IMA Protect
- SCI Bellune
- IMA UK Assistance Limited
- Inter Mutuelles Habitat GIE
- WAFA IMA Assistance
- Serena
- IMA Participations
- IMA Innovation
- IMA Protect Italia
- GIE La Chantrerie

IMA SA consolide :
- En intégration globale les filiales dans lesquelles elle détient une part majoritaire soit toutes sauf WAFA IMA Assistance et IMA Benelux.
- En intégration proportionnelle, les filiales dans lesquelles sa participation est égale à 50 %, seule IMA Benelux est concernée.
- En mise en équivalence, les filiales dans lesquelles sa participation est inférieure à 50 %, c'est le cas de WAFA IMA Assistance.
- En intégration globale, le GIE La Chantrerie, GIE sans capital, conformément à la convention de consolidation signée en 2018 avec IMA SA.

### *Personnel et dirigeants*

Conformément à l'article 24-18 du décret du 29 novembre 1983, notre société ne fournit pas cette information car elle permet d'identifier la situation d'un membre déterminé des organes de direction.

### *Effectifs*

IMA SA n'a aucun salarié depuis le transfert de l'ensemble de son personnel à IMA GIE au 1er janvier 2001.

### *Informations diverses*

| **Dénomination sociale** | **Inter Mutuelles Assistances S. A.** |
|---|---|
| Forme | Société Anonyme à Directoire et conseil de surveillance |
| Siège social | 118 avenue de Paris – 79000 NIORT |
| Capital social | 36 147 924 euros |
| Identifiant | RCS NIORT N°320 281 025 |

# 3.4
# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

**Exercice clos le 31 décembre 2019**

A l'Assemblée Générale de la société Inter Mutuelles Assistance SA,

## 1 ◗ Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Inter Mutuelles Assistance SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Directoire le 16 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## 2 ◗ Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## 3 ◗ Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note de l'annexe « Immobilisations financières ».

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de résultats des sociétés concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des business plans établis pour chacune des entités sous le contrôle de la Direction Générale.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## 4 ◗ Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire arrêté le 16 mars 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du Code de commerce.

Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le Gouvernement d'Entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

## 5 ◗ Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

## 6 ◗ Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Niort et à Paris La Défense, le 25 mai 2020

Les Commissaires aux Comptes

| GROUPE Y AUDIT | MAZARS | |
|---|---|---|
| Christophe MALÉCOT | Nicolas DUSSON | Pierre de LATUDE |

GROUPE Y AUDIT
Siège social : 53 rue des Marais - CS 18421 - 79 024 Niort Cedex
Tel : +33 (0) 5 49 32 49 01 - Fax : +33 (0) 5 49 32 49 07
Societe par actions simplifiee d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Capital de 37 000 Euros - RCS Niort B 377 530 563

MAZARS
Siège social : 61 rue Henri Regnault - 92075 Paris La Défense Cedex
Tel : +33 (0) 1 49 97 60 00 - Fax : +33 (0) 1 49 97 60 01
Societe Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes à Directoire et Conseil de Surveillance
Capital de 8 320 000 Euros - RCS Nanterre B 784 824 153

## Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

# Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

**Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019**

A l'Assemblée Générale de la société Inter Mutuelles Assistance SA,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

## Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 225-86 du Code de commerce.

## Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'Assemblée Générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Niort et à Paris La Défense, le 20 mai 2020

Les Commissaires aux Comptes

| GROUPE Y AUDIT | MAZARS | |
|---|---|---|
| Christophe MALÉCOT | Nicolas DUSSON | Pierre de LATUDE |

GROUPE Y AUDIT
Siège social : 53 rue des Marais - CS 18421 - 79 024 Niort Cedex
Tel : +33 (0) 5 49 32 49 01 - Fax : +33 (0) 5 49 32 49 07
Societe par actions simplifiee d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Capital de 37 000 Euros - RCS Niort B 377 530 563

MAZARS
Siège social : 61 rue Henri Regnault - 92075 Paris La Défense Cedex
Tel : +33 (0) 1 49 97 60 00 - Fax : +33 (0) 1 49 97 60 01
Societe Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes à Directoire et Conseil de Surveillance
Capital de 8 320 000 Euros - RCS Nanterre B 784 824 153

# 04

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 17 JUIN 2020

4.1 Texte des projets de résolutions 106

# 4.1
# Texte des projets de résolutions

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE D'IMA SA DU 17 JUIN 2020

### PREMIERE RESOLUTION
***(Approbation des comptes sociaux)***

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion, du rapport sur le gouvernement d'entreprise et du rapport des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2019, approuve les rapports et les comptes annuels (à savoir le bilan, le compte de résultat et son annexe) tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations retracées dans ces comptes et rapports.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus de leur gestion, pour l'exercice écoulé, aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance.

### DEUXIEME RESOLUTION
***(Approbation des comptes consolidés)***

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Groupe, du rapport sur le gouvernement d'entreprise et du rapport des commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2019 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations retracées dans ces comptes et rapports.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus de leur gestion, pour l'exercice écoulé, aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance.

### TROISIEME RESOLUTION
***(Affectation du résultat)***

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice net comptable s'élevant à 692 569,42 euros de la façon suivante :

| | |
|---|---|
| Réserve légale : | 34 628,47 € |
| Report à nouveau : | 657 940,95 € |
| | 692 569,42 € |

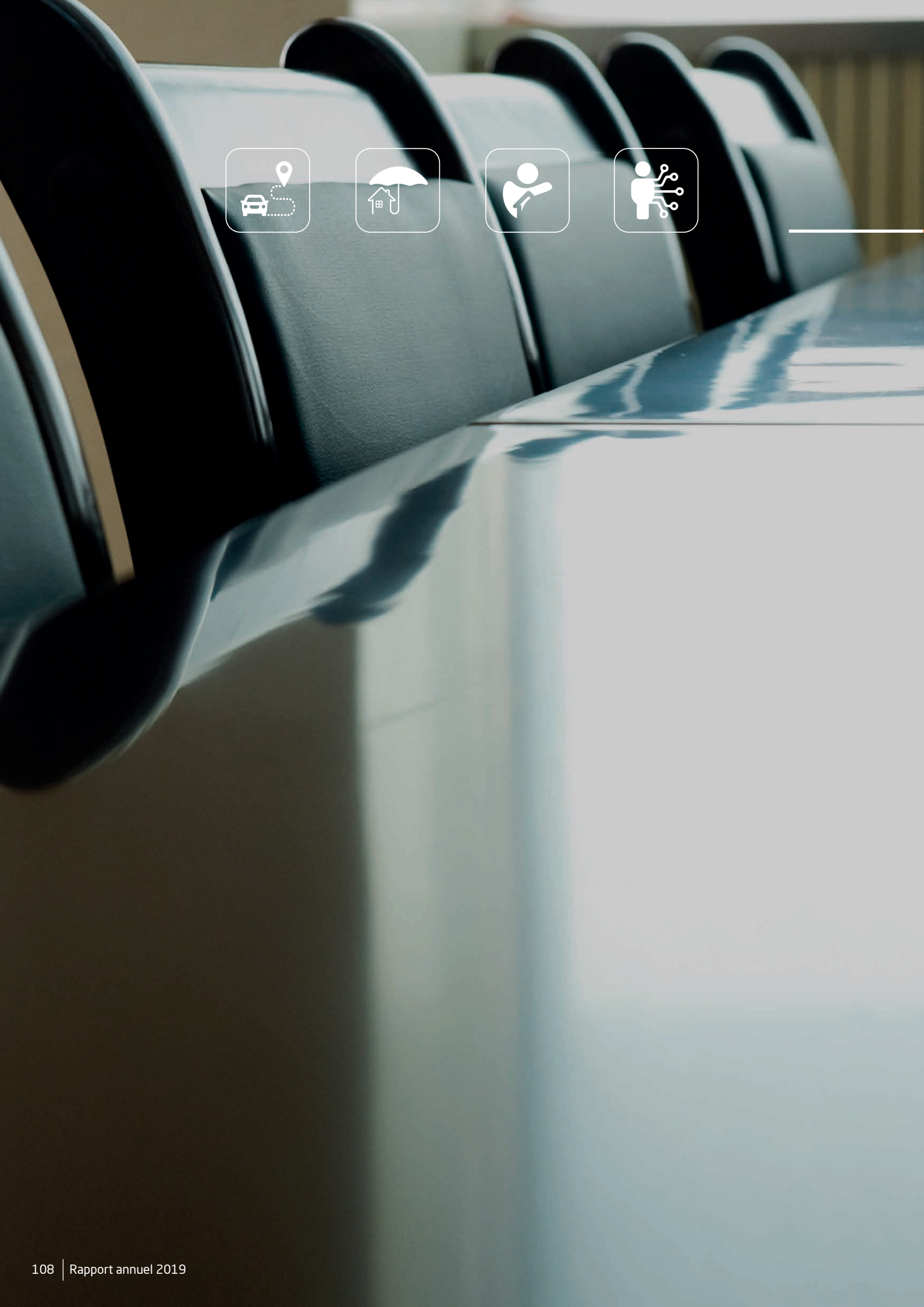
Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois précédents exercices.

### QUATRIEME RESOLUTION
***(Conventions réglementées : absence de conventions réglementées)***

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes mentionnant l'absence de convention soumise aux dispositions de l'article L 225-86 du Code de commerce conclue au cours de l'exercice, en prend acte purement et simplement.

### CINQUIEME RESOLUTION
***(Pouvoirs en vue des formalités)***

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.



05

# RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE


5.1 Information en matière de gouvernance 108
La gouvernance 108
Le Conseil de Surveillance 109
La Composition et le Rôle des Comités Spécialisés 109
Le Comité d'Audit et des Risques 109
Le Comité de Suivi du Plan Stratégique 109
Le Comité des Sélections et des Rémunérations 109

5.2 Mandats et fonctions des mandataires sociaux 110
Liste des mandats et/ou fonction exercés par les Mandataires Sociaux d'Inter Mutuelles Assistance SA en 2019 110
Autorisation du conseil de surveillance de caution, conventions, avals et autres garanties 117

5.3 Tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs accordées par l'assemblée générale au directoire de la SA dans le domaine des augmentations de capital 118

5.4 Observations du Conseil de Surveillance sur le rapport du Directoire et les comptes de l'exercice 2019 119


Le Conseil de Surveillance de la Société IMA SA a établi le présent rapport sur le gouvernement d'entreprise de l'exercice écoulé, conformément aux dispositions de l'article L 225-68 du Code de Commerce.

# 5.1
# Information en matière de gouvernance

## La gouvernance

| IMA SA | |
|---|---|
| *Conseil de Surveillance* | |
| **Président** | Daniel Havis |
| **Vice-Présidents** | Patrick Jacquot |
| | Dominique Mahé |
| | Adrien Couret |
| **Membres d'honneur** | Roger Belot |
| | Paul Marcus |
| | Jean Simonnet |
| | Jacques Vandier |
| **Membres** | MACIF - Représentée par Jean-Philippe Dogneton |
| | MACIFILIA - Représentée par Philippe Perrault |
| | MAIF - Représentée par Jean-Philippe Mariette |
| | FILIA-MAIF - Représentée par Pascal Demurger |
| | MATMUT - Représentée par Nicolas Gomart |
| | MATMUT Protection Juridique - Représentée par Isabelle Le Bot |
| | BPCE Assurances - Représentée par Nathalie Broutèle |
| | MAPA Mutuelle d'Assurance - Représentée par Vincent Loizeil |
| | AGPM Assurances - Représentée par Florence Florin-Humann |
| | MAE - Représentée par Philippe Benet |
| | P&V Assurances - Représentée par Hilde Vernaillen |
| | WAFA Assurance - Représentée par Ramsès Arroub |
| | MATMUT - Représentée par Thierry Masson |
| | CARDIF IARD – Représentée par Eric Marchandise |
| **Censeurs** | AMF - Représentée par Jean-Luc Nodenot |
| | SMACL Assurances - Représentée par Frédéric Costard |

| *Directoire* | |
|---|---|
| **Président** | Claude Sarcia |
| **Vice-Président** | Pierre Dufour |
| **Membres** | Frédéric Chevalier |
| | Virginie Genieys |
| | David Pino |

| IMA GIE | |
|---|---|
| **Directeur Général** | Claude Sarcia |
| **Directeur Général Adjoint** | Nicolas Bouffard |
| **Membres de la Direction Générale** | Frédéric Chevalier |
| | Pierre Dufour |
| | Virginie Genieys |
| | David Pino |

## Le Conseil de Surveillance

Des changements sont intervenus au sein du Conseil de Surveillance au cours de l'année 2019 :

- Isabelle LE BOT a remplacé François FARCY en tant que représentant de MATMUT Protection Juridique à compter du 16 avril 2019.
- Adrien COURET a remplacé Alain MONTARANT en qualité de Vice-Président à compter du 20 juin 2019.
- Jean-Philippe DOGNETON a remplacé Jean-Marc RABY en tant que représentant de MACIF SAM à compter du 20 juin 2019.
- Florence FLORIN-HUMANN a remplacé Nathalie BARRE TRICOIRE en tant que représentant d'AGPM Assurances à compter du 2 décembre 2019.

## La Composition et le Rôle des Comités Spécialisés

Les comités spécialisés du Conseil de Surveillance ont vocation à instruire et préparer les dossiers en amont des prises de décision.

Le Conseil de Surveillance a constitué les comités suivants :

- Le Comité d'Audit et de Risques,
- le Comité de Suivi du Plan Stratégique,
- le Comité de Sélection et des Rémunérations.

## Le Comité d'Audit et des Risques

Le Comité d'Audit et des Risques a pour objet de produire des avis ou recommandations au Conseil de Surveillance dans les domaines du contrôle des comptes (fiabilité des états financiers, efficacité des procédures internes d'établissement des comptes, sélection et fonctionnement du collège des commissaires aux comptes), de l'audit et du contrôle interne.

Il se compose de :

- Macif représentée par Jean-Marie GUILLEVIC, président,
- Matmut représentée par Philippe VORIN,
- Maif représentée par Jean-Philippe MARIETTE,
- WAFA Assurance représentée par Salma TAHRI représentant les actionnaires minoritaires détenant au moins 2 % du capital,
- AMF représentée par Jean-Luc NODENOT représentant les autres actionnaires minoritaires.

Ce comité s'est réuni à 4 reprises en 2019.

## Le Comité de Suivi du Plan Stratégique

Ce comité a pour mission d'assurer le suivi de l'exécution du plan stratégique et du plan de développement d'IMA, de vérifier la bonne atteinte des objectifs fixés par les actionnaires et de préparer les éléments d'information aux actionnaires et au Conseil de Surveillance.

Il se compose de :

- MACIF représentée par Jean-Philippe DOGNETON et Fred VIANAS,
- MAIF représentée par Nicolas BOUDINET et Christine MATHE CATHALA,
- MATMUT représentée par Thierry MASSON et Odile THOUMAS,

- d'invités permanents :

  - Le Président du Directoire d'IMA SA, Claude SARCIA,
  - Frédéric CHEVALIER, membre du Directoire et de la Direction Générale,
  - David PINO, membre du Directoire et de la Direction Générale,
  - Nicolas BOUFFARD, Directeur Général Adjoint IMA GIE en charge du Pôle Finance Groupe.

Ce comité s'est réuni trois fois au cours de l'année 2019.

## Le Comité des Sélections et des Rémunérations

Le Comité de Sélection et des Rémunérations a pour vocation d'assister le Conseil de Surveillance. Il peut proposer ou préconiser toute orientation dans la politique sociale et de rémunération des mandataires sociaux.

Il se compose de :

- Daniel HAVIS, Président du Conseil de Surveillance d'IMA SA (Matmut),
- Dominique MAHE (Maif ),
- Adrien COURET (Macif ),
- Hilde VERNAILLEN (P&V, représentant les actionnaires minoritaires détenant au moins 2 % du capital),
- Patrick JACQUOT (Assurance Mutuelle des Motards, représentant les autres actionnaires minoritaires).

Ce comité tient au moins une réunion par an sur convocation de son président. En 2019, il s'est réuni à 2 reprises.

# 5.2
# Mandats et fonctions des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4 du code de commerce, nous vous communiquons ci-joint la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés par chacun des mandataires sociaux de la société.

## Liste des mandats et/ou fonctions exercés par les Mandataires Sociaux d'Inter Mutuelles Assistance SA en 2019

| Prénom/ Nom | Société | Forme juridique | Mandats au 31 décembre 2019 |
|---|---|---|---|
| **Ramsès ARROUB** | WAFA Assurance | SA | Président Directeur Général |
| | LA COMPAGNIE NOUVELLE D'ASSURANCE (ATTIJARI ASS. TUNISIE) | | Représentant permanent WAFA Assurance en qualité d'Administrateur |
| | PANORAMA | SA | Président Directeur Général |
| | WAFA IMA Assistance | SA | Président du Conseil d'Administration |
| | WAFA Assurance VIE SENEGAL | SA | Administrateur intuitu personae et représentant permanent Wafa Assurance (Administrateur) |
| | WAFA Assurance Vie CAMEROUN | SA | Administrateur intuitu personae et représentant permanent Wafa Assurance (Administrateur) |
| | PRO ASSUR Non-Vie CAMEROUN | SA | Administrateur intuitu personae et représentant permanent Wafa Assurance (Administrateur) |
| | WAFA Assurance Vie CÔTE D'IVOIRE | SA | Administrateur intuitu personae et représentant permanent Wafa Assurance (Administrateur) |
| | WAFA Assurance CÔTE D'IVOIRE | SA | Administrateur intuitu personae et représentant permanent Wafa Assurance (Administrateur) |
| | A6 Immobilier | SA | Représentant permanent WAFA Assurance en qualité d'Administrateur |
| | ACAMSA | SA | Représentant permanent WAFA Assurance en qualité d'Administrateur |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant permanent WAFA Assurance au Conseil de Surveillance |
| | Atlas Hospitality Maroc | | Administrateur Intuitu personae |
| | SUTA | SA | Représentant permanent WAFA Assurance en qualité d'Administrateur |
| | SUCRUNION | SA | Représentant permanent WAFA Assurance en qualité d'Administrateur |
| | MOROCCAN INFRASTRUCTURE FUND (MIF) | SA | Représentant permanent WAFA Assurance en qualité d'Administrateur |
| | AKWA AFRICA | SA | Représentant permanent WAFA Assurance en qualité d'Administrateur |
| | COSUMAR | SA | Représentant permanent WAFA Assurance en qualité d'Administrateur |
| | LESIEUR | | Administrateur Intuitu personae |
| | MARSA Maroc | | Représentant WAFA Assurance au Conseil de Surveillance |

| Prénom/ Nom | Société | Forme juridique | Mandats au 31 décembre 2019 |
|---|---|---|---|
| **Philippe BENET** | Inter Mutuelles Assistance | SA à directoire et CS | Représentant MAE au Conseil de Surveillance |
| | MAE | SAM | Président Directeur Général |
| | Mutuelle MAE | SA | Président |
| | MAE VIE | SA | Président Directeur Général |
| | MAE | SGAM | Président Directeur Général |
| | GIE DES MAE | GIE | Président Directeur Général |
| | Ofivalmo Partenaires | SA | Censeur |
| **Nathalie BROUTELE** | BPCE Assurances | SA | Directeur Général |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant BPCE Assurances au Conseil de Surveillance |
| | NATIXIS Assurances | SA | Directeur Général Délégué |
| | ADIR (Liban) | SA | Administrateur |
| | BPCE APS | | Présidente du Comité de Surveillance |
| | BPCE IARD | | Membre du Directoire |
| | Natixis Wealth Management | | Administrateur |
| **Frédéric CHEVALIER** | IMA Protect | SASU | Représentant IMA SA, Président |
| | Inter Mutuelles Habitat | GIE | Représentant IMA SA, Président |
| | IMA Benelux | SA | Administrateur, représentant IMA Assurances |
| | Assurima | SA | Membre du Conseil d'Administration |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Membre du Directoire |
| | IMA Protect Italia | SRL | Président |
| **Adrien COURET** | Inter Mutuelles Assistance | SA | Vice-président, Membre du Conseil de Surveillance |
| | MACIFIMO | SAS | Membre du Conseil d'Orientation |
| | MACIF | SGAM | Directeur Général |
| | OFI ASSET Management | SA | Administrateur au Conseil d'Administration |
| | OFI Holding | SA | Représentant permanent Macif SAM au Conseil d'Administration |
| | Ofivalmo Partenaires | SA | Censeur au Conseil d'Administration |
| | SIEM | SAS | Membre du Comité de Direction |
| **Pascal DEMURGER** | ALTIMA | SA | Président du Conseil d'Administration |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant FILIA-MAIF au Conseil de Surveillance |
| | MAIF | SAM | Directeur Général |
| | MAIF VIE | SA | Représentant permanent Filia-Maif au Conseil d'Administration |

| Prénom/ Nom | Société | Forme juridique | Mandats au 31 décembre 2019 |
|---|---|---|---|
| **Jean-Philippe DOGNETON** | MACIF Finance Epargne | GIE | Directeur Général |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant MACIF SAM au Conseil de Surveillance<br>Membre du Comité Stratégique |
| | Inter Mutuelles Entreprises | SA | Membre du Directoire |
| | MACIF | SAM | Directeur Général |
| | MACIF | SGAM | Directeur Général Délégué |
| | MUTAVIE | SE | Membre et Président du Directoire |
| | Prévoyance Aesio Macif | SA | Administrateur du Conseil d'Administration |
| | SIEM | SAS | Membre du Comité de Direction |
| | MACIF Santé Prévoyance | UMG | Directeur Général |
| **Pierre DUFOUR** | Inter Mutuelles Assistance | SA | Membre du directoire |
| | IMA Assurances | SA | Directeur Général Délégué<br>Dirigeant Effectif |
| | Assurima | SA | Directeur Général Délégué<br>Dirigeant Effectif |
| **Véronique FLORIN-HUMANN** | AGPM Assurances | SAM | Directeur Général Délégué |
| | AGPM Groupe | SGAM | Directeur Général Délégué |
| | AGPM Vie | SAM | Directeur Général Délégué |
| | AGPM Conseil | SARL de courtage | Gérant |
| | Tégo Services | Société coopérative à forme anonyme à capital variable | Directeur Général Délégué |
| | Epargne Crédit des Militaires | UES | Administrateur, Directeur Général |
| | Société Particulière AGPM | Société civile | Gérant |
| | Inter Mutuelle Assistance | SA | Représentant permanent AGPM Assurances au Conseil de Surveillance |
| **Virginie GENIEYS** | SCI Bellune | SCI | Gérante |
| | IMA Assurances | SA | Membre du Conseil d'Administration |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Membre du Directoire |
| | IMA Iberica | SA | Administrateur, représentant IMA Services |
| | IMIS | SCI | Associée Gérante |
| **Nicolas GOMART** | CARDIF IARD | SA | Vice-Président du Conseil d'Administration |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant permanent MATMUT au Conseil de Surveillance |
| | Inter Mutuelles Entreprises | SA | Président du Conseil de Surveillance |
| | INFRAVIA Capital Partner | SAS | Membre du Collège de Surveillance |
| | MATMUT | SAM | Directeur Général, Administrateur et Vice-Président |
| | Groupe MATMUT | SGAM | Directeur Général, Administrateur et Vice-Président |
| | MATMUT & Co | | Président du Conseil d'Administration |

| Prénom/ Nom | Société | Forme juridique | Mandats au 31 décembre 2019 |
|---|---|---|---|
| **Nicolas GOMART** | MATMUT Innovation | SAS | Président |
| | MATMUT Protection Juridique | SA | Président du Conseil d'Administration |
| | MATMUT VIE | SA | Président du Conseil d'Administration |
| | MATMUT Mutualité | Mutuelle livre II | Administrateur / Président |
| | MATMUT Mutualité Livre III | Mutuelle livre III | Administrateur / Président |
| | MUTEX | SA | Représentant permanent MM2 au Conseil d'Administration |
| | OFI ASSET Management | SA | Vice-Président |
| | OFI Holding | SA | Président du Conseil d'Administration |
| | OFIVALMO Partenaires | SA | Représentant permanent MATMUT au Conseil d'Administration |
| | SOCRAM | SA | Censeur |
| | FNMF | Fédération | Secrétaire Général Adjoint au titre de Matmut Mutualité |
| **Daniel HAVIS** | Inter Mutuelles Assistance | SA | Président du Conseil de Surveillance |
| | MATMUT | SAM | Président du Conseil d'Administration |
| | MATMUT Développement | SAS | Président |
| | Inter Mutuelles Entreprises | SA | Vice-Président du Conseil de Surveillance |
| | MATMUT Protection Juridique | SA | Vice-Président du Conseil d'Administration |
| | MATMUT VIE | SA | Vice-Président du Conseil d'Administration |
| | Groupe MATMUT | SGAM | Administrateur |
| | Mutuelle OCIANE Matmut | Mutuelle Livre II | Président |
| | QUAERO CAPITAL France | SAS | Membre du Conseil de Surveillance |
| | Phénix Aviation | SA | Président du Conseil d'Administration |
| | AMF Assurances | SA | Administrateur |
| | CARDIF IARD | SA | Administrateur |
| | GL EVENTS | SA | Administrateur |
| | MATMUT Mutualité | Mutuelle livre II | Administrateur |
| | MATMUT Mutualité Livre III | Mutuelle livre III | Administrateur |
| **Patrick JACQUOT** | Assurance Mutuelle Des Motards | SAM | Président Directeur Général |
| | EES France | SA | Administrateur |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Vice-Président du Conseil de Surveillance |
| | MATMUT - Protection Juridique | SA | Membre du Conseil de Surveillance |
| | OFI HOLDING | SA | Administrateur |
| | MUTAC | SA | Administrateur |
| | OFIVALMO Partenaires | SA | Administrateur |
| | SOCRAM | SA | Administrateur |

| Prénom/ Nom | Société | Forme juridique | Mandats au 31 décembre 2019 |
|---|---|---|---|
| **Isabelle LE BOT** | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant MATMUT Protection Juridique au Conseil de Surveillance |
| | Groupe MATMUT | SGAM | Directeur Général Adjoint<br>Dirigeant Effectif |
| **Vincent LOIZEIL** | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant Permanent MAPA - Membre du Conseil de Surveillance |
| | MAPA | SAM | Directeur Général |
| | MATMUT Protection Juridique | SA | Représentant Permanent MAPA, Administrateur |
| | MUTAVIE | SA | Représentant MAPA, Membre du Conseil de Surveillance |
| | OFIVALMO Partenaires | SA | Représentant Permanent MAPA, Administrateur |
| | SOCRAM | SA | Représentant Permanent MAPA, Administrateur |
| | RCBF | SAM | Directeur Général |
| | MAPA-RCBF | SGAM | Directeur Général |
| **Dominique MAHE** | FILIA MAIF | SA | Président du Conseil d'Administration |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Vice-Président du Conseil de Surveillance |
| | MAIF | SAM | Président du Conseil d'Administration |
| | MAIF VIE | SA | Président du Conseil d'Administration |
| | SOCRAM Banque | SA | Censeur |
| **Jean-Philippe MARIETTE** | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant MAIF au Conseil de Surveillance |
| | FILIA MAIF | SA | Administrateur |
| | MAIF | SAM | Administrateur, Vice-Président |
| **Eric MARCHANDISE** | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant CARDIF IARD au Conseil de Surveillance |
| | CARDIF IARD | SA | Directeur Général |
| | Natio Assurance | SA | Directeur Général, Administrateur |
| | CARGEAS | S.p.A. | Administrateur |

| Prénom/ Nom | Société | Forme juridique | Mandats au 31 décembre 2019 |
|---|---|---|---|
| **Thierry MASSON** | Inter Mutuelles Assistance | SA | Membre du Conseil de Surveillance |
| | Inter Mutuelles Entreprises | SA | Président du Directoire |
| | Inter Mutuelles Solutions | SAS | Président du Comité Stratégique |
| | EQUASANTE | SAS | Administrateur |
| | CARDIF IARD | SA | Administrateur et Membre du Comité d'Audit |
| | Palais du Congrès de Rouen | SCI | Gérant |
| | MATMUT Mutualité | Mutuelle livre III | Administrateur |
| | MATMUT Immobilier | SAS | Président |
| | MATMUT Location Véhicule | SAS | Président |
| | MATMUT Protection Juridique | SA | Administrateur |
| | MATMUT | SAM | Directeur Général Délégué<br>Dirigeant Effectif |
| | Groupe MATMUT | SGAM | Directeur Général Adjoint<br>Dirigeant Effectif |
| **Philippe PERRAULT** | MACIF | SAM | Membre et Vice-président du Conseil d'Administration |
| | MACIFILIA | SA | Membre et Président du Conseil d'Administration |
| | MACIF | SGAM | Membre et Vice-président du Conseil d'Administration |
| | FINORPA Financement | SAS | Représentant permanent MACIF Participations, Membre du Conseil d'Administration |
| | FINORPA SCR | SAS | Représentant permanent MACIF Participations, Membre du Conseil d'Administration |
| | Inter Mutuelles Entreprises | SA | Représentant permanent MACIF SAM, Membre du Conseil de Surveillance |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant permanent MACIFILIA, Membre du Conseil de Surveillance |
| | MACIF Participations | SAS | Membre du Conseil d'Administration |
| | MACIF Innovation | SAS | Membre du Comité d'Investissement |
| | THEMIS | SA | Membre et Président du Conseil d'Administration |
| | MACIF Immobilier | GIE | Membre du Conseil de Surveillance |
| | UGM AESIO MACIF | UGM | Membre du Conseil d'Administration |

| Prénom/ Nom | Société | Forme juridique | Mandats au 31 décembre 2019 |
|---|---|---|---|
| **David PINO** | Inter Mutuelles Assistance | SA | Membre du Directoire |
| | IMA Iberica | SA | Administrateur |
| | IMA Technologies | SASU | Président, Représentant IMA SA |
| **Claude SARCIA** | ASSURIMA | SA | Président Directeur Général |
| | IMA Assurances | SA | Président Directeur Général |
| | IMA Benelux | SA | Administrateur, représentant IMA SA<br>Président du Conseil d'Administration |
| | IMA Italia | SA | Président du Conseil d'Administration<br>Administrateur Délégué |
| | IMA Servizi | SCARL | Président du Conseil d'Administration<br>Administrateur Délégué |
| | DOMISSIMA | SARL | Gérant |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Président du Directoire |
| | WAFA IMA Assistance | SA | Représentant IMA SA au Conseil d'Administration<br>Vice-Président du Conseil d'Administration<br>Président du Comité d'Audit |
| | Syndicat National des Sociétés d'Assistance | | Président |
| | IMA Services | SASU | Représentant IMA SA, Président |
| | IMA Participations | SASU | Représentant IMA SA, Président |
| | IMA Innovation | SASU | Représentant IMA SA, Président |

| Prénom/ Nom | Société | Forme juridique | Mandats au 31 décembre 2019 |
|---|---|---|---|
| **Hilde VERNAILLEN** | CLU Invest | SA | Administrateur |
| | Financière Botanique | SA | Président du Conseil d'Administration |
| | Inter Mutuelles Assistance Benelux | SA | Administrateur et Président du Comité d'Audit |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Membre du Conseil de Surveillance |
| | Multipharma | SCRL | Président du Conseil d'Administration |
| | Multipharma Group | SCRL | Administrateur et Président du Conseil d'Administration |
| | P&V Assurances | SCRL | Administrateur et Président du Comité de Direction |
| | Partena Business Services | SCRL | Administrateur |
| | Partena Business Solutions | SA | Administrateur |
| | PSH | SCRL | Administrateur et Président du Comité de Direction |
| | PORTIMA | SCRL | Membre du Comité Exécutif |
| | PROCOOP | SCRL | Administrateur Délégué |

## Autorisation du conseil de surveillance de cautions, conventions, avals et autres garanties

IMA SA s'est portée caution de sa filiale, IMA Voyages, pour :
- l'utilisation de la carte bleue VISA servant au paiement de la mise en place de moyens logistiques à hauteur de 120 000 euros,
- l'utilisation de la carte bleue AMEX servant au paiement de la mise en place de moyens logistiques à hauteur de 50 000 euros.

IMA SA s'est portée caution de sa filiale, la SCI BELLUNE pour :
- un premier prêt de 9 000 000 euros souscrit pour financer le projet immobilier « Niort 118 »
- un deuxième prêt de 9 000 000 euros souscrit pour financer le projet immobilier « Niort 118 ».

Conventions conclues entre un mandataire social ou un actionnaire significatif de la Société avec une filiale

Aucune convention entrant dans le cadre de l'article L 225-37-4, 2° du Code de commerce n'a été conclue au cours de l'exercice.

# 5.3
# Tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs accordées par l'assemblée générale au directoire de la SA dans le domaine des augmentations de capital

1) L'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 octobre 2018, a délégué au Directoire sa compétence pour décider d'augmenter en 2019 et 2020 le capital social, dans la limite d'un montant nominal maximum de 4 millions d'euros, par émission d'actions, avec maintien du droit préférentiel de souscription, à souscrire et à libérer en espèces et de modifier corrélativement les statuts. Cette délégation est donnée pour une durée de 26 mois.

2) Le Directoire a utilisé la délégation de compétence lui permettant de décider d'augmenter en 2019 le capital social après autorisation préalable du Conseil de Surveillance du 15 octobre 2019.

Il a procédé, par décision du 16 octobre 2019, à une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 2 670 672.84 euros, par création et émission de 175 241 actions nouvelles.

Toutes les souscriptions ont été libérées en numéraire. Le Directoire a constaté par décision du 27 novembre 2019 la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

# 5.4
# Observations du Conseil de Surveillance sur le rapport du Directoire et les comptes de l'exercice 2019

Messieurs,

Nous vous rappelons qu'en application de l'article L. 225-68 du Code de commerce, le Conseil de Surveillance doit présenter à l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires ses observations sur les comptes annuels arrêtés par le Directoire, ainsi que sur le rapport de gestion soumis à l'assemblée.

Nous vous précisons que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et le rapport de gestion ont été communiqués au Conseil de Surveillance dans les délais prévus par les dispositions légales et réglementaires.

Les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2019 font apparaître :

- Total du bilan : 177 973 608 euros
- Résultat : 692 569 euros

L'exercice 2019 a été marqué par :

- Un encaissement de dividendes des filiales du Groupe pour 3 444 K€
  - 1 500 K€ d'IMA Assurances
  - 700 K€ d'IMA Protect
  - 500 K€ d'Assurima
  - 294 K€ de WAFA IMA Assistance
  - 100 K€ d'IMA Voyages
  - 350 K€ d'IMA Technologies.

- La constitution d'une provision pour dépréciation des titres IMA UK pour 425 K€ (fermeture du site).

- Le rachat des actions détenues par UnipolSAI Assicurazioni S.p.A et la réduction corrélative du capital par annulation des actions rachetées pour un total de 1 242 K€ de capital et 3 121 K€ de primes d'émission.

- Une augmentation de capital dans le cadre de la délégation de compétence accordée par l'AGE du 11 octobre 2018 de 2 671 K€ le portant ainsi à 36 148 K€, avec une prime d'émission de 13 487 K€.

- Des avances en compte-courant au profit d'IMA Technologies pour 1 949 K€ dans le cadre des travaux immobiliers de la Chantrerie.

Par ailleurs, le Conseil de Surveillance reconnaît avoir eu connaissance des comptes consolidés.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil de Surveillance n'a aucune observation particulière à formuler, tant en ce qui concerne le rapport de gestion du Directoire que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Le Conseil de Surveillance

GROUPE IMA

**Inter Mutuelles Assistance S.A.**
118 avenue de Paris - CS 40 000
79 033 NIORT Cedex 9
Tél. : +33 (0)5 49 347 347
www.imagroupe.eu

Conception : Direction de la Communication IMA - 2019